

solidarités

Le socialisme par en bas

HORS SÉRIE
texte par
Hal DRAPER

L'ARNAQUE GLOBALE
MONDIALISONS LE SOCIALISME
CONTRE LE CAPITALISME

Genève, 30 juin 2002

N°12 / AOÛT 2002 / CHF 4.-
www.solidarites.ch

**LES
DEUX ÂMES
DU SOCIALISME**

Présentation	p.	3-4
LES DEUX ÂMES DU SOCIALISME		
<i>par Hal Draper</i>		
Introduction	p.	5-6
Ch. 1 Quelques «ancêtres» socialistes	p.	7-8
Ch. 2 Les premiers socialistes modernes	p.	9-11
Ch. 3 L'apport de Marx	p.	12-13
Ch. 4 Le mythe de l'anarchisme «libertaire»	p.	14-15
Ch. 5 Lassalle et le socialisme d'Etat	p.	16-17
Ch. 6 Le modèle fabien	p.	18-20
Ch. 7 La façade «révisionniste»	p.	21-22
Ch. 8 La scène 100% états-unienne	p.	23-24
Ch. 9 Six types de socialisme par en haut	p.	25-29
Ch.10 Dans quel camp êtes-vous ?	p.	30-31



JOURNAL DU MOUVEMENT

No 12 spécial - AOÛT 2002

Journal solidaritéS

Case postale 2089

1211 GENEVE 2

Tél : 022 / 740 07 40

Fax: 022 / 740 08 87

www.solidarites.ch

journal@solidarites.ch

CCP 12-9441-1

Responsable rédaction:

Jean BATOU

Comité de rédaction:

Maryelle BUDRY	Genève
Maryse CREVEAU	Hte-Savoie
Anita CUENOD	Genève
Urs DIETHELM	Bâle
Jean-Michel DOLIVO	Lausanne
Dorothee ECKLIN	Neuchâtel
Erik GROBET	Genève
Gianni HAVER	Lausanne
François ISELIN	Lausanne
Razmig KEUCHEYAN	Paris
Hans-Peter RENK	Neuchâtel
Magdalena ROSENDE	Lausanne
Jacques SILBERSTEIN	Neuchâtel
Pierre VANEK	Genève
Henri VUILLIOMENET	Neuchâtel

Secrétariat de rédaction: Olivier SALAMIN

Webmaster: Sébastien L'HAIRE

Tirage: 5000 exemplaires 20 numéros par an

Abonnements:

■ Annuel	CHF: 60.-
■ Étudiants, chômeurs, AVS	CHF: 30.-
■ 3 mois à l'essai	CHF: 15.-
■ Soutien	CHF: 150.-

Contact régionaux du Journal

■ Genève

Rue des Gares 25
Case postale 2089
1211 Genève 2
Tel : +4122 740 07 40
Fax: +4122 740 08 87
info@solidarites.ch
www.solidarites.ch
CCP 12-9441-1

■ Neuchâtel

Case postale 3105
2001 Neuchâtel
solidarites@altavista.net
CCP 20-6305-2

■ Lausanne

Case postale 2475
1002 Lausanne

Chère Lectrice,
Cher Lecteur,

Ce numéro hors-série s'inscrit dans la continuité des numéros spéciaux déjà consacrés aux Paradis fiscaux helvétiques (avril 2001), aux Habits neufs de l'impérialisme (décembre 2001) et à la Mise à sac de l'Argentine et au soulèvement populaire (Juin 2002).

Deux à trois fois par an, nous entendons contribuer ainsi à développer la réflexion, l'analyse et la discussion au sein de la gauche anticapitaliste.

Depuis l'apparition du mouvement solidaritéS, il y a dix ans, nous n'avons cessé d'insister sur l'importance des mobilisations et de l'organisation des mouvements sociaux par en bas. Jusqu'ici, nous avons mis l'accent sur notre orientation fermement anticapitaliste et féministe. Il nous faut aujourd'hui approfondir la réflexion sur le socialisme que nous voulons. Le texte de Hal Draper que nous publions ici constitue à nos yeux une base intéressante dans ce sens.

Par ailleurs, la production régulière de notre journal se poursuit. Le prochain numéro. vous parviendra sous peu...

Le Comité de rédaction

LES DEUX ÂMES DU SOCIALISME

PRÉSENTATION

Dès janvier 2001, la nouvelle formule de notre journal porte le sous-titre *Le socialisme par en bas*. C'était un clin d'oeil au texte de Hal Draper, «Les deux âmes du socialisme». Signe des temps, le syndicaliste socialiste Dan Gallin y faisait allusion au même moment dans sa réponse à Christoph Blocher, encartée dans le quotidien *Le Temps* (1). Sans aucun doute, l'heure était venue de faire connaître ce texte de référence du *socialisme par en bas* à la gauche anticapitaliste francophone.

En 1966, lorsque Draper met la main à la dernière version des «Deux âmes du socialisme», le monde paraît divisé en deux «blocs» antagonistes, l'un capitaliste, l'autre «socialiste», même si le nouveau consensus de la «coexistence pacifique» s'est déjà chargé d'arrondir les angles de la guerre froide. La social-démocratie a définitivement passé dans le camp du capitalisme à l'Ouest, tandis que le «collectivisme bureaucratique» a encore conquis du terrain à l'Est. Pour Hal Draper, comme nous le verrons, il s'agit d'une nouvelle société de classe, dont les dirigeants inspirent la politique des partis communistes à l'échelle internationale.

La Chine ne fait pas ici l'objet d'un examen particulier. Aux yeux de Hal Draper, elle n'offre aucune alternative crédible au modèle de l'URSS. Comment pourrait-elle concilier durablement l'orthodoxie stalinienne du *socialisme par en haut* avec les slogans anti-autoritaires de la révolution culturelle, que l'on commence tout juste à découvrir en Occident? Rétrospectivement, ses réserves paraissent justifiées. «Tirez sur le quartier général !», écrivait certes Mao sur un *dazibao* placardé à la porte du Comité Central d'août 1966. Cependant, le fait que l'appel à la critique de la base débouche sur la commune ouvrière de Shangaï, durant l'hiver 1966-1967, qui se veut un modèle pour tout le pays, conduit le Parti et l'Etat à faire brutalement machine arrière.

Dans le reste du monde, 68 n'est pas loin. Le mouvement étudiant américain vient de connaître sa première épreuve de force d'envergure, à Berkeley, avec le *Free Speech Movement (Mouvement pour la Liberté d'Expression)* (1964). Dans la foulée, il se mobilise contre la guerre du Vietnam: en 1966, les agents recruteurs de l'armée sont chassés de Berkeley, tandis que le Ministre de la défense, Robert McNamara, est séquestré pendant quelques heures sur le campus d'Harvard. En 1968, le *Students for a Democratic Society (SDS)*, l'organisation unitaire de la jeunesse étudiante radicalisée, va compter jusqu'à 100 000 membres. Hal Draper participe activement à ces événements.

Le socialisme fait à nouveau l'objet de discussions passionnées, certes dans des cercles encore restreints, inter-

pelés par les luttes de libération du tiers-monde qui s'en revendiquent explicitement. Che Guevara a abandonné le pouvoir à Cuba pour s'engager dans la guérilla au Congo. La Première Conférence de Solidarité des Peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, la Tricontinentale, s'est tenue à La Havane en décembre 1966. En même temps, le combat des Noirs états-uniens s'est radicalisé: en 1964, Harlem explose; en 1965, c'est le tour de Watts (Los Angeles), tandis que Malcolm X publie son autobiographie avant d'être assassiné; en 1966, treize ghettos se soulèvent, Stokely Carmichael appelle à l'auto-défense et Huey Newton fonde le *Black Panther Party* avec Bobby Seale. Enfin, le nouveau mouvement des femmes pointe le nez, pleinement en phase avec cette nouvelle radicalité.

Pour Hal Draper, le moment est venu de systématiser et de diffuser plus largement sa conception du *socialisme par en bas*. Comme il l'explique lui-même, son texte vise «à illustrer une thèse». Il s'agit de donner «une interprétation historique de la signification du socialisme et de comment il en est venu à représenter ce qu'il repré-

sente aujourd'hui». Pour cela, la discussion porte avant tout sur les sources du socialisme moderne, c'est-à-dire sur ses principaux courants jusqu'au début du XX^e siècle. Certaines tendances, qu'il aurait été délicat de traiter brièvement, sont laissées délibérément de côté. C'est le cas notamment du syndicalisme et du bolchevisme. L'auteur estime pourtant que leur prise en compte n'aurait pas modifié le sens de son argument.

La logique interne de l'exposé est ordonnée autour de l'opposition entre *socialisme par en haut* et *socialisme par en bas*. Il ne s'agit donc pas d'une histoire sommaire du socialisme. Et ceci explique le traitement assez expéditifs de certains courants ou auteurs, qui auraient sans doute mérité des commentaires plus nuancés. Plus que la justesse de tel ou tel jugement d'espèce, c'est la pertinence d'ensemble de la démonstration qui importe. Il faudra s'en souvenir.

En dépit de l'intérêt considérable de la thèse générale de Draper, j'aimerais pointer ici quelques unes de ses faiblesses, ne serait-ce que pour favoriser réflexion et débat.

Vous avez dit «Socialisme par en bas» ?

Une première ébauche de ce long article est parue dans le journal de la jeunesse socialiste états-unienne, *Anvil (Enclume)*, en hiver 1960. Pourtant, Hal Draper n'en a achevé la version définitive qu'en 1966, sous le titre «The Two Souls of Socialism» («Les deux âmes du socialisme»), publiée sous forme de brochure par *International Socialists* et reprise dans le recueil *Socialism From Below (Socialisme par en bas)* (1). Notre traduction en français a été effectuée à partir de la version électronique de ce document, disponible sur le site: www.sdi.com/tss/tss.htm.

A notre connaissance, il n'existait jusqu'ici aucune traduction complète de ce texte en français. Celle-ci est le résultat d'un effort collectif. Nous tenons à en remercier chaleureusement Olivier Berthoud, Michel Caillat, Erik Grobet, Razmig Keucheyan, Sébastien L'haire,

Richard O'Donovan et Magdalena Rosende. L'ensemble a été systématiquement revu, corrigé et harmonisé, à partir de l'original anglais, par notre rédaction.

Les qualificatifs «d'en bas» ou «par en bas», accolés à socialisme ou à révolution, appartiennent à l'histoire du mouvement ouvrier français. Ils étaient d'usage courant au XIX^e siècle. Nous les avons trouvés à plusieurs reprises sous la plume de Proudhon. Par exemple, en 1846, à l'occasion d'une polémique contre Louis Blanc, il remarque: «M Blanc fait descendre la vie sociale d'en haut, et le socialisme prétend la faire poindre et végéter d'en bas» (*Philosophie de la misère*, vol. 1., Paris: Librairie Internationale, 1872, p. 211). De même, dans une lettre du 22 janvier 1851 à A. M. Girardin, il se dépeint comme un «révolutionnaire par en bas» (cf. p.14, note 2).

En 1895, Engels adopte la même terminologie dans sa préface aux *Luttes de classes en France*. Après le coup d'Etat du 18 Brumaire, il remarque: «la période des révolutions par en bas était close pour un instant; une période de révolutions par en haut lui succéda» (Karl Marx et Friedrich Engels, *Œuvres choisies*, t. 1, Moscou, 1976, p. 201).

L'expression française «par en bas» met l'accent à la fois sur l'origine et sur l'agent de l'action, ce qui convient particulièrement bien au sens que lui donne ici Hal Draper. Dans la littérature socialiste internationale, elle a été conventionnellement traduite par les formules: «from below» en anglais, «von unten» en allemand ou «desde abajo» en espagnol.

1. *New Politics*, 5(1), hiver 1966, pp. 57-84. *Socialism From Below (Socialisme par en bas)*, articles de Hal Draper édités et avec une introduction d'E. Haberkern, Atlantic Highlands: Humanities Press, 1992

1. Le *socialisme par en bas* est-il concevable sans l'apport théorique et pratique du féminisme? Pourtant, Hal Draper ne fait pratiquement pas référence au rôle clé du féminisme et de la lutte des femmes dans la construction théorique et pratique d'un projet d'auto-émancipation sociale pour l'humanité toute entière.

2. Le *socialisme par en bas* est-il concevable sans les luttes des peuples les plus opprimés de la planète, victimes à la fois du capitalisme et de la domination impérialiste? Pourtant Draper est paraît peu sensible aux combats menés par les peuples de la «périphérie», sans lesquels tout projet d'émancipation planétaire est un vain mot.

3. Le *socialisme par en bas* est-il concevable sans revendiquer aussi l'héritage libertaire? En la matière, la dénonciation des propos parfois déplorable des «pères» de l'anarchisme ne saurait remplacer l'évocation des qualités souvent exceptionnelles du mouvant libertaire. Il suffira ici de rappeler la puissance et la radicalité de la révolution espagnole de 1936, inspirée par les meilleures traditions de la CNT (syndicat d'inspiration anarchiste).

4. Le *socialisme par en bas* est-il concevable sans reconnaître la force motrice de l'utopie ou du messianisme qui animent si souvent les luttes sociales des oppri-

més, femmes et hommes? (2) De ce point de vue, l'affirmation selon laquelle l'«âme autoritaire» du socialisme «lui vient de la tradition utopiste», mise en exergue par Dan Gallin (voir plus haut), est grosse de malentendus. En effet Draper ne paraît pas bien distinguer l'«utopie chaude» qui anime la lutte, de l'«utopie froide» qui inspire les producteurs de systèmes tout faits.

5. Le triomphe du *socialisme par en bas* est-il concevable sans une compréhension matérialiste des fondements sociaux du socialisme par en haut, ainsi que des moyens de le combattre? De ce point de vue, l'approche de Draper paraît insuffisante, que ce soit lorsqu'il évoque les différentes filiations du socialisme par en haut dans les sociétés dominées par le capitalisme, ou lorsqu'il fait allusion au «collectivisme bureaucratique» des «pays de l'Est».

En dépit de ces insuffisances, la contribution d'Hal Draper représente une source d'inspiration importante à qui veut s'atteler à redessiner un horizon socialiste pour le XXI^e siècle. Une raison suffisante pour le lire et en débattre aujourd'hui.

Avant de donner la parole à Hal Draper, nous aimerions reprendre avec lui cette réflexion du socialiste anglais William Morris, tirée du *Rêve de John Ball*: «J'ai consi-

déré tout cela, comment les hommes luttent et perdent la bataille, comment les objectifs pour lesquelles ils ont lutté se réalisent en dépit de leur défaite, et comment, lorsqu'ils se réalisent, ils s'avèrent ne pas être ce qu'ils entendaient, comment d'autres hommes doivent lutter pour ce qu'ils entendaient sous un autre nom...»

Jean BATOU

1. Ce supplément au *Temps* était un numéro spécial de *Domaine Public*, un hebdomadaire social-démocrate romand qui ne fait généralement pas dans le socialisme par en bas... La réponse de Gallin, d'une grande honnêteté intellectuelle, était intitulée «Qu'est-ce que le socialisme? Réponse à Christoph Blocher». Elle est disponible sur le site: www.domainepublic.ch.

2. Voir à ce propos Daniel Bensaid, *La discordance des temps. Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, Paris: Editions de la Passion, 1995, chap. 10: Utopie et messianisme.

Les combats de Hal Draper (1914-1990)

«Hal Draper naît à Brooklyn (New York), en 1914 et, comme beaucoup de membres de sa génération au cours de la grande dépression des années 1930, il se tourne vers le socialisme révolutionnaire. Au départ, il rejoint les rangs de la *Young Peoples Socialist League - YPSL (Ligue socialiste des jeunes)*, l'organisation de jeunesse du petit Parti socialiste (PS) des Etats-Unis. Il participe à l'agitation contre la direction droitière du PS...» (1). Il est l'un des animateurs des grèves universitaires contre la guerre.

En 1937, la *YPSL* décide d'adhérer au tout nouveau *Socialist Workers Party (SWP)*, formellement fondé en janvier 1938 par d'anciens membres du Parti communiste des Etats-Unis qui soutiennent le combat de Trotsky. Hal Draper en devient «secrétaire général» en 1938-1939. En 1940, il se range du côté de Max Schachtman et de la minorité du SWP qui refusent de soutenir inconditionnellement l'URSS dans la Deuxième guerre mondiale, en opposition à l'orientation préconisée avant son assassinat par Trotsky...

Ensemble, ils fondent le *Workers Party*, qui restera affilié à la IV^e Interna-

tionale jusqu'en 1948, en même temps que le SWP. Pour le WP, l'URSS de Staline représente une nouvelle société de classe non capitaliste: le «collectivisme bureaucratique» (voir nos remarques à ce sujet en p. 6). Sa position présente des convergences avec celle de Tony Cliff (Ygaël Gluckstein 1917-2000, fondateur du *Socialist Workers Party* britannique) (2), bien que celui-ci parle de capitalisme d'Etat dès 1947 (3).

En 1949, prenant acte des difficultés de construction d'un parti qui lutte effectivement pour le socialisme aux Etats-Unis, à l'orée de la guerre froide, Hal Draper joue un rôle important dans la transformation du *Workers Party (WP)* en un groupe propagandiste: l'*Independent Socialist League (ISL)*, dont la majorité évolue progressivement à droite, vers le Parti socialiste, qu'elle intègre en 1958, puis vers le Parti démocrate...

Le courant de Hal Draper résiste à cette dégénérescence en fondant les *Independent Socialist Clubs (Club Socialistes Indépendants)* en 1964. Un an auparavant, un secteur des jeunes socialistes, la *Young People Socialist League (YPSL)* avait quitté

le PS sur sa gauche. C'est d'ailleurs dans le journal de l'*YPSL*, *Anvil*, qu'était parue la première version du texte de Draper, «Les deux âmes du socialisme», en hiver 1960.

Dès le début des années 60, Hal Draper et son *Independent Socialist Committee (Comité Socialiste Indépendant)* jouent ainsi un rôle croissant au sein du nouveau mouvement étudiant qui lutte pour le désarmement nucléaire, contre la ségrégation raciale et pour les droits civils. En 1964, Draper est personnellement l'un des inspirateurs du *Free Speech Movement (Mouvement pour la Liberté d'Expression)* de Berkeley. Alan Johnson raconte dans quelle conditions ce bibliothécaire de 50 ans harangue les étudiant-e-s du campus, debout sur le toit d'une voiture de police venue arrêter l'un des leaders du mouvement (4).

Dès 1969, le groupe de Draper se renomme *Independent Socialists* et tisse des liens avec le SWP britannique. Cependant, cette nouvelle génération de militant-e-s abandonne progressivement l'orientation «troisième camp» de Draper (Ni impérialisme US, ni collectivisme bureaucratique soviétique) pour des

positions anti-impérialistes moins critiques par rapport aux directions révolutionnaires du tiers-monde, quels que soient leurs liens avec l'URSS.

C'est à ce moment que Draper publie «Vers un nouveau départ - l'alternative à la micro-secte», où il critique la logique de construction des petites organisations politiques de l'extrême-gauche révolutionnaire soixante-huitarde (5). Une source de réflexion toujours actuelle... Dès lors, largement en retrait de l'activité politique quotidienne, il travaille d'arche-pied à sa principale contribution théorique, *Karl Marx's Theory of Revolution* (La théorie de la révolution de Karl Marx), parue en 4 volumes, à New York, de 1976 à 1990, aux *Monthly Review Press*, qui n'est malheureusement pas disponible en français.

En 1985, le groupe *Independent Socialists* fusionnera avec *Worker's Power* (une organisation provenant de la même tradition politique que Draper), ainsi qu'avec un groupe issu du SWP américain pour former *Solidarity* (6).

1. *Socialismo Internacional*, Introduction à «Que es el socialismo desde abajo?», mars 1998 (www.wnlucha.org/folletos/abajo.htm).

2. Le SWP est la principale organisation de la gauche socialiste révolutionnaire britannique. Elle est membre de l'Alliance Socialiste, un regroupement des forces anticapitalistes du Royaume-Uni. Le SWP publie l'hebdomadaire *Socialist Worker* et le mensuel *Socialist Review*. Il est affilié à l'International Socialist Tendency, un courant du socialisme révolutionnaire qui dispose de liens organisationnels dans plus de vingt pays. Le SWP participe aussi régulièrement aux réunions de la gauche anticapitaliste européenne (voir le site www.ssp.org.uk/INDEX.HTM).

3. Tony Cliff, *Le capitalisme d'Etat en URSS, de Staline à Gorbatchev*, Paris: EDI, 1990 (original en anglais, 1948). Juste avant sa mort, Cliff a écrit son autobiographie: *World to Win (Un monde à gagner)*, Londres: Bookmark, 2000.

4. Alan Johnson, «The Bible of the Free Speech Movement»: Hal Draper's *The Mind of Clark Kerr Revisited* (disponible à l'adresse: www.oslo2000.uio.no/AIO/AIO16/group%209/Johnson.pdf).

5. Hal Draper, «Vers un nouveau départ - l'alternative à la micro-secte», traduit de l'anglais et publié par les Cahiers Léon Trotsky, n° 69, mars 2000, pp. 55-71.

6. *Solidarity - A Revolutionary, Socialist, Democratic, Feminist, Anti-Racist Organization* (voir le site: www.igc.org/solidarity). Publie la revue *Against The Current* (Contre le Courant).

LES DEUX ÂMES DU SOCIALISME

par Hal DRAPER

INTRODUCTION

La crise actuelle du socialisme est une crise de sens du socialisme. Pour la première fois dans l'histoire du monde, il est tout à fait possible qu'une majorité de ses habitants se déclarent «socialistes» d'une manière ou d'une autre [1]; mais il n'y a jamais eu d'époque historique où cette étiquette n'ait véhiculé aussi peu de contenu informatif. L'élément le plus proche d'un contenu commun aux divers «socialismes» réside dans une négation: l'anticapitalisme. Sur le plan positif, la variété des idées incompatibles et conflictuelles qui se définissent elles-mêmes comme socialistes est plus large que l'éventail des idées au sein du monde bourgeois.

Même l'anticapitalisme représente de moins en moins un élément commun. D'un côté du spectre, un certain nombre de partis sociaux-démocrates ont de facto rayé de leur programme toute revendication spécifiquement socialiste, promettant de maintenir l'entreprise privée partout où cela serait possible. L'exemple le plus probant est donné par la social-démocratie allemande. («En tant qu'idée, philosophie ou mouvement social, en Allemagne, le socialisme n'est plus représenté par aucun parti politique», telle est la conclusion du récent livre de D. A. Chalmers: *The Social Democratic Party of Germany*, 1964). [2] Ces partis ont déterminé que le socialisme n'existait plus, mais la tendance qu'ils ont formalisée est celle de toute la social-démocratie réformiste. Dans quel sens ces partis sont-ils encore «socialistes»?

D'un autre côté du spectre mondial, il y a les Etats communistes, qui se revendiquent du «socialisme» par la négative:

l'abolition du système capitaliste du profit privé et le fait que la classe dominante ne soit pas formée de propriétaires privés. Sur le plan positif, cependant, le système socio-politique qui a remplacé le capitalisme là-bas aurait été méconnaissable aux yeux de Karl Marx. L'Etat possède les moyens de production - mais qui «possède» l'Etat? Certainement pas la masse des travailleuses et des travailleurs, qui sont exploités, assujettis et privés de tout levier de contrôle social et politique. Une nouvelle classe domine, les patrons bureaucrates; ils règnent sur un système collectiviste: le collectivisme bureaucratique. A moins de poser mécaniquement le socialisme comme équivalant à l'étatisation, dans quel sens ces sociétés sont-elles «socialistes»?

Ces deux socialismes auto-proclamés sont très différents, mais ils ont plus en commun qu'ils ne le pensent. La social-démocratie a typiquement rêvé de «socialiser» le capitalisme par en haut. Son principe a toujours été qu'une intervention accrue de l'Etat dans la société et dans l'économie était *en elle-même* de nature socialiste. Ceci dénote un air de famille décisif avec la conception stalinienne consistant à imposer une chose, appelée socialisme, du haut vers le bas, et à assimiler l'étatisation au socialisme. Les deux s'enracinent dans l'histoire ambiguë de l'idée socialiste.

Il faut donc revenir aux sources. Les pages qui suivent se proposent de réfléchir historiquement au sens du socialisme d'une façon nouvelle. Il y a toujours eu différentes «sortes de socialismes», regroupés traditionnellement en réformistes ou

[1] Hal Draper a en vue l'ensemble des habitant-e-s du Bloc soviétique, de la Chine, du Vietnam du Nord, de la Corée du Nord, de Cuba, ainsi que des nouveaux Etats fraîchement décolonisés soi-disant socialistes. Rappelons que nous sommes en 1966. A ceux-ci, il faudrait ajouter les socialistes et communistes des pays occidentaux.

[2] Douglass Alan Chalmers, *The Social Democratic Party of Germany. From Working-Class Movement to Modern Political Party (Le Parti social-démocrate d'Allemagne. D'un mouvement des travailleurs à un parti politique moderne)*, New Haven & Londres: Yale University Press, 1964.

Bad Godesberg, 1959: Le SPD rallie la libre entreprise

Le SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne) est fondé en 1946. Après ses revers électoraux de 1957, il tient un congrès extraordinaire à Bad Godesberg, du 13 au 15 novembre 1959, pour adopter un nouveau programme.

Symboliquement, la couverture des documents n'est plus rouge, mais bleue. On y découvre notamment que le socialisme démocratique européen se fonde sur «l'éthique chrétienne, l'humanisme et la philosophie classique».

Surtout, le SPD se rallie à la libre entreprise et à la libre concurrence. La formule de synthèse est restée célèbre: «La concurrence aussi loin que possible, la planification aussi loin que nécessaire!».



Pour le politologue marxiste Wolfgang Abendroth, qui en fera la critique dans la revue du SDS (Fédération Allemande des Etudiants Socialistes), c'est «le programme de l'adaptation et de la résignation».

En 1961, le SPD rompt avec son organisation étudiante. En 1964, il appuie la participation de la *Bundeswehr* à une force atomique occidentale multilatérale et dissuasive et appelle ses membres à ne pas participer aux manifestations pacifistes de 1964-1965.

En 1966, au congrès de Dortmund, il accepte les Lois d'Exception (*Notstandsgesetze*), revendiquées par la droite depuis 1958, qui autorisent la suspension de certaines libertés démocratiques constitutionnelles.

Il se rallie aussi à la Grande Coalition avec la Démocratie-Chrétienne (CDU/CSU).



[3] Les Statuts généraux de l'Association Internationale des Travailleurs, rédigés par Karl Marx, avant d'être adoptés, en octobre 1871, par la conférence de Londres, commencent par la phrase suivante: «Considérant que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes; que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges ou des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de toute domination de classe; (...), (Karl Marx et Friedrich Engels, Oeuvres choisies, t. 2, Moscou, 1976, p. 14).

Dans le même esprit, la seconde strophe de l'Internationale, rédigées en prison par Eugène Pottier en juin 1871, contient les fameux vers:

«Il n'est pas de sauveurs suprêmes
Ni Dieu, ni César, ni tribun
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes
Décrétons le salut commun»

révolutionnaires, pacifistes ou violents, démocratiques ou autoritaires, etc. De telles divisions existent. Cependant, la ligne de partage essentielle est ailleurs. Tout au long de l'histoire des mouvements et des idées socialistes, le clivage fondamental se situe entre le *socialisme par en haut* et le *socialisme par en bas*.

Ce qui unit les nombreuses et différentes formes de *socialismes par en haut*, c'est la conception que le socialisme (ou une imitation raisonnable de celui-ci) doit être *octroyé* aux masses reconnaissantes, d'une manière ou d'une autre, par une élite dirigeante qui n'est, en réalité, pas soumise à leur contrôle. Le cœur du *socialisme par en bas* réside dans sa vision que le socialisme ne peut être réalisé que par l'auto-émancipation des masses mobilisées et en mouvement, s'efforçant d'atteindre la liberté de leurs propres mains, mobilisées «par en bas» en un combat pour prendre en charge leur propre destin, comme actrices (et non seulement comme sujettes) sur la scène de l'histoire. «L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes»: voici la première phrase des statuts rédigés par Marx pour la Première Internationale et c'est aussi le principe fondamental de l'oeuvre de sa vie. [3]

C'est la conception du *socialisme par en haut* qui explique l'acceptation de la dictature communiste comme une forme de «socialisme». C'est aussi la conception du *socialisme par en haut* qui concentre l'attention de la social-démocratie sur la superstructure parlementaire de la société et sur la manipulation des «sommets dirigeants» de l'économie, la rendant hos-

tile à l'action des masses par en bas. C'est le *socialisme par en haut* qui représente la tradition dominante dans le développement du socialisme.

Notez que cela n'est pas spécifique au socialisme. Au contraire, l'aspiration à une émancipation par en haut est le principe qui a sans cesse dominé les sociétés de classe et d'oppression politique au cours des siècles. C'est la promesse permanente faite par tout pouvoir dominant afin que le peuple continue à solliciter une protection d'en haut, plutôt que de chercher lui-même à se libérer du besoin d'être protégé. Le peuple a attendu des rois qu'ils corrigent les injustices des seigneurs, et des messies qu'ils renversent la tyrannie des rois. Au lieu de la voie audacieuse de l'action de masse par en bas, il paraît toujours plus sûr et plus prudent de trouver le «bon» dirigeant qui va Faire le Bien du Peuple. Le modèle de l'émancipation par le haut parcourt toute l'histoire de la civilisation; il devait aussi s'affirmer dans le socialisme. Mais c'est seulement dans le cadre du mouvement socialiste moderne que la libération par en bas a pu devenir vraiment une aspiration réaliste; avec le socialisme, elle s'est hissée au premier plan, mais seulement par accès et par intermittence. L'histoire du socialisme peut être lue comme un effort permanent, et jusqu'ici sans grand succès, pour se libérer de la vieille tradition, de la tradition de l'émancipation par en haut.

C'est avec la conviction que la crise actuelle du socialisme n'est intelligible qu'en partant de cette Grande Opposition dans la tradition socialiste, que nous allons évoquer quelques exemples des deux âmes du socialisme. ●●●

Le Collectivisme bureaucratique

Ce terme renvoie ici à la définition aboutie qu'en a donné Joseph Friedman (alias Joseph Carter) et Max Shachtman, les compagnons politiques d'Hal Draper, dès 1941.



Max Shachtman

«La défense par Shachtman de l'opinion selon laquelle la bureaucratie en URSS était devenue une classe, et par-là une classe dominante, évitait la généralisation superficielle de cette idée par Rizzi (...) Shachtman affirmait, qu'étant donné que l'Etat possédait les moyens de production, la société russe pouvait être caractérisée économiquement comme une société collectiviste. Mais comme



Hal Draper

l'Etat soviétique est entre les mains de la classe bureaucratique, une caractéristique complète de cette société est qu'il s'agit d'un collectivisme bureaucratique. Les relations économiques établies par la révolution bolchévique ont été remplacées sous Staline par celles du collectivisme bureaucratique.»

(Milton Fisk, *Socialism From Below in the United States*, Cleveland: ISO/Hera Press, 1977, notre trad.)

Pour les textes fondateurs de ce courant, voir Sean Matgamna, Ed., *The Fate of the Russian Revolution. Lost Texts of Critical Marxism*. vol. 1., Dukes-

way, etc.: Athenaeum Press, 1998.

En novembre 1937, Trotsky avait ouvert la voie à une telle position en évoquant le niveau atteint par la dégénérescence de l'Etat soviétique de la façon suivante: «[Elle] s'approche du point critique. Ce qui n'était qu'une déformation bureaucratique se prépare aujourd'hui à dévorer l'Etat ouvrier sans en laisser une miette et à dégrader sur les ruines de la propriété nationalisée une nouvelle classe dirigeante. Une telle possibilité s'est considérablement rapprochée...»

(*Défense du Marxisme*, «Un Etat non-ouvrier et non-bourgeois», Paris: EDI, 1972).

Le thème du collectivisme bureaucratique a une longue histoire. Dès les années 20, le vieux-bolchevik G. I. Miaskinov estimait que «la dictature du prolétariat en Union soviétique avait été remplacée par la dictature d'une nouvelle classe: la "social-bureaucratie"». En France, l'ex-communiste Lucien Laurat allait avancer des

thèses analogues. Enfin, avant même la Révolution d'Octobre, le socialiste russo-polonais V. K. Makhaïsky, avait dénoncé la «dictature du prolétariat» comme «un échafaudage pour les postes de commande de la bureaucratie exploiteuse».

(Léon Trotsky, *Oeuvres*, t. 2, pp. 243-268).

En 1939, Bruno Rizzi proposait encore une vision différente du même concept dans un ouvrage intitulé *La bureaucratization du monde* (rééd. Champ Libre, 1976). Elle sera reprise et systématisée aux Etats-Unis par James Burnham (*The Managerial Revolution*, 1941). Pour eux, la tendance à l'affirmation d'une nouvelle classe bureaucratique représentait une tendance générale de l'époque contemporaine, valable autant pour l'URSS, que pour l'Italie, l'Allemagne ou les Etats-Unis. Mais, contrairement à Hal Draper, ils lui attribuaient un caractère progressiste. Dès 1933, un communiste de gauche allemand, Hugo Urbahns, avait avancé des idées similaires, en parlant lui de «capitalisme d'Etat».

QUELQUES «ANCÊTRES» SOCIALISTES

L'auteur prend comme point de départ une réflexion de Karl Kautsky, le «pape» de la Deuxième Internationale avant la Première guerre mondiale, véritable trait d'union entre les générations de Marx et de Lénine, sur les précurseurs du socialisme. Occupé à énumérer un certain nombre de figures qualifiées à ses yeux, il fait la confusion, sans s'en rendre compte, entre des intellectuels de pouvoir, concepteurs d'utopies sociales souvent coercitives, et de véritables acteurs de la lutte de classe contre l'exploitation et l'oppression. C'est l'occasion pour Hal Draper de relever cet étrange amalgame entre les prédécesseurs du socialisme par en haut et ceux du socialisme par en bas, et de montrer même qu'ils ont parfois été opposés sur le terrain des confrontations sociales de leur temps. (réd.)

Karl Kautsky, le principal théoricien de la Deuxième Internationale, commence son livre sur Thomas More [1] par l'observation suivante: les deux grandes figures qui inaugurent l'histoire du socialisme sont More et Münzer; les deux «s'inscrivent dans la longue lignée des socialistes, de Lycurgue à Pythagore, de Platon aux frères Gracchus, de Catilina au Christ...».

Voilà une liste très impressionnante de «socialistes» précoces. Or, Kautsky, compte tenu de sa position, était certainement en mesure de reconnaître un socialiste quand il en voyait un. Mais ce qui est le plus fascinant dans cet inventaire, c'est qu'à l'examen il recèle deux catégories assez différentes.

La vie de Lycurgue de Plutarque [2] a conduit les premiers socialistes à le considérer comme le fondateur du «communisme» spartiate. C'est pourquoi Kautsky le mentionne dans sa liste. Pourtant, comme le décrit Plutarque, le système spartiate était fondé sur une répartition égale de la terre comme propriété privée.

Il n'était donc nullement socialiste. L'impression de «collectivisme» qui peut se dégager de la description du régime spartiate vient d'ailleurs: du propre mode de vie de la classe dirigeante de Sparte, organisée comme une garnison permanente et disciplinée en état de siège. A cela il faut ajouter le régime de terreur imposé aux ilotes (esclaves). Je ne vois pas comment un socialiste moderne pourrait étudier le régime de Lycurgue sans avoir le sentiment d'être en présence, non pas d'un ancêtre du socialisme, mais d'un précurseur du fascisme. Il y a une sacrée différence! Mais comment se fait-il que cela n'ait pas frappé le principal théoricien de la social-démocratie? [3]

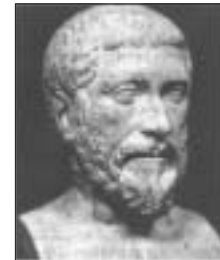
Pythagore a fondé un ordre élitiste qui agissait comme instrument politique de l'aristocratie terrienne contre le mouvement plébéien démocratique [4]. Lui et son parti ont été finalement renversés et expulsés par un soulèvement révolutionnaire populaire. Kautsky semble donc être du mauvais côté des barricades! En outre, au sein de l'ordre pythagoricien prévalait un régime d'autoritarisme total et d'embrigadement. Néanmoins,

[1] Karl Kautsky, *Thomas More und seine Utopie*, (Thomas More et son Utopie), 1887.

[2] Plutarque, *Vies parallèles*, Paris: Quarto Gallimard, 2001.

[3] Pour être juste, il faut relever que Kautsky stigmatise ailleurs le «communisme de caserne de l'aristocratie spartiate» (*The Materialist Conception of History*, New Haven & Londres: Yale University Press, 4^e partie, 6^e section, p. 354).

[4] *Pythagore (-569 / -475?)*.



Mathématicien et philosophe né à Samos, il nous est connu par ses disciples. Il crée son école dans le sud de l'Italie, à Crotona, laquelle devient rapidement une secte aux règles de vie très strictes. Ses membres, hommes et femmes, partagent une vie commune et ne possèdent rien en propre. Il meurt peut-être assassiné.

Karl Kautsky (1854-1938)



Né à Prague, il achève ses études à Vienne avant d'entrer au Parti ouvrier social-démocrate en 1875.

Pendant 34 ans, de 1883 à 1917, il dirige la revue théorique du SPD, *Die Neue Zeit* (*Le Temps Nouveau*). Il adhère à

l'USPD (regroupement des exclus de la gauche et du centre du SPD) en 1917, pour retourner au SPD en 1922.

Il s'oppose de manière virulente à la Révolution d'Octobre et aux bolcheviks, mais aussi à la révolution allemande (1918-1923).

En 1924, il s'établit de nouveau à Vienne, qu'il devra abandonner pour la Hollande, juste avant l'*Anschluss* (annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie).

Pour un bilan critique de l'activité politique et de l'oeuvre de K. Kautsky, voir Paul Mattick, «Karl Kautsky, de Marx à Hitler», 1939, disponible en français sur le site:

www.geocities.com/adel0/matt1.html

Pour nos lecteurs-trices qui lisent l'anglais, un certain nombre de textes importants de Kautsky sont disponibles en traduction sur le site:

www.marxists.org/archive/kautsky

Le «communisme» spartiate

Lycurgue (-800?) est un personnage semi-mythique qui aurait imaginé les règles de vie de Sparte, quasi-militarisées et prétendument communistes.

Sur le plan social, cette cité est dominée par l'oligarchie durant plus de quatre siècles. Elle se distingue par l'extrême concentration de ses richesses. Chaque année, le premier magistrat de la ville déclare la guerre à l'ensemble des travailleurs, les ilotes (esclaves, ou plutôt serfs de l'Etat), à l'occasion d'une cérémonie sans équivalent dans l'histoire. (G. E. M. de Ste. Croix, *The Class Struggle in the Ancient Greek World*, Ithaca: Cornell University Press, 1981)



[5] Platon (-428 / -348).

Athénien d'origine aristocratique, ennemi résolu de la démocratie, il ne défend pas pour autant une oligarchie fondée sur la propriété. Dans *La République*, il préconise une société méritocratique, qui prive en particulier les travailleurs manuels de tout pouvoir. Pour l'élite, il recommande l'éducation collective des enfants et la jouissance commune des richesses matérielles.



[6] Lucius Sergius Catilina (-108 / -62).

Issu d'une famille patricienne déclassée, il échoue dans la préparation d'une révolution contre l'aristocratie. Henrik Ibsen en fait le héros de son premier drame, écrit en 1849, dans la foulée des révolutions de 1848.



[7] Tiberius (-163 / -133)

et Gaius (-154 / -121) Gracchus.

Tiberius défend la réforme agraire avant d'être assassiné par l'opposition aristocratique. Son frère Gaius veut réintroduire les lois de son frère; il veut aussi réinstaurer la démocratie et propose de donner la pleine citoyenneté aux alliés de Rome en Italie. Il est tué dans des émeutes.

Kautsky a choisi de considérer Pythagore comme un ancêtre du socialisme parce qu'il croyait que les pythagoriciens organisés pratiquaient un mode de consommation communautaire. Même si cela avait été le cas (et Kautsky découvrit plus tard qu'il n'en était rien), l'ordre pythagoricien aurait été une institution précisément aussi communiste que n'importe quel monastère. Voilà un second ancêtre du totalitarisme sur la liste de Kautsky.

Le cas de *La République* de Platon est assez bien connu [5]. L'unique élément de «communisme» dans son Etat idéal consiste dans la prescription d'une consommation monastique et communautaire pour la petite élite des «Gardiens», qui forment la bureaucratie et l'armée; cependant, le système social environnant reste dominé par la propriété privée, non par l'appropriation sociale. A nouveau ici, pour Platon, le modèle de l'Etat c'est un gouvernement dirigé par une élite aristocratique; il insiste sur le fait que la démocratie implique inévitablement la détérioration et la ruine de la société. En réalité, Platon avait pour objectif politique la réhabilitation et la purification de l'aristocratie régnante, afin de combattre le courant démocratique. En faire un ancêtre du socialisme, c'est défendre une conception du socialisme qui disqualifie toute forme de contrôle démocratique.

Par ailleurs, Catilina [6] et les frères Gracchus [7] n'avaient aucune tendance collectiviste. Leurs noms sont associés à des mouvements de masse exprimant une révolte populaire démocratique contre l'establishment. Ils n'étaient pas socialistes, pour sûr, mais du côté populaire de la lutte des classes dans le monde antique, du côté du mouvement populaire par le bas. Cela ne semble pas faire de différence pour le théoricien de la social-démocratie.

A ce stade, dans la préhistoire de notre sujet, deux types de figures historiques semblaient faites pour entrer au panthéon du mouvement socialiste. D'un côté, des personnalités dotées d'une touche de prétendu collectivisme, en réalité totalement élitistes, autoritaires et antidémocratiques; de l'autre, des figures dépourvues de tout côté collectiviste, mais qui ont été associées aux luttes de classe démocratiques. On observe donc une tendance collectiviste sans démocratie et une tendance démocratique sans collectivisme. Rien encore ne fusionne ces deux courants.

C'est seulement avec Thomas Münzer, le dirigeant de l'aile gauche révolutionnaire de la réforme allemande, que nous trouvons les premiers signes d'une telle fusion; un mouvement social avec des idées de type communiste (celles de Münzer), à la fois profondément engagé dans une lutte populaire et démocratique par le bas. Sir Thomas More se situe précisément à l'opposé: le fossé entre ces deux contemporains touche au cœur de notre sujet. *L'Utopie* de More décrit une société totalement enrégimentée, qui évoque plus 1984 que la perspective d'une démocratie socialiste, une société élitiste de part en part, voire même esclavagiste, typique du socialisme par en haut. Il n'est pas surprenant, que de ces deux «ancêtres socialistes» qui ont vécu au seuil du monde moderne, l'un (More) exécutait l'autre, jusqu'à soutenir les bourgeois qui lui ont donné la mort, à lui et à son mouvement.

Quelle est donc la signification du socialisme quand il est venu pour la première fois au monde? Dès le tout début, il a été divisé entre ses deux âmes et elles se sont fait la guerre. ●●●

More et Münzer Sir Thomas More (1478-1535)

Fils d'un juge londonien, il devient membre du Parlement dès 1504 et joue un rôle capital à la cour d'Henry VIII avant de tomber en disgrâce, de se voir condamné, puis décapité en 1535.

Auteur de *L'Utopie* (1516), il dessine les contours d'une société idéale, où la nature humaine dépravée serait tenue en échec par «une machine d'Etat (...) lubrifiée par la peur» (Richard Marius, *Utopia as a Mirror of Life and Time*, Keynote Address, Loyola College of Baltimore, 2 mars 1995).

Adversaire résolu du protestantisme, il est béatifié par l'Eglise catholique en 1886 et canonisé par Pie XI en 1935.

Un site en français avec le texte original de *L'Utopie* de T. More, ainsi qu'un certain nombre de liens utiles:
www.uqac.quebec.ca/zone30/Ciassiques_des_sciences_sociales/livres/More_thomas/more_thomas.html

Thomas Münzer (1489-1525)

D'abord influencé par Luther, il va se confronter à lui en soutenant une théologie révolutionnaire qui met en cause l'ordre établi et défend la propriété collective des biens. Il inspire la révolte des paysans allemands, à laquelle il prend part, avant d'être arrêté et décapité.

Voir Friedrich Engels, *La guerre des paysans en Allemagne* (1850), Paris: Éditions Sociales, 1974; Ernst Bloch, *Thomas Münzer: théologien de la révolution* (1921), trad. française, Paris: U.G.E., 1975.



Thomas More



Thomas Münzer

LES PREMIERS SOCIALISTES MODERNES

Durant la période qui sépare la Révolution française des révolutions de 1848, la démocratie et le socialisme modernes marchent sur des voies parallèles sans jamais se rencontrer. Premier exemple, le jacobinisme radical de Babeuf, de Buonarroti ou de Blanqui, qui luttent pour une véritable égalité sociale. Là où le mouvement populaire a échoué, une minorité résolue devra réussir à établir une dictature révolutionnaire. A de telles conceptions, s'oppose la foi aveugle d'un Saint-Simon dans les lumières de la science et de l'industrie. S'il songe à faire appel au peuple, ce n'est que pour faire pression sur les élites. Enfin, les plans fantastiques d'Owen, de Fourier et de Cabet, visent à développer des communautés idéales, pensées par eux dans les moindres détails. L'ensemble de ces courants ont cependant un trait en commun: leurs «solutions» ne procèdent pas du mouvement réel des victimes de l'exploitation et de l'oppression, signe distinctif du socialisme par en haut. (réd.)

Le socialisme moderne est né au cours du demi-siècle qui sépare la Grande Révolution française de celles de 1848. [1] Il en va de même de la démocratie moderne. Pourtant, les deux ne sont pas liés comme des frères siamois. Ils ont d'abord évolué sur des voies séparées. Quand se sont-elles croisées pour la première fois?

Différents types de socialismes ont poussé sur les décombres de la Révolution française. Nous en considérerons trois des plus importants dans l'optique de notre question.

I. Babeuf

Le premier mouvement socialiste moderne a été dirigé par Babeuf durant la dernière phase de la Révolution française («La Conspiration des Égaux»), conçu comme une continuation du jacobinisme révolutionnaire, auquel il ajoute une finalité sociale plus cohérente: une société communiste égalitaire. C'est

là la première fois, dans l'ère moderne, que l'idée du socialisme est associée à celle d'un mouvement populaire - une combinaison capitale. Pour être exact, une telle liaison avait déjà été anticipée par Gerrard Winstanley et ses «Vrais Niveleurs», l'aile gauche de la Révolution anglaise; mais elle fut oubliée et conduisit à une impasse, historiquement parlant.[2]

Cette association implique immédiatement une question essentielle: quelle est précisément, dans chaque cas, la relation qui se fait jour entre telle idée socialiste et tel mouvement populaire? Voilà la question capitale pour le socialisme durant les deux cents ans qui vont suivre.

Dans la conception des babouvistes, le mouvement populaire de masse avait échoué. Les masses populaires semblaient avoir tourné le dos à la révolution. Cependant, elles souffraient toujours et continuaient à avoir besoin du communisme. Ils le savaient. La volonté révolutionnaire du peuple avait

[1] Révolutions de 1848.

Mouvements révolutionnaires européens qui combinent des aspirations sociales, nationales et démocratiques. Ils touchent successivement les Etats italiens, Paris, Berlin, Prague, Vienne et la Hongrie, du printemps 1848 à l'été 1849, avant de reculer sous les coups de la réaction. Dès lors, comme le note Engels, en 1895, «La période des révolutions par en bas était close pour un instant; une période de révolutions par en haut lui succéda» (Karl Marx et Friedrich Engels, Oeuvres choisies t. 1, Moscou: Éditions du Progrès, 1976, p. 201).

"England is not a free people till the poor that have no land, have a free allowance to dig and labour the commons..."
Gerrard Winstanley, 1649



[2] «Vrais Niveleurs» ou Diggers.

Groupes de communistes agraires apparus en Angleterre en 1649-1650, sous la direction de Gerrard Winstanley et William Everard. S'étant battus contre le roi et les grands propriétaires, ils entendaient maintenant que les terres soient mises à disposition des plus pauvres (consulter www.diggers.org/english_diggers.htm).



François Babeuf, surnommé Caius Gracchus, naît en 1760 à Saint-Quentin. Condamné à mort à Vendôme, il se poignarde sous les yeux des juges à l'énoncé du verdict. Il est alors transporté blessé sur la guillotine.

Il entend «établir l'administration commune» et «supprimer la propriété particulière», afin d'établir l'égalité effective. Dès 1796, il organise un mouvement politique, la Ligue des Égaux, afin de ren-

verser le Directoire et de combattre le libéralisme bourgeois. Son objectif: leur substituer une «autorité révolutionnaire et provisoire, constituée de manière à soustraire le peuple à l'influence des ennemis naturels de l'égalité, et à lui rendre l'unité de volonté nécessaire pour l'adoption des institutions républicaines».

Il suffisait, selon Babeuf, que l'ordre social existant méritât sa perte pour qu'il pût être réellement renversé il y a cent ans, pourvu qu'il se trouvât un groupe d'hommes résolus qui s'emparât du pouvoir et instaurât le régime de l'égalité, comme les Jacobins avaient, en 1793, pris le pouvoir politique et instauré la république. (...) Malgré toute la vigueur de leurs critiques et la magie de leurs idéaux, ces théories socialistes sont restées pratiquement sans influence sur le mouvement et les luttes réels de l'histoire. Babeuf et sa petite troupe d'amis périrent dans la tourmente contre-révolutionnaire, comme un frêle esquif, sans laisser d'abord d'autre trace qu'une brève ligne lumineuse dans les pages de l'histoire révolutionnaire»

(Rosa Luxemburg, Introduction à l'économie politique, 1907, www.marxists.org/francais/luxembur/intro_ecopo/intro_ecopo_16.htm).

Références récentes: Alain Maillard, La communauté des Égaux. Le communisme néo-babouviste dans la France des années 1840, Paris: Kimé, coll. «Le sens de l'histoire», 1999; Lionel Bourg, Une passion qui commence, (avec des textes de Babeuf et de Sylvain Maréchal), Vénissieux: Paroles d'Aube, 1997. François-Noël (dit Gracchus), Babeuf, Ecrits/Babeuf, introduction et annotations de Claude Mazauric, Paris: Messidor/Ed. Sociales, 1988.

Paris 1848





[3] Auguste Blanqui (1805-1881).

Pour lui, la force motrice du changement, c'est l'antagonisme entre la minorité bourgeoise possédante et le prolétariat appauvri. Mais le parti d'avant-garde est un catalyseur indispensable de la révolution, d'où une analogie souvent mise en évidence, bien qu'assez superficielle, avec les conceptions de Lénine.

Le 12 mai 1839, il tente de s'emparer du pouvoir avec ses partisans, dont Barbès: l'échec est cuisant (94 morts et 700 arrestations). Il passera plus de la moitié de sa vie adulte en prison.

été anéantie par une conspiration de droite. Ce qu'il fallait donc, c'était une conspiration de gauche pour recréer le mouvement populaire et pour exprimer sa volonté révolutionnaire. Il fallait prendre le pouvoir, mais le peuple n'était plus disposé à cela. Ils devaient donc le faire en son nom afin de l'élever à ce niveau. Cela allait impliquer une dictature temporaire, nécessairement conduite par une minorité; mais ce serait une Dictature Educative, œuvrant à créer les conditions qui rendraient possible un contrôle démocratique futur (en ce sens, ils se percevaient comme des démocrates). Ce ne serait pas une dictature du peuple, comme la Commune - sans parler d'une dictature du prolétariat - mais une dictature déclarée sur le peuple, avec de très bonnes intentions.

Pour l'essentiel des cinquante ans à venir, le projet d'une Dictature Educative sur le peuple va rester le programme de la gauche révolutionnaire. C'est la vision des trois B (Babeuf, Buonarroti, Blanqui) [3] et, la phraséologie anarchiste en plus, aussi de Bakounine. L'ordre nouveau serait donné au peuple opprimé par l'élite révolutionnaire. Ce socialisme par en haut caractéristique est la première forme et la plus primitive du socialisme révolutionnaire, mais il existe encore aujourd'hui des admirateurs de Castro et de Mao qui pensent qu'il s'agit du dernier cri de la pensée révolutionnaire.

Buonarroti contre la bureaucratie



Philippe Buonarroti naît à Pise, en 1761, d'une bonne famille toscane. Admirateur de Rousseau, il accourt en France à l'annonce de la Révolution.

Arrêté comme robespierriste durant Thermidor, il est incarcéré avec Babeuf. Il participe au coup de force des Égoux, sur lequel il a laissé un récit: «*La conspiration de l'égalité*» (1828).

Il sort de prison en 1806. Désormais «révolutionnaire professionnel», grand organisateur de sociétés secrètes, il se fixe d'abord à Genève, puis à Bruxelles, avant de mourir à Paris en 1828.

Hal Draper est peut-être un peu injuste avec avec lui. On lui doit en effet l'une des premières réflexions originales sur les dangers du pouvoir bureaucratique: «S'il se formait dans l'Etat une classe exclusivement au fait des principes de l'art social, des lois et de l'administration, elle trouverait bientôt dans la supériorité de son esprit, et surtout dans l'ignorance de ses compatriotes, le secret de se créer des distinctions et des privilèges; exagérant l'importance de ses services, elle parviendrait à se faire regarder comme la protection nécessaire de la patrie; et, colorant ses audacieuses entreprises du prétexte du bien public, elle parlerait encore de liberté et d'égalité à ses peu clairvoyants concitoyens, déjà soumis à une servitude d'autant plus dure, qu'elle paraîtrait légale et volontaire.»

(cité par Alain Maillard, «*Gracchus Babeuf et le communisme*», 4 décembre 1997, www.geocities.com/lcr60/archives/Histmot.html).

II. Saint-Simon

Issu de la période révolutionnaire, cet esprit brillant prit un tout autre chemin. Saint-Simon éprouvait une *répulsion pour la révolution*, le désordre et les troubles. Ce qui le fascinait, c'était les potentialités de l'industrie et de la science.

Sa vision n'avait rien à voir avec quoi que ce soit qui ressemblât à l'égalité, à la justice, à la liberté, aux droits humains ou à d'autres passions semblables. Il ne s'intéressait qu'à la modernisation, à l'industrialisation, à la planification, dégagées de telles considérations. L'industrialisation planifiée était la clé du nouveau monde et il revenait sans conteste à l'oligarchie des financiers, des entrepreneurs, des scientifiques, des techniciens et des *managers* de la mettre en place. Lorsqu'il ne faisait pas appel à eux, il s'en remettait à Napoléon ou à son successeur Louis XVIII pour développer les bases d'une dictature royale. Ses plans variaient, mais tous avaient ce caractère parfaitement autoritaire, jusqu'à la dernière consigne planifiée. En tant que raciste avéré et militant impérialiste, il était l'ennemi juré des idées fondamentales d'égalité et de liberté, qu'il détestait comme des héritages de la Révolution française.

Ce n'est qu'au cours de la dernière partie de sa vie (1825), que, déçu par la réponse des élites naturelles à leur devoir d'imposer la nouvelle oligarchie modernisante, il se tourna vers les ouvriers du rang. Le «Nouveau Christianisme» serait un mouvement populaire, mais son rôle se résumerait à convaincre le pouvoir établi de tenir compte des conseils des planificateurs saint-simoniens. Les travailleurs devraient s'organiser afin de pousser leurs capitalistes, patrons et *managers* à prendre le relais des «classes désœuvrées».

Saint-Simon : une foi aveugle dans le «progrès»



Claude Henri de Rouvroy, Comte de Saint-Simon, naît en 1760. Officier durant la Guerre d'Indépendance américaine, il est proche des Jacobins au cours de la Révolution.

A ses yeux, c'est le travail des ouvriers, des manufacturiers, des commerçants et des banquiers qui incarne le progrès face aux classes oisives ou rentières.

Cependant, sans se désintéresser du sort «de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre», à laquelle il songe à faire appel pour faire pression sur les élites, il ne pense pas qu'elle soit mûre pour exercer le pouvoir.

Il imagine donc un système social dirigiste et hiérarchisé, dominé par une bourgeoisie entreprenante renonçant à la propriété privée, qui serait régi par un «*Nouveau Christianisme*» imbu de science (consulter le site: cepa.newschool.edu/~het/profiles/saintsimon.htm).

Quelle relation établissait-il donc entre l'idée d'une Société Planifiée et le mouvement populaire? Le peuple, le mouvement, pourrait être utile, comme un bœuf manipulé par quelqu'un d'autre. L'idée finale de Saint-Simon aura été de constituer un mouvement par en bas pour *construire un socialisme par en haut*, mais le pouvoir et le contrôle devaient demeurer là où ils ont toujours été: en haut.

III. Les Utopistes

Un troisième type de socialisme est né au sein de la génération post-révolutionnaire: les socialistes utopistes (Robert Owen, Charles Fourier, Etienne Cabet, etc.). [4] Ils ont développé les plans d'une colonie communautaire idéale, imaginée dans les moindres détails par le cerveau du Leader, qui devait être financée par la grâce d'un riche philanthrope et placée sous l'aile d'un *Pouvoir Bienveillant*.

Owen (sous bien des rapports, le plus sympathique de tous) était tout aussi catégorique que les autres: «Ce grand changement (...) doit et va être accompli par le riche et le puissant. Il n'existe aucun autre groupe capable de le faire (...) c'est une perte de temps, un gaspillage de talent et de ressources pécuniaires pour les pauvres que de lutter dans l'opposition contre le riche et le puissant (...).» Naturellement, il était contre la «haine de classe», contre la lutte de classe. Parmi tous ceux qui croyaient à de telles idées, peu sont ceux qui ont écrit aussi nettement que le but de ce «socialisme» était «d'administrer ou de traiter toute la société comme les médecins les plus compétents administrent et traitent leurs patients dans les hôpitaux psychiatriques les mieux organisés», avec «indulgence et gentillesse» pour les infortunés «qui le sont devenus en raison de la grande irrationalité et de l'injustice du système social en vigueur».

La société de Cabet [5] prévoyait des élections, mais il ne pouvait être question de libre discussion; la presse devait être contrôlée, l'endoctrinement être systématique, tandis qu'une uniformité militaire stricte était prescrite.

Pour ces socialistes utopistes, quelle était la relation entre l'idée socialiste et le mouvement populaire? Ce dernier formait le *troupeau* dont devait s'occuper le bon berger. Il ne faut pas croire que le *socialisme par en haut* suppose nécessairement des desseins cruels et despotiques.

Ces traits distinctifs du *socialisme par en haut* sont aujourd'hui loin d'être dépassés. Au contraire, ils sont si modernes, qu'un écrivain de notre temps comme Martin Buber [6], dans *Pfades in Utopia (Les chemins de l'utopie)*, peut accomplir la prouesse remarquable de traiter les vieux utopistes comme de grands démocrates et «libertaires»! Ce mythe est assez répandu et met une nouvelle fois en évidence l'extraordinaire insensibilité des écrivains et historiens socialistes par rapport à l'héritage solidement enraciné du *socialisme par en haut*, qui constitue le versant dominant des deux âmes du socialisme.

...



Owen, l'industriel socialiste

Owen naît en 1771 au Pays de Galles. Il grandit dans l'industrie textile, avant de devenir propriétaire de la filature écossaise New Lanark (1000 employés). Il lutte pour améliorer la condition ouvrière et applique ses principes dans son usine qui devient un modèle, grâce à des innovations pédagogiques comme les jardins d'enfants ou les cours du soir.

Il veut généraliser ces progrès et se bat sur le plan politique. En 1824, il se rend aux Etats-Unis pour développer des communautés autonomes de travailleurs groupant de 500 à 2000 personnes et comprenant les infrastructures nécessaires. Il fonde *New Harmony* dans l'Indiana. Les principes en sont l'égalité et l'autonomie, pour une existence meilleure et plus digne, mais les querelles se multiplient et la communauté disparaît en 1827.

De retour en Angleterre, il met en place un réseau de coopératives, puis un système

de bourses du travail, enfin une union syndicale, mais sans succès.

Il présente sa doctrine dans *Le Book of the New Moral World (Livre du nouveau monde moral)*, 1834-1845. Parmi les socialistes utopistes, «c'est encore Owen qui a eu le plus d'influence sur le prolétariat, mais cette influence se perd sans laisser de trace, après avoir enthousiasmé une petite élite d'ouvriers anglais dans les années 1830 et 40.»

(Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique*, 1907, www.marxists.org/francais/luxembur/intro_ecopo/intro_ecopo_16.htm).



[4] Charles Fourier (1772-1837).



Son premier programme d'économie sociale et d'harmonie universelle paraît en 1808: c'est la «Théorie des quatre mouvements et des destinées générales», développée par la suite dans le «Nouveau Monde industriel et sociétaire» (1829), puis dans le «Traité de l'association domestique agricole» (1822). La société fouriériste est basée sur l'«ordre sériaire»: chaque membre est réparti dans des séries répondant à ses goûts et capacités, y compris les femmes et les enfants. Tout membre de la «Phalange», composée de 1500 à 2000 individus, est associé aux autres, et leurs intérêts sont combinés plutôt qu'opposés (consulter le site abu.cnam.fr/BIB/auteurs/fourierc.html).

[5] Etienne Cabet (1788-1856).



Il est l'auteur d'un célèbre roman, «Voyage en Icarie» (1840), dans lequel il expose sa conception d'un communisme fondé sur l'égalitarisme absolu et la fraternité. Au lendemain de la révolution de 1848, il tente de mettre ses théories en pratique en fondant des communautés au Texas, puis en Illinois (consulter le site gallica.bnf.fr/utopie/T34.htm).

[6] Martin Buber (1878-1965).

Philosophe juif, né à Vienne, il adhère au mouvement sioniste en 1896. Il sera proche de Gustav Landauer (responsable de la culture de la République des conseils de Bavière). Traducteur de la bible et éditeur des mystiques juifs, il doit quitter l'Allemagne nazie en 1938. Il s'établit en Palestine, où il publie *Pfades in Utopia (Chemins dans l'utopie)* en 1950, puis *Utopie et socialisme*, en 1967 (trad. française, Paris: Mouton, 1977). Voir Michael Löwy, *Rédemption et Utopie, Le judaïsme libertaire en Europe centrale*, Paris: P.U.F., 1988.

[1] Dans une lettre de septembre 1843 à Arnold Ruge, Marx écrit: «Nous ne nous présentons pas au monde en doctrinaires, avec un principe nouveau: voilà la vérité, à genoux devant elle! (...) Nous ne lui disons pas: laisse-là tes combats, ce sont des fadaïses; nous allons te crier le vrai mot d'ordre du combat. Nous lui montrons seulement pourquoi il combat exactement, et la conscience de lui-même est une chose qu'il devra acquérir, qu'il le veuille ou non.»

[2] «Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité» (Karl Marx et Friedrich Engels, Manifeste du parti communiste, 1848).

[3] **Frédéric-Guillaume III (1870-1840).**
Roi de Prusse. Il développe une politique de plus en plus réactionnaire à la fin de son règne.

[4] **Frédéric-Guillaume IV (1795-1861).**
Roi de Prusse. Héritier du précédent, il va décevoir les attentes que les libéraux avaient placées en lui.

[5] **Bruno Bauer (1809-1882).**
Philosophe, théologien et historien allemand. Chef de file, avant 1848, des «hégéliens de gauche», qui «cherchaient à tirer de la philosophie de Hegel des conclusions athées et révolutionnaires» (Lénine).



Caricature par Engels d'une réunion du groupe des jeunes hégéliens

[6] Ce paragraphe figure dans la première publication du texte de Hal Draper, en 1966, mais n'a pas été repris dans le recueil de 1992.

[7] **Wilhelm Weitling (1808-1871).**
Ouvrier tailleur allemand. Son communisme égalitaire et évangélique eut une grande influence sur les ouvriers de langue allemande.

[8] **Ligue des communistes.**
A Bruxelles, Marx avait organisé un réseau de groupes révolutionnaires qui prit le nom de Ligue des communistes en 1847. Avec Engels, ils furent chargés de rédiger le programme de cette première organisation ouvrière internationale. Le texte qu'ils soumièrent allait faire le tour du monde sous le nom de Manifeste du Parti communiste.

L'APPORT DE MARX

Le communisme de Marx représente à la fois l'aboutissement et le dépassement d'un combat sans compromis pour la démocratie. Tenu en échec par la réaction, avant et après 1848, ce combat a su porter son regard au-delà de son propre horizon social. En effet, puisque les cercles bourgeois les plus progressistes sont incapables de défendre jusqu'au bout et de faire triompher la démocratie, où trouver le cerveau collectif et les muscles nécessaires à la révolution à venir? La réponse sonne comme une évidence: du «mouvement autonome de l'immense majorité luttant dans l'intérêt de l'immense majorité». Ainsi, le communisme de Marx suppose-t-il l'auto-émancipation du prolétariat, qui doit conduire à une société sans classes, et donc à l'émancipation de toute l'humanité. C'est ainsi qu'il concilie et développe en même temps les exigences de la démocratie et du socialisme. (réd.)

L'utopisme était intrinsèquement élitiste et antidémocratique, parce qu'il était une utopie - c'est-à-dire qu'il se donnait pour but d'imposer un modèle préfabriqué, un plan imaginaire qui devait être mis en oeuvre de manière volontariste. [1] Surtout, il était par essence hostile à l'idée même de transformer la société par en bas, par l'irruption non contrôlée des masses en quête de liberté, même quand il acceptait de recourir à un mouvement de masse comme moyen de pression sur ceux d'en haut. Dans le mouvement socialiste tel qu'il s'est développé avant Marx, la direction de l'idée socialiste n'avait jamais croisé celle de la Démocratie par en bas.

Cette rencontre, cette synthèse, a été la grande contribution de Marx, par rapport à laquelle tout le contenu du *Capital* est secondaire. C'est le cœur même du marxisme: «Voilà la Loi, tout le reste est commentaire». Le *Manifeste du Parti Communiste* de 1848 a marqué la conscience de soi du mouvement originel (selon les termes d'Engels), «dont la conception a été dès le tout début que l'émancipation de la classe ouvrière devait être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même».[2]

Le jeune Marx lui-même a passé par l'étape la plus primitive, de même que l'embryon humain traverse une phase où il a des branchies; ou pour dire les choses autrement, il a acquis l'une de ses premières immunisations en attrapant la maladie la plus courante de toutes, l'illusion du despote sauveur. Alors qu'il avait 22 ans, le vieux Kaiser mourut [3] et, porté par les louanges des libéraux, Frédéric-Guillaume IV [4] accéda au trône, suscitant des espoirs de réformes démocratiques par en haut. Rien de tel n'arriva et Marx ne retomba jamais dans cette illusion

qui a hanté toute l'histoire du socialisme avec ses attentes de sauveurs-dictateurs ou de sauveurs-présidents.

Marx est entré en politique comme rédacteur de combat d'un journal qui était l'organe de l'extrême-gauche de la démocratie libérale de la Rhénanie industrialisée et qui allait bientôt devenir le porte-parole de premier-plan du courant démocratique radical en Allemagne. Le premier article qu'il publia était une polémique en faveur d'une liberté de la presse sans restriction, contre toute censure de l'Etat. Au temps où le pouvoir impérial le faisait renvoyer, il s'intéressait aux nouvelles idées socialistes venues de France. Lorsque ce représentant reconnu de la démocratie libérale devint socialiste, il se considérait toujours comme un champion de la démocratie - mais d'une démocratie qui avait acquis un sens plus profond. Marx fut le premier penseur et dirigeant à venir au socialisme par la lutte pour la démocratie libérale.

Dans les *Manuscrits de 1844*, il rejetait le «communisme vulgaire», qui niait la personnalité de l'être humain. Il envisageait le communisme comme un «humanisme pleinement développé». En 1845, lui et son ami Engels ont développé une série d'arguments contre l'élitisme dans le courant socialiste, représenté par quelqu'un comme Bruno Bauer. [5] En 1846, ils organisaient les «Communistes démocratiques allemands», en exil à Bruxelles. Engels pouvait écrire: «De notre temps, la démocratie et le communisme ne font qu'un. (...) Seuls les prolétaires sont à même de fraterniser réellement sous le drapeau de la démocratie communiste». [6]

En élaborant le point de vue qui allait marier pour la première fois la nouvelle idée communiste aux nouvelles aspirations démocratiques, ils entrèrent en conflit avec les sectes communistes existantes comme celle de Weitling [7], qui rêvait d'une dictature messianique. Avant de rejoindre le groupe qui devint la Ligue des communistes (pour laquelle ils écrivirent le *Manifeste Communiste*) [8], ils exigèrent que l'organisation se transforme, d'une conspiration élitiste de type ancien en un groupe de propagande ouvert. Ils réclamèrent que «tout ce qui conduisait à un autoritarisme superstitieux soit rayé des statuts», que le comité dirigeant soit élu par l'ensemble des membres, contrairement à la tradition des «décisions par en haut». Ils gagnèrent la Ligue à leur nouvelle approche et, dans un journal édité en 1847, quelques mois seulement avant le *Manifeste Communiste*, le groupe déclarait: «Nous ne faisons pas partie de ces communistes qui aspirent à détruire la liberté personnelle, qui veulent transformer le monde en une immense caserne ou en une gigantesque mai-



Marx, Engels et la Nouvelle Gazette Rhénane

La *Neue Rheinische Zeitung, Organ der Demokratie* (Nouvelle Gazette Rhénane, Organe de la démocratie) est dirigée par Marx. Engels participe à son comité de rédaction. Elle est éditée à Cologne, du 1^{er} juin 1848 au 19 mai 1849, bien qu'elle affiche des ambitions nationales. Sa diffusion atteint 5000 exemplaires. Revendiquant une orientation démocratique radicale, elle défend le suffrage universel, les élections directes, l'abolition des droits féodaux, la création d'une Banque centrale publique et la prise en charge du chômage par l'Etat (les articles de Marx et d'Engels sont accessibles en traduction anglaise sur le site : sf.colorado.edu/psn/marx/Archive/1848-NRZ).

cratique radicale, elle défend le suffrage universel, les élections directes, l'abolition des droits féodaux, la création d'une Banque centrale publique et la prise en charge du chômage par l'Etat (les articles de Marx et d'Engels sont accessibles en traduction anglaise sur le site : sf.colorado.edu/psn/marx/Archive/1848-NRZ).

qu'elle ils écrivirent le *Manifeste Communiste*) [8], ils exigèrent que l'organisation se transforme, d'une conspiration élitiste de type ancien en un groupe de propagande ouvert. Ils réclamèrent que «tout ce qui conduisait à un autoritarisme superstitieux soit rayé des statuts», que le comité dirigeant soit élu par l'ensemble des membres, contrairement à la tradition des «décisions par en haut». Ils gagnèrent la Ligue à leur nouvelle approche et, dans un journal édité en 1847, quelques mois seulement avant le *Manifeste Communiste*, le groupe déclarait: «Nous ne faisons pas partie de ces communistes qui aspirent à détruire la liberté personnelle, qui veulent transformer le monde en une immense caserne ou en une gigantesque mai-

son de correction. Il y a certes des communistes qui, avec la conscience tranquille, refusent d'admettre la liberté personnelle et voudraient en débarrasser le monde, parce qu'ils considèrent que c'est un obstacle à l'harmonie complète. Quant à nous, nous ne voulons en aucune mesure troquer la liberté contre l'égalité. Nous sommes au contraire convaincus (...) que dans aucun autre ordre social la liberté personnelle ne sera mieux assurée que dans une société basée sur la propriété commune... [Mettons] les mains à la pâte pour établir un Etat démocratique dans lequel chaque parti aura la possibilité, par la parole ou l'écrit, de gagner une majorité à ses idées...».

Le *Manifeste Communiste*, qui est le fruit de ces discussions, devait proclamer que le premier objectif de la révolution consistait à «gagner la bataille de la démocratie». Lorsque, deux ans plus tard, après le déclin des révolutions de 1848, la Ligue des Communistes scissionna [9], ce fut une fois de plus à propos d'un conflit avec le «communisme vulgaire» du putschisme, qui se proposait de remplacer le mouvement de masse réel d'une classe travailleuse éclairée par des groupes de révolutionnaires déterminés. Marx leur rétorqua: «La minorité... fait de la seule volonté la force motrice de la révolution, en lieu et place des rapports sociaux réels. Alors que nous disons aux travailleurs: "Vous devrez faire face à quinze, vingt ou cinquante ans de guerres civiles et de guerres internationales, non seulement pour changer les conditions existantes, mais aussi pour vous changer vous-mêmes afin de vous rendre aptes à la domination politique", à l'opposé, vous dites aux travailleurs: "Nous devons nous emparer du pouvoir sur le champ, ou sinon nous pouvons aussi bien aller nous coucher."»

«Afin de vous changer vous-mêmes et de vous rendre aptes à la domination politique»: voilà le programme de Marx pour le mouvement de la classe ouvrière, contre ceux qui disent que les travailleurs et travailleuses peuvent prendre le pouvoir tous les dimanches et ceux qui disent qu'ils ne le pourront jamais. Ainsi, le marxisme a vu le jour par la lutte consciente contre les partisans de la dictature qui éduque, des dictateurs providentiels, des révolutionnaires élitistes, des communistes autoritaires, de même que des bienfaiteurs philanthropes et des bourgeois libéraux. Voilà ce qu'était le marxisme de Marx, et non cette monstruosité caricaturale rangée sous ce label, autant par l'establishment académique, qui frémit face à l'esprit d'opposition révolutionnaire inébranlable au statu quo capitaliste, que par les staliniens et les néo-staliniens, qui doivent cacher que Marx a déployé beaucoup d'énergie pour faire la guerre à leur modèle.

«Ce fut Marx, en définitive, qui lia ensemble les deux idées du socialisme et de la démocratie» [10], parce qu'il développa une théorie qui rendit cette synthèse possible pour la première fois. Le cœur de cette théorie réside dans cette proposition: *il y a une majorité de la société qui a un intérêt et une motivation à changer le système*; et le but du socialisme doit être l'éducation et la mobilisation de cette majorité écrasante. C'est de la classe exploitée, de la classe travailleuse, que vient en définitive la force motrice de la révolution. C'est pourquoi, le socialisme par en bas est possible sur la base d'une théorie qui met en évidence les potentialités révolutionnaires des larges masses, même si elle paraissent attardées à un moment et en un lieu précis. *Le Capital*, après tout, n'est rien d'autre que la démonstration des fondements économiques de cette affirmation.

Seule une telle théorie du socialisme de la classe travailleuse rend possible la fusion du socialisme et de la démocratie révolutionnaires. A ce stade, nous n'entendons pas étayer not-

re conviction que cette opinion est justifiée. Nous nous contentons d'insister sur l'alternative: tous les socialistes ou soi-disant réformateurs qui rejettent cette approche rallient nécessairement le camp du socialisme par en haut, qu'il soit d'une variante réformiste, utopiste, bureaucratique, staliniste, maoïste ou castriste. Et ils le font.

Cinq ans avant le *Manifeste Communiste* un jeune converti au socialisme de 23 ans avait déjà écrit dans la vieille tradition élitiste: «Nous ne pouvons recruter que parmi les classes qui ont reçu une très bonne éducation; c'est-à-dire au sein des universités et des classes commerçantes...». Le jeune Engels a dépassé ce point de vue, même si cette sagesse obsolète ne nous a pas quitté depuis. ●●●

[9] Le conflit portait fondamentalement sur la caractérisation de la période ouverte par l'épuisement des révolutions de 1848 et la relance sans précédent de l'expansion industrielle. Marx et Engels pensaient que dans de telles conditions, l'impatience révolutionnaire d'une partie de la Ligue et ses velléités de se substituer à l'action du prolétariat ne pouvaient conduire qu'à une impasse.

[10] Cette citation est tirée de l'Autobiographie de H. G. Wells. [cf. *Les deux âmes...*, chap. 6]. Inventeur de certaines des plus affreuses utopies du socialisme par en haut de toute la littérature, Wells dénonce ici Marx pour ce pas en avant historique (note de Hal Draper).

Marx et Engels

Karl Marx (1818-1883)

Né à Trèves, il fait des études de philosophie, d'histoire et de droit. Il s'engage très vite dans l'action politique révolutionnaire. Réfugié à Paris en 1843, il élabore l'année suivante ses fameux *Manuscrits de 1844*, qui seront publiés pour la première fois en 1932. Pour combattre l'influence de Proudhon sur les groupes révolutionnaires français, il rédige encore *Misère de la philosophie*, qui paraîtra en 1847.

En 1845, il est contraint par Guizot d'émigrer à Bruxelles, où il écrit le *Manifeste du Parti communiste* (1848), en collaboration avec Engels.

Lorsque la révolution éclate en Allemagne, il s'installe à Cologne, où il dirige la *Nouvelle Gazette Rhénane*, jusqu'à ce que la victoire de la réaction le force de nouveau à l'exil. Il se fixe alors définitivement à Londres afin de poursuivre sa lutte politique, contribuant de façon décisive à la création de la Première Internationale (1864). Il y publiera ses principaux travaux, dont *Les luttes de classe en France* (1850), *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852), *La guerre civile en France* (1871), ainsi que les résultats de ses re-

cherches dans le domaine de l'économie politique, en particulier le premier livre du *Capital* (1867) (les livres II et III seront édités par Engels après sa mort).

Marx n'était pas un inconditionnel du «marxisme»... Le 4 août 1890, Engels écrivait à Conrad Schmidt que, durant les toutes dernières années de sa vie, il avait l'habitude de répéter: «Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste». Le 27 août de la même année, évoquant les «intellectuels» qui affluaient vers la social-démocratie allemande, il écrivait à Paul Lafargue: Marx «dirait de ces messieurs ce que Heine disait de ses imitateurs: j'ai semé des dragons et j'ai récolté des puces».



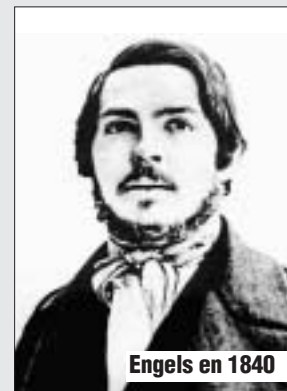
Marx en 1839

Friedrich Engels (1820-1895).

Né à Barmen, dans une famille calviniste d'industriels du textile, il fréquente les «Jeunes Hégléiens» de Berlin avant de se rendre à Manchester, en 1842, pour s'occuper de la manufacture de son père. Il y découvre la classe ouvrière, à laquelle il attribue très vite un rôle décisif dans la révolution à venir. Ami, confident et complice intellectuel de Marx, il participe notamment, à la rédaction du *Manifeste du Parti communiste*

(1848). Il prend part à la révolution de 1848 en Allemagne, avant de reprendre la direction de la filature familiale de Manchester, dès 1850.

Vingt ans plus tard, il se retire des affaires et s'établit à Londres, où il s'investit activement dans la lutte politique, contribuant, après la mort de Marx, à la création de la Deuxième Internationale (1889). Il y rédige aussi ses ouvrages théoriques les plus importants, dont l'*Anti-Dühring*, première tentative systématique de présentation du «marxisme», et achève la publication des livres II et III du *Capital*.



Engels en 1840

[1] Proudhon et les soviets.

Daniel Guérin cite l'un des témoins directs de la Révolution russe de 1917, le sociologue Georges Gurvitch, selon lequel «les premiers soviets russes ont été organisés par des proudhoniens (...) qui venaient des éléments de gauche du Parti socialiste révolutionnaire et (...) de la social-démocratie (...). L'idée de la révolution par les soviets de base (...) est (...) exclusivement proudhonienne» (L'Anarchisme, Paris: Gallimard, 1981).

[2] «Révolutionnaires... par en bas».

Le 22 janvier 1851, dans une lettre à A. M. Girardin, Proudhon écrit: «Révolutionnaires avant tout, mais révolutionnaires républicains, c'est-à-dire par en bas, nous demandons la plus grande liberté de discussion...» (Correspondance, t. 4, Paris: Librairie Internationale, 1875, pp. 26-27).

[3] L'antisémitisme de Bakounine.

Bakounine ne tient pas un autre langage: «... ce monde juif qui constitue une seule secte exploiteuse, une sorte de peuple de suceurs de sang, un parasite collectif et vorace, est organisé non seulement par-dessus les frontières des Etats, mais aussi en dépit de toutes les différences d'opinions politiques - le monde est actuellement, au moins en grande partie, à la merci de Marx d'un côté, et des Rothschild de l'autre. Je sais que les Rothschild, aussi réactionnaires qu'ils soient (...), apprécient les mérites du communiste Marx; et que de son côté, le communiste Marx se sent irrésistiblement mu par une attrait instinctif et une admiration pleine de respect à l'égard du génie financier des Rothschild. La solidarité juive, cette puissante solidarité qui s'est maintenue tout au long de l'histoire, les unit.» (cité par Hal Draper, Karl Marx's Theory of Revolution, vol. 3, New York, 1987, p. 296).

[4] Louis Napoléon Bonaparte ou Napoléon III (1808-1873).



Neveu de Napoléon I^{er}. Élu Président de la République en décembre 1848, il organise un coup d'Etat et dissout l'Assemblée en décembre 1851, avant de se faire désigner empereur en novembre 1852. (Karl Marx, «Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte», in: K. Marx & F. Engels, Oeuvres choisies, t. 1, Moscou: Éditions du Progrès, 1976).

[5] Jérôme Bonaparte (1782-1860).

Cinquième fils de la famille Bonaparte, il deviendra roi de Westphalie par la grâce de son frère, puis maréchal de France et président du Sénat sous le régime de son neveu, Napoléon III.

LE MYTHE DE L'ANARCHISME «LIBERTAIRE»

Qui ne connaît pas le célèbre raisonnement de Bakounine: «Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes ou femmes, sont également libres (...) Ma liberté personnelle ainsi confirmée par la liberté de tous s'étend à l'infini...»? Et pourtant, selon Hal Draper, l'anarchisme ne se présente pas comme une théorie de l'émancipation collective. Il ne permet pas d'envisager concrètement un contrôle démocratique par en bas sur les vastes pouvoirs de l'autorité sociale moderne. Au contraire, ses idées peuvent déboucher sur la justification d'une domination de la minorité sur la majorité. Ainsi, les oeuvres de Proudhon et de Bakounine fourmillent d'exemples de conceptions autoritaires, élitaires et anti-démocratiques. (réd.)

L'un des autoritaires les plus conséquents dans l'histoire de la pensée radicale n'est autre que le «Père de l'Anarchisme», Proudhon, dont le nom est régulièrement mis en avant comme un grand modèle «libertaire» [1], à cause de l'usage assidu qu'il faisait du mot «liberté», ainsi que de ses appels à la «révolution par en bas». [2]

Certains pourraient vouloir passer outre son antisémitisme aux relents hitlériens: «Le Juif est l'ennemi de l'humanité. Il est nécessaire de renvoyer cette race en Asie ou de l'exterminer (...)» [3]. Omettre son racisme de principe, plus universel: il pensait qu'il était juste que le Sud des Etats-Unis maintienne les Noirs en esclavage, puisqu'ils représentaient la plus basse des races inférieures. Laisser de côté sa glorification de la guerre pour elle-même, à l'exacte manière de Mussolini. Banaliser sa conception selon laquelle la femme n'a aucun droit: «Je lui dénie tout droit politique et toute initiative. Pour la femme, la liberté et le bien-être résident uniquement dans le mariage, la maternité, les tâches domestiques (...)», soit le *Kinder-Kirche* des nazis.

Mais il n'est pas possible de cacher son opposition violente, non seulement au syndicalisme et au droit de grève (au point qu'il a soutenu des interventions de la police contre les grèves), mais encore à toute idée de droit de vote, de suffrage universel, de souveraineté populaire, jusqu'à l'idée même de Constitution: «Toute cette démocratie me dégoûte (...) Que ne donnerais-je pas pour voler dans les plumes de cette populace les poings serrés (...)». Ses notes à propos de sa société idéale comprennent en particulier la suppression de tous les autres groupes, de toute rencontre publique de plus de vingt personnes, de toute presse libre et de toute élection; dans ces mêmes notes, il se réjouit de «l'inquisition générale» et de la condamnation de «plusieurs millions de personnes» aux travaux forcés, «une fois la révolution accomplie».

Derrière tout cela, il y avait un mépris violent des masses populaires, fondement nécessaire du *socialisme par en haut*, en opposition totale avec les bases du marxisme. Les masses sont corrompues et bonnes à rien. «Je vénère l'humanité, mais je crache sur les être humains!». Ce ne sont «que des sauvages (...) qu'il nous incombe de civiliser, et ceci, sans en faire nos maîtres», écrivait-il à un ami qu'il morigénait avec dédain: «Tu crois encore au peuple». Le progrès ne peut venir que de la maîtrise du pouvoir par une élite qui prend soin de n'accorder aucune souveraineté au peuple.

De temps à autre, il s'est tourné vers un despote régnant, croyant voir en lui le dictateur exceptionnel qui apporterait la Révolution: Louis Bonaparte [4] (il a écrit tout un livre en 1852

pour louer l'Empereur comme ambassadeur de la Révolution), le prince Jérôme Bonaparte [5], et enfin le tsar Alexandre II [6] - «N'oubliez pas que le despotisme du tsar est nécessaire à la civilisation».

Mais il y avait un candidat au poste de dictateur plus accessible: lui-même. Il a élaboré un projet détaillé d'économie «mutualiste», sous forme coopérative, qui s'étendrait pour prendre le contrôle de toute activité économique, puis de l'Etat. Dans ses notes, Proudhon s'attribuait le rôle d'Administrateur-en-Chef, échappant bien entendu au contrôle démocratique qu'il méprisait tant. Il avait pris soin à l'avance des détails: «Etablissement d'un programme secret pour tous les administrateurs: élimination irrévocable de la royauté, de la démocratie, des propriétaires, de la religion, etc.» - «Les administrateurs sont les représentants naturels du pays. Les ministres ne sont que des administrateurs supérieurs ou des directeurs généraux, comme je le serai un jour (...). Lorsque nous serons les maîtres, la religion sera ce que nous voulons qu'elle soit; de même pour l'éducation, la philosophie, la justice, l'administration et le gouvernement?».

Le lecteur qui serait empreint des illusions habituelles sur l'anarchisme «libertaire», pourrait se demander: était-il donc si peu sincère quant à son grand amour pour la liberté?

Pas du tout: il faut cependant comprendre ce que la «liberté» signifie pour les anarchistes. Proudhon a écrit: «Le principe de la liberté est celui de l'abbaye de Thélème [chez Rabelais]: fais ce que voudras!», et ce principe signifie: «tout homme qui ne peut pas faire ce qu'il veut et tout ce qu'il veut a le droit de se révolter, même seul, contre le gouvernement, même si le gouvernement est fait de tous les autres.» *Le seul homme à même de jouir de cette liberté, c'est le despote*; voilà le sens de la brillante intuition du Chigalev de Dostoïevski: «En partant d'une liberté illimitée, j'arrive à un despotisme illimité» [7].

L'histoire du second «Père de l'Anarchisme», Bakounine, est la même: ses plans pour la dictature et la suppression du contrôle démocratique sont mieux connus que ceux de Proudhon. [8]

La raison fondamentale est la même: l'anarchisme ne se soucie pas de créer un contrôle démocratique par en bas, mais seulement de détruire l'«autorité» sur l'individu, y compris celle qui émanerait de la société la plus démocratique que l'on puisse imaginer. Ceci a été établi à de nombreuses reprises par des porte-parole autorisés de l'anarchisme, par exemple

par George Woodcock [9]: «Même là où la démocratie est possible, les anarchistes ne la soutiennent pourtant pas (...). Les anarchistes ne préconisent pas la liberté politique. Ce qu'ils soutiennent, c'est l'émancipation du politique (...). L'anarchisme est par principe farouchement antidémocratique, car une *autorité* idéalement démocratique est toujours une autorité. Mais dès lors qu'il rejette la démocratie, il n'a pas d'autre moyen de résoudre les inévitables désaccords et divergences parmi les habitants de Thélème; la liberté illimitée pour chaque individu émancipé de tout contrôle ne peut être distinguée du despotisme illimité exercé par un tel individu, à la fois en théorie et en pratique.

Le grand problème de notre époque c'est la réalisation d'un *contrôle démocratique par en bas sur les vastes pouvoirs de l'autorité sociale moderne*. L'anarchisme, qui se montre d'une totale liberté pour discourir de quelque chose par en bas, rejette en réalité ce but. C'est l'autre face de la médaille du despotisme bureaucratique, avec toutes ses valeurs mises cul par-dessus tête, mais en aucun cas une solution ou une alternative à celui-ci. ●●●

Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865)



Proudhon et ses enfants, peints par Courbet

Ancien ouvrier autodidacte, fils de paysans, Proudhon s'affirme comme un écrivain extrêmement prolifique. Il est souvent présenté comme le père de l'économie socialiste, de l'anarchisme, du mutualisme, du syndicalisme révolutionnaire, du fédéralisme et de l'autogestion...

Parmi ses oeuvres les plus connues: *Qu'est-ce que la propriété?* (1840-1841); *Système de Contradictions économique ou philosophie de la misère*, 2 vol. (1846); *Idée générale de la révolution au XIX^e siècle*, (1851); *De la justice dans la révolution et dans l'Eglise*, 4 vol. (1858); *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la révolution* (1863); *De la capacité politique des classes ouvrières* (1865) et *Théorie de la propriété* (1865).

En dépit de l'admiration qu'il lui voue, Daniel Guérin se refuse à l'apologie: «sa tournure d'esprit originale et paradoxale (...) l'amena trop souvent à laisser fuser de son cerveau en ébullition des idées outrancières: sur la guerre, sur le progrès, sur le féminisme, sur le racisme, sur l'art, sur la sexualité, etc. Il prêcha une morale fanatiquement puritaine. Il ne s'affranchit jamais entièrement de la formation chrétienne de ses premières années (...) [Pour lui,] la justice apparaît, en fin de compte, comme un synonyme, à peine différencié de Dieu» (*Ni Dieu ni Maître. Anthologie de l'anarchisme*, vol. 1, Paris: Maspéro, 1974, pp. 37-38).

Références en français sur le site: perso.wanadoo.fr/jean-pierre.proudhon/news.htm.

Michel Bakounine (1814-1876)

D'origine aristocratique, Michel Bakounine est né en Russie. Il entreprend une carrière militaire, dont une passion pour la littérature le détourne en 1835.

En 1840, il part étudier la philosophie à Berlin et, à partir de 1842, fréquente les jeunes hégéliens de gauche.

La période des révolutions de 1848 est pour lui riche en complots et en conspirations. Condamné à mort en Saxe et en Autriche, il est remis aux autorités russes et déporté en Sibirie en 1857.

De là, il s'évade et revient en Europe à travers un long périple par le Japon et les Etats-Unis. Dès lors, il adhère complètement à l'anarchisme en idée et en action.

En 1863, il prend part à une tentative d'invasion de la Lituanie, puis s'enfuit en Italie; à Naples, en 1865, il organise une Fraternité Internationale, puis une Ligue pour la Paix et la Liberté; en 1868, il fonde l'Alliance Internationale pour la Démocratie Socialiste, qu'il dissout la même année pour rejoindre la Première Internationale.

Là, il s'oppose à Marx, avec les fédérations italienne, espagnole et jurassienne, quant au sens et aux moyens de l'action et de la théorie révolutionnaires.

En 1870, il rédige *Dieu et l'Etat*, l'un de ses principaux essais.

En 1872, le Congrès de La Haye l'exclut de l'Internationale. Deux années plus tôt, il avait pris part à l'insurrection de Lyon; en 1874, il participait à celle de Bologne. Il meurt à Berne en 1876.

Une liste exhaustive de ses écrits est disponible sur le site du Centre International de Recherches sur l'Anarchisme à Lausanne (CIRA):



www.anarca-bolo.ch/cira/lis-te/classici/bakouni

[6] Alexandre II (1818-1881).



Tsar réformateur, il abolit le servage en 1861 et crée des assemblées locales, avant de mourir assassiné par un membre du mouvement révolutionnaire *Narodnaya Volya* (Volonté du peuple). On lui prête la formule: «Mieux vaut donner la liberté par en haut que d'attendre qu'on vienne la prendre par en bas». (Voline, *La révolution inconnue. Russie 1917-1921*, livre 1, chap. 3, Paris, 1947).

[7] Plan de Chigalev.

D'après *Les Démons ou Les Possédés*, roman de Fedor Dostoïevski, publié en 1871, qui s'inspire du procès du «nihiliste» Serge Netchaev (1847-1882). Le plan de Chigalev pour le «bonheur universel» contient les indications suivantes: «Un dixième obtient la liberté individuelle et les droits illimités sur les neuf autres dixièmes. Ceux-ci doivent perdre leur individualité et devenir une sorte de troupeau et, par une obéissance absolue, parvenir, par une série de transformations, à l'innocence primitive, quelque chose comme le paradis primitif, quoiqu'ils doivent cependant travailler».

[8] Hal Draper cite par exemple les recommandations de Bakounine, de juin 1848, aux révolutionnaires de Bohême: «Le gouvernement, doté de pouvoirs dictatoriaux illimités, doit s'installer à Prague... Tous les clubs et les journaux, toutes les manifestations d'une anarchie phraseuse seront aussi détruits, et tout sera soumis à une seule autorité dictatoriale.» (*Karl Marx's Theory of Revolution*, vol. 3, New York, 1987, p. 57).

[9] George Woodcock (1912-1995).

Militant et intellectuel anarchiste canadien, connu dans le monde anglo-saxon pour son ouvrage de synthèse sur l'anarchisme: «Anarchism: A History of Libertarian Ideas and Movements» (*L'anarchisme: une histoire des idées et des mouvement libertaires*). Harmondsworth, Angl.: Markham, 1962. Il a dirigé l'édition des oeuvres de Pierre Kropotkine en anglais.

LASSALLE ET LE SOCIALISME D'ÉTAT

[1] Voir chapitre 6.

[2] Voir chapitre 7.

[3] Louis Blanc (1811-1882).



Journaliste, historien et réformateur social français. Sa brochure sur l'Organisation du travail date de 1839. En 1848, il devient membre du gouvernement provisoire, aux côtés de Lamartine et de Blanqui. C'est aussi l'année où il publie *Le Droit au travail, un appel à développer des coopératives de production soutenues par l'État*. Il sera un farouche adversaire de la Commune de Paris. On trouve quelques uns de ses textes sur le site cepa.newschool.edu/het/schools/utopia.htm.

[4] Otto von Bismarck (1815-1898).



Homme d'Etat prussien issu de la noblesse terrienne des Junkers. Artisan de l'unité allemande, achevée après la guerre franco-prussienne de 1870-1871, il s'oppose aux catholiques (*Kulturkampf*, 1872-1878), fait voter des lois répressives contre les socialistes (1878), avant de mettre en chantier un premier système de protection sociale qui couvre la maladie (1883), les accidents du travail (1884), l'invalidité et la vieillesse (1889). Sur le plan international, il consolide la position de l'Allemagne en constituant la Triplice (1882), une alliance avec l'Autriche et l'Italie. Enfin, en 1885, il convoque la Conférence de Berlin, qui achève le partage de l'Afrique entre les puissances coloniales occidentales.

Les débuts de la social-démocratie allemande sont fortement marqués par la doctrine réformiste, étatiste et nationaliste de Ferdinand Lassalle. Les critiques que lui adressent Marx et Engels mettent en évidence ses faiblesses et ses contradictions. Elles permettent aussi de mieux apprécier l'influence de Lassalle sur toute l'histoire ultérieure du socialisme. Dans l'action politique, il défend une conception verticale et autoritaire de l'organisation des ouvriers, qui reproduit en miroir l'Etat autoritaire de Bismarck. D'ailleurs, il ne craindra pas de s'adresser directement au Chancelier de Fer pour explorer la possibilité d'une «alliance au sommet» afin d'introduire progressivement des réformes socialistes par en haut. (réd.)

Véritable modèle de la social-démocratie moderne, le Parti social-démocrate allemand est souvent perçu comme s'il s'était développé sur une base marxiste. C'est un mythe, comme beaucoup d'autres choses dans les histoires convenues du socialisme. L'impact de Marx a été considérable, y compris sur certains de ses dirigeants importants, pendant une période au moins, mais la politique qui se répandit et s'imposa dans le parti a principalement deux autres sources. L'une vient de Lassalle, fondateur du socialisme allemand comme mouvement organisé (1863); l'autre des fabiens anglais [1], qui ont inspiré le «révisionnisme» d'Edouard Bernstein. [2]

Ferdinand Lassalle est le prototype du *socialiste étatiste*, qui aspire à ce que le socialisme soit octroyé par l'Etat existant. Il n'en constitue pas le premier exemple éminent (c'était Louis Blanc [3]), mais, pour lui, l'Etat existant c'était l'Etat du Kaiser sous Bismarck. [4]

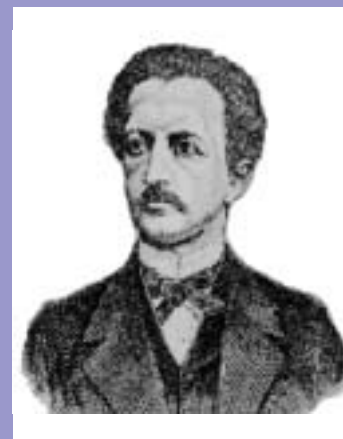
L'Etat, disait Lassalle aux ouvriers, est quelque chose «qui réalisera pour chacun d'entre nous ce qu'aucun d'entre nous ne pourrait réaliser pour lui-même». Marx avait enseigné l'exact opposé: la classe ouvrière devait gagner son émancipation elle-même et abolir l'Etat existant dans le même mouvement. Edouard Bernstein avait largement raison de dire que Lassalle avait voué un véritable «culte» à l'Etat. «L'Etat, ce feu immémorial des vestales de toute civilisation, je le défends avec vous contre ces barbares modernes [la bourgeoisie libérale]», devait lancer Lassalle à l'adresse de la Cour de Prusse. C'est ce qui fait que Marx et Lassalle ont été «fondamentalement opposés», souligne Footman [5], le biographe de Lassalle, qui dévoile son prussianisme - son nationalisme et son impérialisme philippiens.

Lassalle allait organiser ce premier mouvement socialiste allemand comme sa dictature personnelle. De manière tout à fait consciente, il se mit à le construire comme un *mouvement de masse par en bas pour réaliser un socialisme par en haut* (rappelez-vous du bélier de Saint-Simon). Son but était de convaincre Bismarck de faire des concessions - en particulier le suffrage universel, sur la base duquel un mouvement parlementaire, conduit par Lassalle, pourrait devenir un allié de masse de l'Etat bismarckien dans le cadre d'une coalition contre la bourgeoisie libérale. À cette fin, Lassalle essaya effectivement de négocier avec le Chancelier de Fer. En lui envoyant les statuts dictatoriaux de son organisation - la «constitution de mon royaume que vous m'envierez peut-être» - il poursuivait ainsi: «cette miniature permettra de montrer à quel point la classe ouvrière ressent un pen-

chant instinctif pour la dictature, à condition qu'elle soit effectivement convaincue que cette dictature serait exercée dans le sens de ses intérêts; et comment, en dépit de toutes ses positions républicaines - ou plus précisément à cause d'elles - elle serait ainsi encline, comme je vous l'ai dit

Ferdinand Lassalle (1825-1864)

Fils d'un commerçant juif aisé, il étudie la philosophie à Berlin, où il rejoint les «Jeunes Hégéliens».



Il participe à la révolution de 1848 et contribue à la *Nouvelle Gazette Rhénane*.

En 1863, il fonde l'*Union générale des ouvriers allemands*, qu'il dirige de façon dictatoriale. Il explique ses principaux objectifs - le suffrage universel et le financement de coopératives ouvrières par l'Etat - dans une *Lettre Ouverte*, publiée la même année. Il défend la théorie de David Ricardo de la Loi d'Aïrain des Salaires, selon laquelle ceux-ci se stabilisent automatiquement au niveau

de subsistance des ouvriers. En 1875, lorsque l'*Union Générale* de Lassalle fusionne avec le *Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne* d'August Bebel et de Wilhelm Liebknecht, ils adoptent un programme unifié, qui fait

l'objet d'une critique serrée de Marx (*Critique du Programme de Gotha*, in: *Oeuvres choisies*, t. 3, Moscou: Editions du Progrès, 1976).

Comme Hegel, Lassalle croit en l'Etat, dans lequel il voit un organe du droit et de la justice. Il est convaincu que la victoire du prolétariat pourra être obtenue grâce à l'Etat,

en faisant l'économie d'une révolution. Pour lui, l'Etat incarne cette union «qui accroît un million de fois la force des individus». A ses yeux, «le but de l'Etat, c'est l'éducation et le développement de la liberté au sein de la race humaine». Cet étatisme est inséparable d'une vision nationaliste et réformiste du socialisme. Il meurt en duel, le 31 août 1864, à Genève, suite à une querelle amoureuse.

récemment, à considérer la couronne, en réaction à l'égoïsme de la société bourgeoise, comme la représentante naturelle de la dictature de la société, si seulement la couronne, de son côté, pouvait un jour se décider à faire un pas - très improbable - vers une orientation réellement révolutionnaire en se métamorphosant, d'une monarchie des ordres privilégiés en une monarchie sociale et révolutionnaire du peuple».

Bien que cette lettre secrète n'ait pas été connue à cette époque, Marx avait parfaitement cerné la nature de la doctrine de Lassalle. Il fit remarquer franchement à Lassalle qu'il était un «bonapartiste», et écrivit de façon prémonitoire que son «attitude était celle d'un futur dictateur des travailleurs». Il désignait la tendance de Lassalle comme «le socialisme du gouvernement royal prussien» et dénonçait son «alliance avec les opposants absolutistes et féodaux de la bourgeoisie».

Selon Marx, «au lieu d'un processus révolutionnaire de transformation de la société», Lassalle envisage le socialisme comme le produit «de "l'aide étatique" que les autorités donnent aux sociétés coopératives de producteurs, dont l'Etat, et non les travailleurs, souhaite la "mise en place"». Marx tourne cela en dérision, «car les coopératives actuelles n'ont de valeur que dans la mesure où elles sont les créations indépendantes des travailleurs et non pas les pupilles du gouvernement ou de la bourgeoisie». Voilà un énoncé classique de la signification du terme *indépendant*, comme clef de voûte du *socialisme par en bas*, par opposition au socialisme d'Etat.

Voici un exemple instructif de ce qui se produit, lorsqu'un universitaire nord-américain, typiquement antimarxiste, s'intéresse à cet aspect de son œuvre: *Democracy and*

Marxism (La démocratie et le marxisme) de Mayo [6], révisé plus tard comme *Introduction to Marxist Theory (Introduction à la théorie marxiste)*, prouve de façon expéditive que le marxisme serait fondamentalement anti-démocratique, en se contentant principalement de le définir comme «l'orthodoxie de Moscou». Mais Mayo semble au moins avoir lu Marx et réalisé que nulle part dans ses nombreux écrits et au cours de sa vie bien fournie, il n'a manifesté le moindre intérêt pour un pouvoir étatique plus fort, bien au contraire. Sa conclusion est marquée du sceau de l'évidence: Marx n'était pas étatiste.

«La critique courante adressée au marxisme, c'est qu'il tend à dégénérer en une forme d'"étatisme". A première vue [à lire Marx], la critique fait tout à fait fausse route; en effet le mérite de la théorie politique de Marx réside précisément dans sa parfaite absence de toute glorification de l'Etat».

Cette découverte lance un défi considérable aux critiques de Marx qui, bien entendu, savent à l'avance que le marxisme *doit* glorifier l'Etat. Mayo résout la difficulté à l'aide de deux énoncés: 1. «L'étatisme découle des exigences de la planification totale (...); 2. Allez voir en Russie... [7] Pourtant, Marx n'a jamais fétichisé la «planification totale». Il a si souvent été dénoncé (par d'autres critiques) pour ne pas avoir réussi à esquisser un projet de socialisme, précisément parce qu'il avait réagi si violemment contre le «planisme» de ses prédécesseurs utopistes ou la planification par en haut.

Le «planisme», voilà précisément la conception du socialisme dont le marxisme voulait venir à bout. Le socialisme doit contenir la planification, mais la «planification totale» n'est pas l'équivalent du socialisme. De même, n'importe quel imbécile peut être un enseignant, mais tout enseignant ne doit pas être un imbécile. ●●●

[5] David Footman, *Ferdinand Lassalle: Romantic Revolutionary (Ferdinand Lassalle: révolutionnaire romantique)*, New Haven: Yale Univ. Press, 1947 (rééd. 1969).

[6] Henry Bertram Mayo, *Democracy and Marxism (La démocratie et le marxisme)*, New York: Oxford Univ. Press, 1955; *Introduction to Marxist theory (Introduction à la théorie marxiste)*, New York: Oxford Univ. Press, 1960.

[7] *Allez voir en Russie...*

Après la chute de Krouchtchev, en 1964, c'est le triumvirat formé par Brejnev (ci-dessous), Podgorny et Kossyguine qui préside aux destinées de l'URSS.



Avec 35 ans d'avance, Hal Draper imagine Internet...

En 1961, Hal Draper compose une étonnante nouvelle de fiction. Il anticipe le développement d'internet, qu'il appelle Egm.

Une civilisation hautement évoluée a mis au point une méthode de stockage quantique de l'information qui lui permet de conserver toute sa science dans un classeur. Mais ce sont les catalogues qui nécessitent un espace physique égal à plusieurs planètes... Vient un moment où une erreur d'indexation amène la perte de la localisation du

savoir original, qui à son tour cause l'effondrement de la civilisation galactique.

« (...) Tout commença par la réalisation par un antique sage d'un Lvr paléo-littéraire intitulé Index des index (ou lx d lx), une forme d'I2 archaïque. À l'époque des supermicro-ordinateurs, il y avait déjà plusieurs Index des Index des Index (I3), et le travail avait déjà commencé sur un I4. En ces temps innocents, le problème n'était pas encore aigu. Plus tard, les groupes d'Index furent organisés en Fichiers, et les Fichiers en Catalogues, de telle manière que, par exemple, C3F5I4 signifiait que vous désiriez un Index des Index des Index à trouver dans un certain Fichier des Fichiers des Fichiers des Fichiers des

Fichiers, lui même contenu dans le Catalogue des Catalogues. Bien sûr, la numérotation effective était beaucoup plus élevée. Cette structure crût de manière exponentielle. Le cursus scolaire consistait alors uniquement en l'apprentissage de l'accès à l'Egm, pour être en mesure de pouvoir consulter les connaissances qu'il contenait en cas de besoin. Ce qui a été parfaitement décrit dans un célèbre discours de Jzbl aux diplômés de l'université centrale de Saturne, lorsqu'il dit qu'il était particulièrement fier que dorénavant plus personne ne sache quoi que ce soit mais que tout le monde soit capable de trouver n'importe quelle information.»



Hal Draper, «Ms fnd in a lbr, or the day civilization collapsed», *The Magazine of fantasy and science fiction*, décembre 1961, pp. 78-79

[1] Socialistes de la chaire.

Expression inventée par H. B. Oppenheim (1819-80) à propos du Congrès de fondation du Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne à Eisenach (1869), où les professeurs étaient en grand nombre. Gustav Schmoller (économiste et historien, 1838-1917) est un représentant attitré de ce courant.

[2] Friedrich List (1789-1846).

Économiste allemand, autodidacte, il accède à la chaire d'économie de l'université de Tübingen (1816). En 1821, son attitude ouvertement libérale lui vaut une condamnation. De 1825 à 1832, il émigre aux États-Unis. En 1833, il est nommé consul général de ce pays à Leipzig. Artisan de l'unité économique allemande, il se fait le défenseur du protectionnisme. Pour lui, en prêchant le libre marché aux pays industriellement moins avancés, la Grande-Bretagne tente de retirer «l'échelle», grâce à laquelle elle a atteint le sommet, sous les pieds de ses compétiteurs. Son principal ouvrage - *Système national d'économie politique* (1841) - a influencé durablement l'économie du développement.

[3] Karl Eugen Dühring (1833-1921).



Professeur à l'université de Berlin dès 1864, destitué en 1877, ce philosophe et économiste se réclame d'un socialisme réformiste, fortement teinté d'antisémitisme. Il est notamment l'auteur de *Dialectique naturelle* (1865), *Capital et Travail* (1865), *Économie politique et socialisme* (1874), *La Question juive en tant que question raciale* (1881) et *Philosophie de la réalité* (1895). Afin de combattre son influence croissante en Allemagne, Friedrich Engels écrit l'*Anti-Dühring*, ou M. Eugen Dühring bouleverse la science (1877).

[4] Adolph Wagner (1835-1917).

L'un des plus conservateurs des «socialistes de la chaire», il est connu pour ses travaux sur les finances publiques. Proche de Lassalle, il ne partage pas vraiment ses idéaux socialistes. Opposé au capitalisme libéral, il préconise une intervention publique pour protéger les intérêts des travailleurs.

[5] Joseph A. Schumpeter (1883-1950).

Fameux économiste d'origine autrichienne.

LE MODÈLE FABIEN

En Allemagne, à droite du réformisme nationaliste et étatiste de Lassalle, il y a encore les «socialistes de la chaire», ces professeurs séduits par une intervention des élites afin de rationaliser le fonctionnement de la «machine sociale». À leurs yeux, il n'est pas question d'organiser, encore moins de mobiliser les femmes et les hommes d'en bas, mais seulement de donner des conseils avisés aux autorités. En Angleterre, ces idéologues du «socialisme pratique», ce sont les fabiens. Suivant l'exemple du consul romain Fabius Cunctator, grand adversaire des Carthaginois, ils font profession d'user l'ennemi en ne livrant jamais bataille. William Morris se situe à l'opposé de cette engouement bureaucratique: il défend un socialisme révolutionnaire vivant, qui puise sa force de l'indignation et de la révolte de chacun, pour autant qu'elles alimentent la lutte de tous. (réd.)

Dans le sillage de Lassalle, une série de «socialismes» se font jour en Allemagne, qui empruntent une direction intéressante.

Les socialistes «académiques» (ou socialistes de la chaire, *Kathedersozialisten* – un courant d'universitaires liés à l'establishment [1]) étaient plus complaisants à l'endroit de Bismarck que Lassalle, mais leur conception du socialisme d'Etat n'était pas fondamentalement différente de la sienne. Simplement, pour réaliser cet objectif, Lassalle s'était risqué à prendre l'initiative d'encourager l'émergence d'un mouvement de masse par en bas - initiative risquée, car une fois apparu, ce mouvement pouvait échapper à tout contrôle, comme ce fut d'ailleurs le cas à plusieurs reprises. Bismarck lui-même n'hésitait pas à présenter sa politique économique paternaliste comme une forme de socialisme. Des livres furent même consacrés à son «socialisme monarchiste», au «socialisme d'Etat bismarckien», etc. Plus à droite encore, on aboutit au «socialisme» de Friedrich List [2], un proto-nazi, et à ces cercles au sein desquels une forme anticapitaliste d'antisémitisme (E. Dühring [3], A. Wagner [4], etc.) contribue à poser les bases du mouvement qui s'est appelé lui-même socialisme sous Hitler.

Le fil conducteur de ce spectre d'opinions, en dépit des différences entre elles, c'est la conception du *socialisme comme simple équivalent de l'intervention étatique dans la vie économique et sociale*. «Staat, greif zu!», disait Lassalle. «Etat, prend les choses en main!» - voilà le socialisme de tous ces gens.

C'est la raison pour laquelle Schumpeter [5] a raison de soutenir que l'équivalent britannique du socialisme d'Etat allemand c'est le fabianisme, le socialisme de Sydney Webb [6].

Les fabiens (plus précisément, les webbiens) sont, dans l'histoire des idées socialistes, le courant socialiste moderne qui s'est développé le plus en rupture totale avec le marxisme; c'est le plus étranger au marxisme. Il s'agissait d'une forme presque chimiquement pure de réformisme social-démocrate sans nuance, en particulier avant l'émergence d'un mouvement travailliste et socialiste de masse en Grande-Bretagne, qu'il n'appelait pas de ses vœux et n'aida en aucune manière à construire (malgré un mythe tenace qui prétend le contraire). Il constitue donc un test important, contrairement aux autres courants réformistes, qui ont payé leur tribut au marxisme en adoptant une partie de son langage, tout en déformant sa substance.

Les fabiens, qui étaient liés délibérément aux classes moyennes, de par leurs membres et l'écho qu'ils rencontraient, ne

voulaient construire absolument aucun mouvement de masse, encore moins un mouvement de masse d'orientation fabienne. Ils se concevaient comme une petite élite d'intellectuels qui se donnaient pour objectif d'infiltrer les institutions sociales existantes, d'influencer leurs véritables dirigeants dans toutes les sphères, qu'ils soient *Tories* ou *Libéraux*, et de guider le développement social en direction de leur objectif collectiviste, avec l'«inévitabilité de ce qui est graduel». Puisque leur conception du socialisme était basée sur l'intervention étatique (nationale et municipale), et que leur

La «Fabian Society»

La *Fabian Society* apparaît en 1884. Elle se fait connaître tout d'abord par l'ouvrage de Sydney Webb, *Facts for Socialists* (*Des faits pour les socialistes*), 1884, et par les *Fabian Essays in Socialism* (*Essais fabiens sur le socialisme*), 1889, écrits par Sydney

et Beatrice Webb, par Bernard Shaw et quelques autres. Les fabiens ont emprunté leur nom à Fabius Cunctator, le consul romain qui avait pour devise de «prendre son temps» avant de frapper. En effet, les fabiens pensaient que le temps travaillait pour eux.

Adversaires de l'orientation révolutionnaire du marxisme, ils n'ont jamais visé à

organiser les ouvriers. Favorables à la politique des petits pas, ils entendaient développer leur influence au sein des institutions sociales et politiques du pays. C'est dans cette optique qu'ils ont fondé la

London School of Economics, en 1895. Ils ont aussi tiré profit du soutien enthousiaste que leur ont témoigné des écrivains comme G. B. Shaw et H. G. Wells.

Pour eux, l'Etat devait s'efforcer d'accaparer la plus grande part des profits dérivés de la terre et du capital. Pour cela, ils étaient aussi favorables à la modération des salaires.



Enfin, ils ont été de chauds partisans de la politique coloniale britannique afin, disaient-ils, que leurs réformes s'appliquent sur une plus large échelle...

théorie les conduisait à penser que le capitalisme était en train de se collectiviser rapidement, jour après jour, la fonction des fabiens était simplement de hâter ce processus. La *Société fabienne* fut fondée en 1884 pour devenir le poisson-pilote d'un requin: ce requin, ce fut tout d'abord le Parti libéral; puis, lorsque l'infiltration des libéraux eut échoué misérablement et que les travailleurs réussirent à organiser leur propre parti de classe, en dépit des positions fabiennes, ils se lièrent à nouveau à lui.

Il n'est peut-être aucune autre tendance socialiste qui ait à ce point conçu, d'une telle façon systématique et même consciente, sa théorie comme un *socialisme par en haut*. La nature de ce mouvement fut rapidement mise à jour, même si elle allait être perdue de vue par la fusion du fabianisme avec le gros des troupes du réformisme travailliste. Le leader des socialistes chrétiens au sein de la Société fabienne accusa un jour Webb de «collectivisme bureaucratique» (peut-être le premier usage de ce concept). Le livre autrefois fameux de Hilaire Belloc [7], intitulé *The Servile State (L'Etat servile)*, paru en 1912, a largement été influencé par Webb, dont l'«idéal collectiviste» était fondamentalement bureaucratique. G.D.H. Cole [8] s'en souvient: «A cette époque, les Webb aimaient à dire que quiconque faisait de la politique était soit un "A" soit un "B" - soit un anarchiste soit un bureaucrate - et qu'eux-mêmes étaient des "B"».

Ces remarques ne rendent que partiellement compte de toute la saveur de ce collectivisme webbien, qu'était le «fabianisme». Il était de part en part managérial, technocratique, élitiste, autoritaire et «planiste». Webb appréciait la formule «tirer les ficelles», qu'il utilisait presque comme un synonyme de faire de la politique. Le peuple, qui devait être traité avec gentillesse, était fait pour être gouverné par des experts compétents. La lutte des classes, la révolution et l'agitation populaire étaient des choses insensées. L'impérialisme était accepté et loué par les fabiens. Si le mouvement socialiste a jamais développé son propre collectivisme bureaucratique, c'était celui-ci.

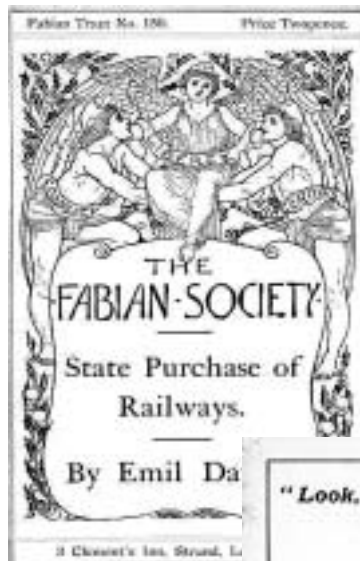
«On pourrait croire que le socialisme est essentiellement un mouvement par en bas, un mouvement de classe», écrivait un porte-parole fabien, Sydney Ball [9], pour rendre le lecteur attentif au caractère insupportable de cette idée; «mais à présent, les socialistes approchent le problème d'un point de vue scientifique plutôt que populaire; ce sont des théoriciens appartenant à la classe moyenne», se vantait-il, avant de poursuivre en expliquant qu'il y a «une rupture évidente entre le socialisme de la rue et le socialisme de la chaire».

La suite est également connue, bien que souvent passée sous silence. Alors que le fabianisme, comme tendance, se mêlait au courant plus large du réformisme du Parti travailliste vers 1918, ses leaders évoluaient dans une autre direction. Sydney et Beatrice Webb [10], ainsi que Bernard Shaw [11] - le trio de tête - allaient devenir des supporters de principe du totalitarisme stalinien dans les années 1930. Avant cela, d'ailleurs, Shaw, qui pensait que le socialisme avait besoin d'un *Superman*, en avait trouvé plus d'un. Il accepta ainsi tour à tour Mussolini et Hitler comme des despotes de bonne foi, estimant qu'ils octroieraient le «socialisme» aux sous-hommes. Ceux-ci le décourèrent uniquement du fait qu'ils n'abolirent jamais le capitalisme. En 1931, Shaw pouvait affirmer, à l'issue d'une visite en Russie, que le régime de Staline était véritablement du fabianisme mis en pratique.

Beatrice et Sidney Webb



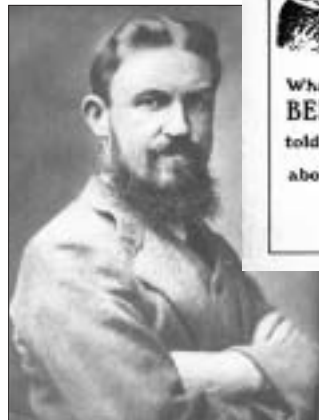
Les Webb le suivirent à Moscou, et y trouvèrent Dieu en personne. Dans leur ouvrage intitulé *Soviet Communism: A New Civilization (Le communisme soviétique: une nouvelle civilisation)*, ils soutinrent (en se fondant sur les documents de Moscou et les propos même de Staline, laborieusement étudiés), que la Russie était la plus grande démocratie du monde; que Staline n'était pas un dictateur que l'égalité y régnait pour tout le monde; que la dictature du parti unique était nécessaire; que le parti communiste était une élite pleinement démocratique amenant la civilisation aux Slaves et aux Mongols (mais pas aux Anglais); que la démocratie politique avait échoué de toute manière en Occident; et qu'il n'y avait aucune raison pour que les partis politiques survivent à notre époque...



H.G. Wells



Bernard Shaw



[6] Sidney Webb (1859-1947).

Auteur notamment de *Facts for Socialists (Des faits pour les socialistes)*, 1887; *Problems of Modern Industry (Les problèmes de l'industrie moderne)*, 1898; *The Restoration of Trade Union Conditions (La restauration des conditions syndicales)*, 1917, ainsi que de plusieurs titres, en commun avec sa femme Beatrice.

[7] Hilaire Belloc (1870-1953).

Poète, essayiste et historien anglais, né en France. Affilié au Parti libéral, catholique, ennemi du suffrage féminin, il devient député à la Chambre des Communes, de 1906 à 1910. Il s'associe à son ami G. K. Chesterton pour fonder un hebdomadaire politique, «*The Eye-Witness (Le Témoin Oculaire)*». Ensemble, ils défendent le «*distributisme*», une philosophie d'inspiration médiévale, anticapitaliste et anti-fabienne, avec quelques accents socialistes. En 1912, dans «*The Servile State (L'Etat Servile)*», Belloc suggère que la sécurité de l'emploi et des salaires soit garantie par la loi, en échange du travail obligatoire et de la suppression du droit de grève.

[8] George D. H. Cole (1889-1959).

Auteur d'une monumentale histoire de la pensée socialiste. Il a pris une certaine distance avec les fabiens pour créer la *National Guilds League*. Les *Guild Socialists* sont favorables à un système économique et social fondé sur les «*guildes*», des communautés de producteurs autogérées, soutenues par l'État.

[9] Sidney Ball.

Auteur notamment d'une petite brochure, intitulée «*The Moral Aspects of Socialism (Les Aspects moraux du socialisme)*», Londres: Fabian Society, novembre 1895, 23 p.

[10] Béatrice Potter Webb (1858-1943).

Auteure notamment de *Cooperative Movement in Great Britain (Le Mouvement coopératif en Grande-Bretagne)*, 1891; *Wages of Men and Women: Should they be equal? (Salaires des hommes et des femmes: doivent-ils être égaux?)*, 1919; *My Apprenticeship (Mon apprentissage)*, 1926, ainsi que de plusieurs autres titres signés en commun avec son mari.

[11] George Bernard Shaw (1856-1950).

Né à Dublin, il s'établit à Londres en 1876. Militant socialiste, bon orateur, il est surtout connu pour sa plume alerte. Il s'intéresse à de nombreux sujets sociaux, à la guerre, à la question irlandaise, au socialisme, à la culture, etc. Auteur de cinq romans, mais aussi de nouvelles, il se consacre avant tout au théâtre.

[12] Procès de Moscou (1936-1937).

Mise en scène de grands procès par Staline afin de briser toute opposition. Les aveux les plus invraisemblables sont obtenus par la torture et en faisant pression sur les familles des prévenus. De nombreux accusés sont exécutés. C'est aussi l'époque des purges et de la grande terreur. Le nombre de détenus au goulag passe de 500 000 en 1934 à 2,5 millions au début des années 50.

[13] Pacte Hitler-Staline.

Dans la nuit du 23 août 1939, Viatcheslav Molotov et Joachim von Ribbentrop signent un pacte de non-agression entre l'URSS et le Reich allemand pour une durée de dix ans. Le protocole secret, adopté le 28 septembre, lors de la seconde visite de Ribbentrop à Moscou, définit les zones d'influence des deux puissances en Europe orientale: partage de la Pologne, main-mise de l'URSS sur la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Bessarabie, et de l'Allemagne sur la Lituanie.

[14] Trotsky note à leur propos: «De même que le Moïse de la Bible, dévoré du désir de voir la face divine, ne put que se prosterner devant le postérieur de la divine anatomie, les réformistes, idolâtres du fait accompli, ne sont capables de connaître et de reconnaître que l'épais arrière-train bureaucratique de la révolution» (La Révolution trahie, Appendice II: Les 'Amis' de l'URSS, Paris: Minuit, 1963, p. 639).

[15] Henry M. Hyndman (1842-1921).



Fils d'un riche entrepreneur, il s'intéresse au marxisme après avoir découvert Lassalle en 1880. L'année suivante, il fonde la Fédération social-démocrate, qu'il dirige de façon très autoritaire. Dès 1900, elle se rapproche du Parti socialiste indépendant et de la Société fabienne pour former le Parti travailliste. En 1911, Hyndman quitte ce dernier pour fonder le Parti socialiste britannique (PSB), avant de soutenir l'entrée en guerre de l'Angleterre en 1914, ce qui provoque la scission de son groupe. Il crée alors le Parti national socialiste.

[16] Voir chapitre 8.

Ils apportèrent leur soutien résolu à Staline lors des Procès de Moscou et des purges [12], de même qu'au moment du pacte Hitler-Staline [13], sans aucun scrupule perceptible, et moururent en staliniens, plus acritiques encore que ceux du Politburo. Comme l'expliquait Shaw, les Webb n'avaient que du mépris pour la Révolution russe en tant que telle, mais ils «attendaient que les décombres et les ruines du changement soient déblayées, que les erreurs soient corrigées, et que l'Etat communiste soit correctement lancé sur ses rails». En d'autres termes, ils attendaient que les masses révolutionnaires soient corsetées, que les leaders de la révolution soient brisés, que la tranquillité rassurante de la dictature s'installe et que la contre-révolution s'établisse fermement. C'est seulement alors qu'ils se rendirent à Moscou pour y découvrir leur Idéal. [14]

Était-ce vraiment un formidable malentendu, une incompréhensible bévue? N'avaient-ils pas raison de penser que c'était vraiment cela, le «socialisme» qui correspondait à leur idéologie, en dépit d'un peu de sang versé? L'évolution du fabianisme, de la tentative de gagner les classes moyennes au stalinisme, mimait celui d'une porte s'ouvrant et se refermant sur le socialisme par en haut.

Dans les décennies qui ont précédé le tournant du siècle et qui ont lancé le fabianisme à la face du monde, une autre figure s'est imposée comme l'antithèse des Webb: le principal représentant du socialisme révolutionnaire de cette période, le poète et artiste William Morris, qui devint socialiste et marxiste vers la fin de la quarantaine. Les écrits de Morris respirent par tous les pores l'esprit du socialisme par en bas, tout

comme chaque ligne de Webb évoque son opposé. Ceci apparaît peut-être de la façon la plus évidente dans ses attaques dévastatrices contre le fabianisme (pour de bonnes raisons); dans son hostilité envers le «marxisme» de l'éditeur britannique de Lassalle, le dictatorial H. M. Hyndman [15]; dans ses dénonciations du socialisme d'Etat et sa répugnance pour l'utopie bureaucratique collectiviste de Bellamy, *Looking Backwards (Regardant en arrière)* [16]. Ce dernier lui avait inspiré la remarque suivante: «S'ils m'embrigadaient dans un régiment de travailleurs, je me coucherais sur le dos et donnerais des coups de pieds».

Les écrits socialistes de Morris sont imprégnés par une insistance jamais démentie sur la lutte de classe par en bas, au présent; en ce qui concerne le futur socialiste, son texte, intitulé *News from Nowhere (Nouvelles de nullepart)*, a été conçu comme l'antithèse directe du livre de Bellamy. Morris soutenait: «que les individus ne peuvent pas changer de vie au moyen d'une abstraction nommée Etat, mais doivent le faire en s'associant consciemment les uns aux autres (...). La diversité de la vie est un objectif du véritable communisme, tout autant que l'égalité des conditions, et (...) ce n'est que l'union des deux qui conduira à la vraie liberté.»

«Même certains socialistes, écrivait-il, sont enclins à confondre la machinerie coopérative vers laquelle tend la vie moderne avec l'essence même du socialisme.» Cela impliquait «le danger qu'une communauté dégénère en bureaucratie». Par conséquent, il exprimait sa peur d'un «collectivisme bureaucratique» à venir. Réagissant violemment contre le socialisme d'Etat et le réformisme, il tomba dans l'anti-parlementarisme, mais sans jamais se faire prendre au piège de l'anarchisme:

«(...) les gens vont devoir s'associer dans l'administration et il y aura parfois des différences d'opinions (...) Que faire? Qui l'emportera alors? Nos amis anarchistes disent que cela ne doit pas être décidé à la majorité; dans ce cas, cela doit donc l'être à la minorité. Mais pourquoi? Y a-t-il un droit divin de la minorité?»

Cette remarque touche au cœur de l'anarchisme, bien plus profondément que l'opinion commune selon laquelle le problème de l'anarchisme résiderait dans son idéalisme excessif.

William Morris contre Sydney Webb: voilà qui résume bien toute l'histoire. ●●●

William Morris (1834-1896)



Né au sein d'une riche famille puritaine de neuf enfants, il commence des études à Oxford, en 1853. Là, il adhère à un groupe d'étudiants qui développe une vision idéalisée de l'art médiéval. Il commence à écrire de la poésie avec le sentiment aigu de n'être pas né à la bonne époque. Dans les années 70, il choisit l'engagement social, qu'il envisage comme une réponse aux problèmes les plus brû-

lants de son temps: la pauvreté, le chômage, l'inégalité sociale, mais aussi la mort de l'art.

Il s'élève contre les conséquences néfastes de la révolution industrielle. En 1883, il lit le *Capital*, se déclare socialiste et adhère à la *Fédération Démocratique*. En revanche, il demeure toujours fermé aux options féministes.

En 1884, il fonde la *Ligue Socialiste* et publie *Art and Socialism (Art et socialisme)*.

Dans les années qui suivent, il écrit notamment *Useful Work Versus Useless Toil (Travail utile contre peine inutile)* (1885), *Signs of Change (Signes de changement)* (1888) et *News From Nowhere (Nouvelles de Nulle part)* (1889).



LA FAÇADE «RÉVISIONNISTE»

En Allemagne, Edouard Bernstein traduit les conceptions des fabiens sur le plan théorique en révisant le marxisme sur des points essentiels. Pour lui, le capitalisme avance de lui-même vers une collectivisation inévitable. L'Etat moderne se doit seulement de donner équilibre, efficacité et cohérence à une telle évolution. L'impérialisme et la colonisation ne sont pas condamnables. La question de la démocratie ne nécessite pas de réflexion particulière... A l'inverse, Rosa Luxembourg met l'accent sur la construction du socialisme par en bas, allant même jusqu'à affirmer que «les erreurs commises par un authentique mouvement révolutionnaire des travailleurs-euses sont beaucoup plus fécondes et utiles que l'infailibilité du meilleur des Comités Centraux». (réd.)

Edouard Bernstein, le théoricien du «révisionnisme» social-démocrate a trouvé son inspiration dans le fabianisme, qui l'a fortement influencé pendant son exil londonien. Il n'a pas inventé la politique réformiste en 1896 [1]: il est seulement devenu son interprète théorique. (Les sommets de la bureaucratie du parti se seraient passés de tels développements théoriques: «On ne le dit pas, on le fait», avaient-ils confié à Bernstein, ce qui signifie que la politique de la social-démocratie allemande avait tourné le dos au marxisme bien avant que ses théoriciens ne reflètent un tel changement).

Mais Bernstein n'a pas «révisé» le marxisme. Son rôle était de le déraciner en prétendant élaguer des branches mortes. Les fabiens n'avaient pas eu besoin d'invoquer des prétextes, mais en Allemagne, il n'était pas possible de détruire le marxisme par une attaque frontale. Le retour au *socialisme par en haut* («die alte Scheisse», «la vieille merde» [2]) devait être présenté comme une «modernisation», une «révision».

Pour l'essentiel, comme les fabiens, le «révisionnisme» avait reconnu son socialisme dans la collectivisation inévitable du capitalisme lui-même; il concevait le mouvement vers le socialisme comme la somme des tendances collectivistes immanentes au capitalisme lui-même; il avait en vue l'«auto-socialisation» du capitalisme par en haut, à travers les institutions de l'Etat existant. L'équation *étatisation = socialisme* n'est pas l'invention du stalinisme: elle a été systématisée par le courant révisionniste fabien, partisan du socialisme d'Etat, de la social-démocratie réformiste.

La plupart des découvertes récentes annonçant que le socialisme est dépassé, parce que le capitalisme n'existe plus vraiment, peuvent déjà être trouvées chez Bernstein. Il était «absurde» de taxer l'Allemagne de Weimar [3] de capitaliste, déclarait-il, à cause des contrôles exercés sur les capitalistes; il s'ensuivait, dans une perspective bernsteinienne, que l'Etat nazi était encore plus anticapitaliste, comme les nazis s'en vantaient eux-mêmes.

La transformation du socialisme en collectivisme bureaucratique est déjà implicite dans les attaques de Bernstein contre la démocratie ouvrière. Dénonçant l'idée du contrôle ouvrier sur l'industrie, il entreprend de redéfinir la démocratie. Est-ce le «gouvernement par le peuple»? Il devait repousser cette idée en faveur d'une définition par la négative: «l'absence d'un gouvernement de classe». Ainsi, la notion même de démocratie des travailleuses et travailleurs comme *condition sine qua non* du socialisme est jetée au rebut, aussi sûrement que les habiles redéfinitions du courant démocratique dans les académies communistes. Même la liberté politique et les institu-

tions représentatives ont été négligées: un résultat théorique tout à fait impressionnant, si l'on pense que Bernstein n'était pas personnellement un adversaire de la démocratie, comme Lassalle [4] ou Shaw. [5] C'est la théorie du *socialisme par en haut* qui requiert de telles formulations. *Bernstein est le principal théoricien social-démocrate, non seulement de l'équation étatisation = socialisme, mais aussi de la dissociation du socialisme et de la démocratie ouvrière.*

Il n'est donc pas surprenant que Bernstein en soit arrivé à la conclusion, que l'hostilité de Marx envers l'Etat était de nature «anarchiste», et que Lassalle avait raison d'attendre que l'Etat prenne l'initiative du socialisme. «La différence entre l'Etat actuel et le corpus administratif d'un futur prévisible est seulement matière de degré», écrivait Bernstein; le «dépérissement de l'Etat» n'est rien d'autre que de l'utopisme, même sous le socialisme. En revanche, il s'est montré très pragmatique; par exemple, lorsque l'Etat non-dépérisant du Kaiser s'est lancé dans la mêlée impérialiste pour les colonies, Bernstein s'est prononcé rapidement pour le colonialisme et le fardeau de l'homme blanc [6]: «Seul un droit conditionnel des sauvages sur les terres qu'ils occupaient peut être reconnu; en dernière instance, la civilisation la plus élevée peut revendiquer un droit prééminent».



Rudyard Kipling



Edouard Bernstein

[1] Date à laquelle il commence la publication d'une série d'articles dans l'organe théorique du Parti social-démocrate allemand, *Die Neue Zeit* (Le Temps Nouveau), où il défend une conception révisée, à vrai dire dénaturée, du marxisme.

[2] «Die alte Scheisse». Expression utilisée par Marx pour signifier la gigantesque force d'inertie et d'auto-reproduction de la vieille société bourgeoise.

[3] République de Weimar (1918-1933).

Proclamée le 9 novembre 1918, à la fin de la Première guerre mondiale, elle marque le premier acte de la révolution allemande de 1918-1921. Sa nouvelle Constitution est adoptée à Weimar, le 31 juillet 1919. Elle prend fin avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le 30 janvier 1933.

[4] Voir chapitre 5.

[5] Voir chapitre 6.

[6] «Le fardeau de l'homme blanc».

Expression tirée d'un poème de Rudyard Kipling «The White Man's Burden» (Le Fardeau de l'homme blanc), daté de février 1899 :

«Ô Blanc, reprends ton lourd fardeau
Envoie au loin ta forte race
Jette tes fils dans l'exil
pour servir les besoins de tes captifs
Pour veiller, lourdement équipés,
Sur les races agitées et sauvages
Sur les peuples récemment conquis
Mi-diables et mi-enfants (...)
Ô Blanc, reprends ton lourd fardeau.
Tes récompenses sont dérisoires:
Le blâme de celui qui veut ton cadeau
La haine de ceux que tu surveilles.»

[7] «L'ordre règne à Berlin».

Un jour avant de tomber elle-même, assassinée, Rosa Luxembour publie ce récit de la répression du soulèvement spartakiste de Berlin de janvier 1919: « "L'ordre règne à Berlin" (...) Devant l'histoire mondiale, la gloire et l'honneur des armes allemandes sont saufs. (...) Assassinat de parlementaires venus négocier la reddition du Vorwärts [journal social-démocrate, ndr.] et que la soldatesque gouvernementale a frappés a coups de crosse, au point que l'identification des corps est impossible, prisonniers collés au mur, dont on a fait éclater les crânes et jaillir la cervelle (...) L'ennemi, c'est "Spartacus" et Berlin est le lieu où nos officiers s'entendent à remporter la victoire. Et le général qui s'entend à organiser ces victoires, là où Ludendorff a échoué, c'est Noske, "l'ouvrier" Noske» [Gustav Noske, 1868-1946, membre de l'aile droite du SPD, gouverneur de Berlin, responsable de la répression de janvier 1919] «L'Ordre règne à Berlin», Die Rote Fahne, n° 14, 14 janvier 1919.

Bernstein opposait sa propre vision du chemin vers le socialisme à celle de Marx: ce dernier «donne l'image d'une armée. Elle va de l'avant en sinuant, par les champs d'épines et les pierriers (...) pour aboutir finalement au bord d'un grand gouffre. Au-delà, se dresse le but désiré, fascinant - l'Etat du futur, que l'on peut seulement atteindre par la mer, une mer Rouge, comme certains l'ont dit». A l'opposé, la vision de Bernstein n'était pas rouge mais rosée: la lutte des classes s'adoucit dans l'harmonie, tandis qu'un Etat bienfaisant transforme doucement les bourgeois en bons bureaucrates. *Cela ne s'est pas passé ainsi* - lorsque la social-démocratie bernsteinisée a commencé par fusiller la gauche révolutionnaire, en 1919 [7], avant de réinstaller la bourgeoisie affaiblie et l'armée au pouvoir, elle a contribué à livrer l'Allemagne aux mains des fascistes.

Si Bernstein a été le théoricien de l'identification du collectivisme bureaucratique avec le socialisme, ce sont ses opposants de gauche dans le mouvement allemand qui sont devenus, au sein de la Deuxième Internationale, les principaux porte-parole, du *socialisme par en bas*, révolutionnaire et démocratique. C'est Rosa Luxembour qui a placé de façon

si démonstrative sa foi et son espoir dans la lutte spontanée d'une classe ouvrière libre, si bien que les faiseurs de mythes ont forgé pour elle une «théorie de la spontanéité», qu'elle n'a jamais défendue, qui oppose «spontanéité» et «leadership».

Dans son propre mouvement, elle a lutté fermement contre les élitistes «révolutionnaires», qui redécouvraient la théorie de la Dictature Educative sur les travailleuses et travailleurs (celle-ci est remise au goût du jour par chaque génération comme le Tout Dernier Truc), ce qui l'a amené à écrire: «Sans la volonté consciente et l'action consciente de la majorité du prolétariat, il ne peut y avoir aucun socialisme (...) [Nous] n'assumerons jamais aucune autorité gouvernementale sans la volonté claire et dépourvue d'ambiguïté de la vaste majorité de la classe ouvrière allemande (...)». D'où aussi son fameux aphorisme: «Les erreurs commises par un authentique mouvement révolutionnaire des travailleuses et travailleurs sont beaucoup plus fécondes et utiles que l'infaillibilité du meilleur des Comités Centraux.»

Rosa Luxembour contre Edouard Bernstein, c'est le chapitre allemand de cette histoire. ●●●

Rosa Luxembour contre Edouard Bernstein

Rosa Luxembour (1871-1919)



Cadette de cinq enfants, issue d'une famille juive, cultivée, de la classe moyenne, elle passe son enfance et son adolescence à Varsovie, alors partie de l'empire russe.

A l'âge de dix-huit ans, elle doit quitter la Pologne pour se réfugier à Zurich. Elle y étudie les mathématiques, les sciences naturelles, puis l'économie. Sa thèse de doctorat porte sur l'industrialisation de la Pologne.

Rejetant le nationalisme du Parti socialiste polonais, elle fonde la Social-démocratie du Royaume de Pologne avec Leo Jogisches. En 1898, elle émigre en Allemagne, où elle publie *Réforme sociale et révolution?*, une réponse aux thèses révisionnistes de Bernstein. En 1904, elle critique la conception léniniste du parti dans *Questions d'organisation de la social-démocratie russe*. Elle s'oppose aussi à Lénine sur la question du droit à l'auto-détermination des nations. La Révolution russe de 1905 lui inspire *Grève de masses, parti et syndicats* (1906), qui l'amènera à rompre avec Kautsky en 1910.

Préoccupée par les tensions inter-impérialistes et par la guerre qui vient, elle tente d'analyser leurs causes fondamentales dans *L'Accumulation du capital* (1913).

Au début de la guerre, elle prend la direction de l'opposition au social-patriotisme, rédige *La crise de la social-démocratie* (La brochure de Junius) en 1915, fonde la *Ligue Spartacus* (1916) et écrit *La Révolution russe* (1918).

En réalité, elle passe l'essentiel de cette période en prison. Libérée à la fin de l'année 1918, elle est assassinée par des officiers de l'armée après l'écrasement du soulèvement de Berlin.

On trouve ses principaux textes en français sur le site: www.marxists.org/francais/luxembur/livres.htm

Edouard Bernstein (1850-1932)

Bernstein commence sa carrière professionnelle comme employé de banque (1866-1878). En 1871, il rejoint le Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne et devient marxiste sous l'influence de Marx et d'Engels, qu'il rencontre en 1880.

De 1881 à 1890, il édite le journal du parti, *Der Sozialdemokrat* (illégal en raison des lois anti-socialistes de Bismarck), d'abord à Zurich, puis à Londres, où il restera jusqu'en 1901.

Devenu l'ami d'Engels, il tombe pourtant sous l'influence des fabiens.

De 1896 à 1898, il publie une série d'articles dans *Die Neue Zeit* (*Le temps nouveau*) visant à réviser les éléments - à ses yeux - dépassés du marxisme, tout en affirmant en conserver le noyau essentiel. Sa position est systématisée dans *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie* (*Les Conditions du socialisme et les tâches de la social-démocratie*) (1899). Il plaide pour un parti démocratique, socialiste et réformiste. C'est lui qui écrit la fameuse phrase: «Le mouvement signifie tout pour moi et ce qu'on appelle généralement "le but final du socialisme" n'est rien».

Bien que ses thèses aient été rejetées par plusieurs congrès du parti, il siège au *Reichstag*, de 1902 à 1906, de 1912 à 1918 et de 1920 à 1928.

Pendant la guerre, il vote contre les crédits de guerre en décembre 1915 et rejoint les exclus de la gauche et du centre du parti au sein de l'USPD en 1917.

En 1920-1921, il participe à la rédaction du programme du SPD, qu'il a à nouveau rejoint.

LA SCÈNE 100% ÉTATS-UNIENNE

Aux États-Unis, le socialisme se développe aussi dans deux directions. Par en haut, on citera Laurence Gronlund, Edward Bellamy, John Dewey, Charles Steinmetz et quelques autres publicistes et technocrates de moindre envergure. Parmi eux, Stuart Chase, un «socialiste» fasciné par le *New Deal*; il fera cet aveu révélateur en 1938: «Voilà les masses, épaisses, noires et qui grouillent. Ce démon doit être fermement contenu; s'il se dresse, de terribles choses arriveront...». Par en bas, c'est l'imposante figure du cheminot et syndicaliste Eugen Victor Debs qui domine. En 1918, il sera condamné à dix ans de prison pour son action contre la guerre impérialiste. Encore sous les verrous, il recueillera 3,5% des suffrages aux élections présidentielles de 1920. (réd.)

La source du «socialisme natif» des États-Unis, c'est la même image, peut-être plus nette encore. Si l'on ignore le «socialisme allemand» importé (lasallien avec fioritures marxistes) des débuts du *Socialist Labor Party* [1], la figure qui domine ici c'est alors de loin celle d'Edward Bellamy avec son *Looking Backward (Cent ans après)* (1887). Peu avant, il y avait eu Laurence Gronlund [2] - aujourd'hui oublié - dont le livre *Cooperative Commonwealth (La république coopérative)* (1884), vendu à plus de cent mille exemplaires, avait été très influent en son temps.

Gronlund est à ce point dans l'air du temps qu'il ne dit pas qu'il rejette la démocratie; il se contente de la «redéfinir» comme «l'administration des gens compétents», qu'il oppose au «gouvernement de la majorité», en y ajoutant la modeste proposition d'éliminer tout gouvernement représentatif de même que tous les partis. Tout ce que le «peuple» veut, professe-t-il, c'est «une administration - une bonne administration». Il devrait se trouver de «bons dirigeants» pour ensuite «accepter de remettre l'intégralité de leur pouvoir collectif entre leurs mains.» Le gouvernement représentatif sera remplacé par le plébiscite. Gronlund est certain que son plan marchera, explique-t-il, puisqu'il a fait ses preuves avec la hiérarchie de l'Église Catholique. Il rejette naturellement l'idée horrible de la lutte des classes. Les travailleuses et travailleurs sont incapables de s'émanciper eux-mêmes, et il dénonce explicitement la formulation du célèbre Premier Principe de Marx. La plèbe sera émancipée par une élite «compétente», issue de l'intelligentsia. Il entreprit même, une fois, d'organiser secrètement une «Fraternité socialiste états-unienne» conspirative pour les étudiants.

L'utopie socialiste de Bellamy dans *Looking Backward* se fonde explicitement sur l'armée comme modèle idéal de société - enrégimentée et dirigée hiérarchiquement par une élite, organisée du haut vers le bas, avec la communion douillette de la ruche comme finalité. Le récit lui-même décrit la transition comme un processus de concentration de la société en une seule grande entreprise, avec un seul capitaliste: l'État. Le suffrage universel est aboli; toute organisation venant d'en bas est éliminée. Les décisions sont prises d'en haut par des technocrates administratifs. L'un de ses disciples définissait ainsi ce «socialisme états-unien»: «son projet social est celui d'un système industriel parfaitement organisé qui, par l'engrenage précis de ses rouages, fonctionnera avec un minimum de friction et un maximum de richesses et de loisirs pour tous».

Comme pour les anarchistes, la solution fantaisiste de Bellamy au problème de base de l'organisation sociale - comment résoudre les différences d'idées et d'intérêts entre les êtres humains - repose sur l'hypothèse que l'élite fera preuve d'une sagesse surhumaine et se montrera incapable d'injustice (pour l'essentiel, comme dans le mythe totalitaro-stalinien de l'infaillibilité du parti). La pierre de touche d'une telle conception, c'est qu'elle rend superflu tout souci de contrôle démocratique par en bas. Pour Bellamy, un tel contrô-

le est impensable, parce que les masses, les travailleuses et travailleurs, sont tout simplement un monstre dangereux, une horde barbare. Le mouvement *bellamyste* - le «nationalisme», comme il se désignait lui-même - se voulait originellement anti-socialiste et anti-capitaliste; il s'organisait systématiquement en faisant appel aux classes moyennes, tout comme les fabiens.

C'est de là que proviennent les éducateurs les plus populaires de l'aile «native» du socialisme états-unien, dont les conceptions ont influencé les secteurs non-marxistes et anti-marxistes du mouvement socialiste jusqu'aux débuts du vingtième siècle, avec une résurgence des «Bellamy Clubs» jusque dans les années trente, lorsque John Dewey [3] encensait *Looking Backward* comme un exposé de «l'idéal démocratique états-unien». La technocratie, qui montre déjà ouvertement des tendances fascistes, a été pour une part l'héritière directe de cette tradition. Si l'on veut apprécier combien la ligne de partage entre ce soi-disant socialisme et quelque chose comme le fascisme peut être mince, on lira avec intérêt la présentation monstrueuse du «socialisme» rédigée par Charles P. Steinmetz [4], flambeau du parti socialiste, qui fut en son temps un scientifique et un inventeur de renom. Son *America and the New Epoch (L'Amérique et la nouvelle ère)* (1916) présente avec un sérieux consternant la fameuse anti-utopie, une fois caricaturée par un récit de science fiction, dans laquelle le Congrès avait été remplacé par des représentants directs de DuPont, de General Motors et des autres grandes sociétés. Steinmetz présente les grands monopoles (tel son propre employeur, la General Electric) comme le nec plus ultra de l'efficacité industrielle et propose de démanteler le gouvernement politique en faveur d'une administration directe par l'association des grands trusts monopolistes.

Le *bellamysme* en a conduit plus d'un sur la route du socialisme, mais la route avait un embranchement. Au tournant du siècle, le socialisme états-unien a ainsi développé la plus vibrante des antithèses du *socialisme par en haut* sous toutes ses formes: Eugene Debs. En 1897, Debs en était encore à vouloir demander à John D. Rockefeller lui-même de financer la mise en place d'une colonie socialiste utopique dans un État de l'ouest; mais Debs, dont le socialisme avait été forgé au sein de la lutte des classes d'un mouvement ouvrier combatif, devait bientôt trouver sa véritable voie.

Le cœur du «socialisme debsien» renvoyait à son insistance et à sa foi dans l'auto-organisation des masses par en bas. Les écrits et les discours de Debs sont imprégnés de ce thème. Il a souvent cité ou paraphrasé le «Premier Principe» de Marx en utilisant son propre vocabulaire: «La grande découverte faite par les esclaves modernes, c'est qu'ils doivent eux-mêmes œuvrer à leur propre liberté. Voilà le secret de leur solidarité, le cœur de leur espoir (...). Typiquement, il aimait à répéter: «Trop longtemps, les travailleurs du monde ont attendu un Moïse qui les délivrerait de leur servitude. Il n'est pas venu; il ne viendra jamais. Je ne vous délivrerais pas si je

[1] Socialist labour Party.

En 1874 un groupe de socialistes avait formé le Workingmen's Party (Parti des travailleurs). Trois ans plus tard, il était rebaptisé Socialist Labor Party (Parti travailliste socialiste).

[2] Laurence Gronlund (1846-1899).

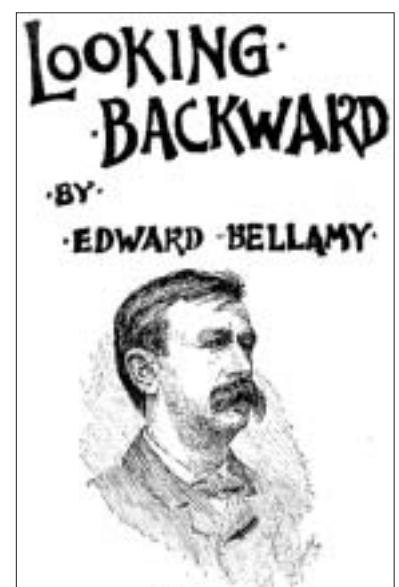
Né au Danemark, influencé par la social-démocratie allemande, il émigre aux États-Unis en 1867. Juriste à Chicago, il devient membre de la direction du Socialist Labor Party (Parti travailliste socialiste) et écrit plusieurs livres, dont *The Coming Revolution: Its Principles (La Révolution qui vient: ses principes)* (1878), *Cooperative Commonwealth (La République coopérative)* (1884), *Our Destiny (Notre destin)* (1891), *The New Economy (La nouvelle économie)* (1898) et *Socializing a State (Socialiser un État)* (1898).

[3] John Dewey (1859-1952).

Philosophe et pédagogue américain, dont les écrits ont eu une profonde influence sur l'éducation aux États-Unis. Son pragmatisme insiste sur le learning-by-doing (l'apprentissage par la pratique). Il sera le Président de la «Commission préliminaire d'enquête sur les accusations portées contre Léon Trotsky au cours des Procès de Moscou» (Coyoacan, Mexico, 10-17 avril 1937), qui aboutira au verdict de non culpabilité.

[4] Charles Proteus Steinmetz (1865-1923).

Ingénieur électricien né en Allemagne et forcé à émigrer en Suisse, puis aux États-Unis, en raison de ses opinions socialistes. Dès 1892, il travaille pour la General Electric Company. Auteur de découvertes importantes, notamment dans le domaine du courant alternatif, il devient professeur à l'Union College, Schenectady, N.Y. (1902-23). Jusqu'à sa mort, il restera membre du Parti socialiste. En 1983, les États-Unis de Ronald Reagan ont émis un timbre poste à son effigie.



[5] *New Deal* (en anglais: nouvelle donne).

Terme utilisé par le Président Franklin D. Roosevelt lui-même pour annoncer les mesures économiques et sociales qu'il allait prendre, entre 1933 et 1939, pour répondre aux effets de la grande dépression. On parle généralement d'un premier «New Deal», de 1933 à 1935, suivi d'un second, de 1935 à 1939.

[6] Lincoln Steffens (1866-1936).

Issu d'une famille de riches entrepreneurs, il étudie en France et en Allemagne, avant de revenir à Los Angeles. Devenu journaliste, il dénonce la corruption et suit de près la révolution mexicaine. Il visite l'URSS entre 1919 et 1921 et déclare à son retour : «J'ai vu le futur et ça marche».

[7] Georges Sorel (1847-1922).

Ingénieur des Ponts et Chaussées, il devient philosophe social à l'âge de quarante-cinq ans et dénonce la société bourgeoise comme le sommet de la médiocrité. Sous l'influence du syndicalisme révolutionnaire, il développe ses *Réflexions sur la violence* (1908). A la fin de sa vie, il voit renaître l'espoir dans la révolution avec Lénine (*Pour Lénine*, 1919). Sa pensée, apparemment contradictoire, s'inspire du marxisme, de l'anarchisme et de l'idéalisme nietzschéen.

[8] Upton Sinclair (1878-1968).

Journaliste et écrivain états-unien, il est notamment l'auteur de «The Jungle» (*La Jungle*) (1906), où il dénonce les conditions de travail infra-humaines dans l'industrie de la conserve de la viande à Chicago. En 1934, il sera candidat à la présidence de l'Etat de Californie pour le parti démocrate. C'est à cette occasion qu'il publie son fameux manifeste: «Moi, Gouverneur de Californie, et comment j'ai mis fin à la pauvreté. Une vraie histoire du futur». Il obtiendra 37% des suffrages.

[9] Stuart Chase (1888-1985).

Vulgarisateur de l'économie, c'est probablement lui qui lance l'expression *New Deal*, en 1932, avant qu'elle soit popularisée par Roosevelt. Dans sa *Tyranny of Words* (*Tyrannie des mots*), publiée en 1938, qui devient rapidement un bestseller, il s'exclame: «Voilà les masses, épaisses, noires et qui serpentent. Ce démon doit être fermement contenu; s'il se dresse, de terribles choses arriveront...» En 1958, il publie «Comment lire un rapport annuel...» à l'attention de la Standard Oil of New Jersey et de ses actionnaires.

[10] League for Industrial Democracy.

(Ligue pour la démocratie industrielle). Fondée au début du siècle, elle incarne longtemps une fraction de la gauche états-unienne, liée au Parti socialiste. En 1969, elle attribuera sa récompense annuelle au politicien démocrate H. H. Humphrey, l'un des principaux responsables de la guerre du Vietnam. Cela lui vaudra d'être dénoncée comme «partie de l'Establishment» et «front idéologique en faveur du libéralisme affairiste» par un groupe d'intellectuels, dont le poète Allen Ginsberg (lettre ouverte publiée par la *New York Review of Books* en mai 1969).

[11] National Recovery Administration.

(Administration Nationale pour la Relance) (NRA). Organisme gouvernemental mis en place au début du *New Deal*, déclaré inconstitutionnel en 1935. L'article 7(a) de la loi établissant la NRA assure aux travailleurs le droit de négocier des contrats collectifs.

[12] Paul Blanshard (1892- ?).

Pasteur dès 1917, il abandonne son ministère en 1920 pour diriger la formation des membres du syndicat de la confection (*Amalgamated Clothing Workers of America*) de Rochester (NY). De 1925 à 1933, il devient secrétaire de la Ligue pour la Démocratie Industrielle, avant de poursuivre des études de droit. Pendant la guerre, il suit le dossier «Caraïbes» pour le Département d'Etat.

le pouvais, car s'il était possible de vous délivrer, il serait aussi possible de vous capturer à nouveau. Je voudrais que vous preniez conscience, qu'il n'y a rien que vous ne puissiez faire pour vous mêmes». Il faisait alors écho à ce propos de Marx, daté de 1850:

«Dans la lutte de la classe ouvrière pour se libérer de l'esclavage salarié, on ne répétera jamais assez que tout dépend de la classe ouvrière elle-même. La question est simple: les travailleuses et travailleurs peuvent-ils se rendre aptes, par l'éducation, l'organisation, la coopération et la discipline librement consentie, à prendre le contrôle des forces productives et à gérer l'industrie dans l'intérêt du peuple et au profit de la société? C'est là toute la question.»

Les travailleuses et travailleurs peuvent-ils se rendre aptes? Il n'avait pas d'illusion exagérée sur ce qu'était (ou est) la classe ouvrière. Mais il proposait un but différent de celui des élitistes, dont la seule sagesse consistait à pointer du doigt l'arriération actuelle du peuple et de professer qu'il en serait toujours ainsi. A la foi en un gouvernement de l'élite par en haut, Debs opposait la conception tout à fait contraire d'une *avant-garde* révolutionnaire (une minorité, aussi), à laquelle ses convictions imposaient de défendre une route plus difficile pour la majorité.

«Ce sont les minorités qui ont fait l'histoire de ce monde [disait-il dans son discours de 1917 contre la guerre, pour lequel le gouvernement Wilson allait le faire emprisonner]. C'est le petit nombre de ceux qui ont le courage de prendre leur place en première ligne; qui ont été assez honnêtes avec eux-mêmes pour dire la vérité qu'ils avaient en eux; qui ont osé s'opposer à l'ordre établi; qui ont épousé la cause des pauvres qui souffrent et qui luttent; qui ont continué à défendre, sans se préoccuper des retombées pour eux-mêmes, la cause de la liberté et du bon droit.»

Ce «socialisme debsien» a rencontré un immense écho au sein du peuple, même si Debs n'a pas eu de successeur en tant que tribun d'un socialisme démocratique révolutionnaire. Après la période de

radicalisation de l'après-guerre, le Parti socialiste est devenu rosâtre et respectable, tandis que le Parti communiste devenait stalinien. Pour sa part, le libéralisme états-unien subissait lui-même depuis longtemps un processus «d'étatisation», qui allait culminer dans l'illusion du *New Deal* des années trente. [5] La vision élitiste d'une distribution par en haut, sous l'égide du Président Sauveur, avait attiré tout un courant de libéraux aux yeux desquels le gentilhomme de la Maison Blanche était comme Bismarck pour Lassalle.

Cette façon de voir avait été annoncée par Lincoln Steffens [6], le libéral collectiviste, qui (comme Shaw et Georges Sorel [7]) était attiré autant par Mussolini que par Moscou, et ceci pour les mêmes raisons. Upton Sinclair [8] en quittant le Parti socialiste, qu'il jugeait «trop sectaire», lançait son «grand» mouvement pour «en finir avec la pauvreté en Californie» par un manifeste intitulé *Moi, Gouverneur de Californie, et comment j'ai mis fin à la pauvreté* (sans doute le seul manifeste radical avec deux fois «je» dans le titre) sur le thème du socialisme-de-là-haut-à-Sacramento. L'une des figures typiques de l'époque, Stuart Chase [9], allait zigzaguer du réformisme de la *League for Industrial Democracy* (Ligue pour la démocratie industrielle) [10] au semi-fascisme de la technocratie. Il y avait les intellectuels stalinoïdes qui réussissaient à sublimer leur admiration conjointe pour Roosevelt et la Russie en encensant aussi bien le NRA [11] que les Procès de Moscou. Signe des temps, un Paul Blanshard [12], qui allait quitter le Parti socialiste pour rejoindre Roosevelt en plaçant que «le capitalisme aménagé» du *New Deal* avait repris l'initiative politique du changement économique des mains des socialistes.

Le *New Deal*, souvent appelé à juste titre «la période sociale-démocrate» des Etats-Unis, représentait aussi, autant pour les libéraux que pour les sociaux-démocrates, une grande tentative de *socialisme par en haut*, avec l'utopie de Roosevelt d'une «monarchie du peuple». Cette illusion roosveltienne de la «révolution par en haut» liait ensemble le socialisme rampant, le libéralisme bureaucratique, l'élitisme stalinoïde, et bien des mirages concernant le collectivisme russe et le capitalisme collectivisé, tout cela dans le même paquet. ●●●

Debs contre Bellamy

Eugene Victor Debs (1855-1926)



Travailleur des chemins de fer, c'est un militant syndical de la première heure. Membre du Parti démocrate, il est élu au parlement de l'Indiana en 1884. En 1893, il devient le premier

président de l'*American Railway Union* (ARU) (Syndicat des cheminots). En 1894, il est arrêté et condamné à six mois de prison, suite à la grève des travailleurs de Pullman. Gagné au socialisme en 1897, il fonde le *Social Democratic Party* (Parti social-démocrate) (SDP), avec Victor Berger et Ella Reeve Bloor, en 1897. Candidat aux élections présidentielles en 1900, il reçoit moins de 100 000 voix. En 1901, le *Social Democratic Party* fusionne avec le *Socialist Labor Party* pour former le *Socialist Party of America*. Trois ans plus tard, Debs se présente à nouveau devant les électeurs et obtient 400 000 voix. En 1912, il recueillera près de 900 000 suffrages.

Debs estime que la Première guerre mondiale résulte des rivalités inter-impérialistes. Entre 1914 et 1917, il fait plusieurs discours contre l'entrée en guerre des Etats-Unis.

Le 16 juin 1918, il dénonce l'*Espionage Act*, au nom duquel les socialistes opposés à la guerre sont poursuivis. Arrêté, il est condamné à dix ans de réclusion au pénitencier d'Atlanta.

Encore incarcéré, il obtient 920 000 voix (3,5%) aux élections présidentielles de 1920. Il sera libéré par le Président Harding en 1921. Critique par rapport à l'Union Soviétique, Debs interviendra auprès de Lénine pour sauver la vie de condamnés à mort.

Edward Bellamy (1850-1898)

Juriste, journaliste et écrivain, auteur de *Looking Backward: 2000-1887* (trad. française: *Cent ans après*, Paris: Fustier, 1887), qui dépeint l'utopie d'un monde dominé par le socialisme d'Etat, à l'horizon 2000. Ce livre s'est vendu à plus d'un million d'exemplaires. Il est disponible intégralement sur le site eserver.org/fiction/bellamy/contents.html. L'œuvre de Bellamy contribuera au développement des *Nationalist Clubs* (Clubs Nationalistes) ou *Bellamy Clubs*, qui ont regroupé des intellectuels intéressés par les idées exposées dans *Looking Backward*.

SIX TYPES DE SOCIALISME PAR EN HAUT

Le socialisme par en haut peut être rangé dans six catégories distinctes: 1. La philanthropie des défenseurs de la veuve et de l'orphelin, qui veulent panser les plaies des déshérités; 2. L'élitisme des tenants de la «Dictature Educative», qui entendent montrer le droit chemin aux masses ignorantes; 3. Le planisme des ingénieurs et des horlogers de la «machine sociale», dont l'œil est avant tout rivé sur les courbes de la production; 4. Le «communisme» des mystiques de la ruche, du troupeau et de la fusion dans le «Grand Tout»; 5. L'imprégnation revendiquée par les adeptes de la conquête de positions, qui comptent changer le système de l'intérieur; 6. Le socialisme par l'extérieur des partisans d'un modèle déjà existant, qu'ils se proposent d'importer. Ces six variantes ont un point commun essentiel: elles ne croient pas à l'auto-émancipation des travailleurs et des travailleuses. (réd.)

Nous avons vu que le socialisme par en haut était traversé par différents types de courants. Ils se combinent généralement entre eux, mais nous allons isoler quelques-uns de leurs aspects les plus importants pour les examiner de plus près.

1. La philanthropie

Le socialisme (ou «liberté», ou ce que l'on voudra) doit être dispensé - pour Faire le Bien du Peuple - par les riches et les puissants comme une manifestation de leur grandeur d'âme. Comme le dit le Manifeste Communiste en visant Richard Owen et les premiers socialistes utopistes: «Pour eux le prolétariat n'existe que sous l'aspect de la classe qui souffre le plus». En signe de gratitude, les pauvres humiliés doivent avant tout s'abstenir de toute agitation et de tout propos déplacés sur la lutte des classes ou sur l'auto-émancipation. Ce courant peut être considéré comme un cas particulier de *socialisme par en haut*.

2. L'élitisme

Nous avons déjà mentionné plusieurs exemples de cette conviction selon laquelle le socialisme est l'affaire d'une nouvelle minorité dirigeante de nature non-capitaliste, et pour cela présumée pure, qui doit imposer sa propre domination, soit temporairement (pour une période historique seulement), soit même de façon durable. Dans les deux cas, cette nouvelle classe dirigeante est portée à considérer son rôle comme celui d'une Dictature Educative sur les masses - Pour leur plus Grand Bien, évidemment. Cette dictature peut être exercée par un parti élitiste, qui supprime tout contrôle d'en bas, par des despotes bienveillants ou des Leaders-Sauveurs de tout acabit, par des «Surhommes» à la Shaw, des manipulateurs eugénistes, des «managers» à la Proudhon, des technocrates à la Saint-Simon, voire aussi par leurs équivalents modernes, parés de termes à la mode et d'un nouveau vocabulaire écran, qui peuvent être salués comme les porteurs d'une théorie sociale renouvelée, en opposition au «marxisme du XIX^e siècle».

Par ailleurs, les révolutionnaires démocrates, favorables au *socialisme par en bas*, ont aussi toujours été une minorité, mais l'abîme qui sépare l'approche élitiste de l'approche *avant-gardiste* est crucial, comme nous l'avons vu dans le cas de Debs. Pour lui, comme pour Marx et Rosa Luxemburg, la fonction de l'avant-garde révolutionnaire est de pousser les masses majoritaires à *se rendre aptes à prendre le pouvoir en leur propre nom, au travers de leurs propres luttes*. Il ne s'agit pas de nier l'importance cruciale des minorités, mais d'établir une relation différente entre la minorité avancée et les masses plus arriérées.



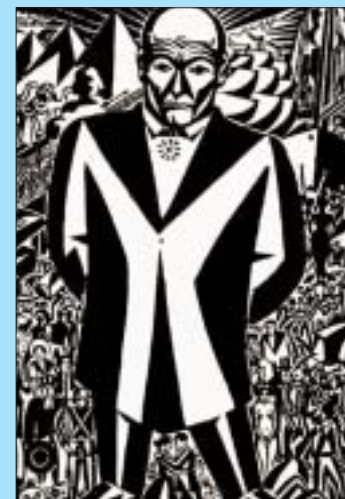
Affiche soviétique (1933). En haut, commentaire du capitaliste, face au projet de plan quinquennal: «Fantaisie, utopie, mensonge...» En bas, le développement économique massif (en 4 ans plutôt que 5 !) écrase et fait pâlir le capitaliste...

3. Le planisme

Ses mots clés sont Efficacité, Ordre, Planification, Système et Enrégimentement. Le socialisme est réduit à une ingénierie sociale par un Pouvoir qui domine la société. Ici encore, la question n'est pas de nier qu'un socialisme effectif nécessite une planification générale (ou même que l'efficacité et l'ordre soient de bonnes choses); mais la *réduction* du socialisme à la planification de la production est une toute autre question; au même titre qu'une démocratie effective nécessite le droit de vote, mais que la *réduction* de la démocratie au seul droit de voter de temps en temps en fait un simulacre.

En fait, il serait important de démontrer que la séparation entre planification et contrôle démocratique par en bas réduit la planification elle-même à une parodie. En effet, les sociétés industrielles actuelles, extraordinairement complexes, ne peuvent tout simplement pas être planifiées effectivement à coups d'ukases d'un comité central tout puissant, qui paralyse et terrorise le libre jeu des initiatives et des corrections venant d'en bas. Ceci constitue en fait la principale contradiction du nouveau type de système social d'exploitation que représente le collectivisme bureaucratique soviétique. Mais nous ne pouvons nous étendre plus avant ici sur cette question.

Henri de Man (1885-1953)



Socialiste depuis l'adolescence, il prend part à la création de la *Fédération internationale de la jeunesse socialiste* et devient le premier secrétaire de la *Centrale d'éducation ouvrière belge*.

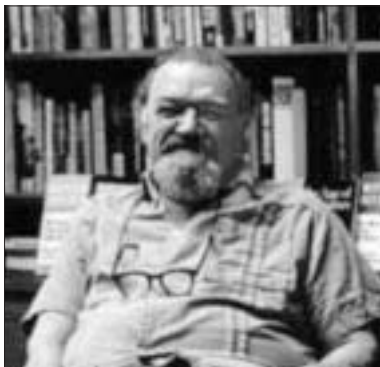
Après la Première guerre mondiale, où il est engagé volontaire, il poursuit son travail de recherche et d'enseignement à l'étranger, et publie plusieurs ouvrages, influencé par la pratique réformiste qu'il revendique.

Rentré en Belgique, dès 1933, il conçoit le «Plan du travail» projet d'alliance entre prolétariat et classes moyennes pour la réalisation d'une économie mixte planifiée. Il sera ministre dans le gouvernement Van Zeeland (1935-1938).

Face à l'occupation nazie, il défend le roi Léopold III contre le gouvernement en exil, ce qui lui vaudra une condamnation après la guerre pour collaboration. En 1933, dans *Le socialisme constructif*, il parle «du besoin non satisfait chez les masses de l'apparition puissante et suggestive de personnalités de chefs qui puissent agir sur l'imagination» et déplore «un déficit depuis la disparition de la grande génération de chefs de la période d'agitation héroïque du socialisme» (Paris: Félix Alcan, 1933, pp. 241-242).

[1] Voir chapitre 8.

[2] Paul Marlor Sweezy (1910 -).



L'un des principaux économistes marxistes vivants. Fils d'un financier de Wall Street, né à New York, il découvre le marxisme à la London School of Economics, en 1932-1933. En 1942, il achève *The Theory of Capitalist Development* (La théorie du développement capitaliste). En 1949, il fonde la *Monthly Review*, avec Leo Huberman. Dans les années 50, il est victime du maccarthysme et fait même de la prison. Dès 1959, il se passionne pour la Révolution cubaine, à laquelle il dédie plusieurs ouvrages. En 1966, avec Paul Baran, il publie «*Monopoly Capitalism*» (Le capitalisme monopoliste). En 1971, avec Charles Bettelheim, il achève *On the Transition to Socialism* (Sur la transition au socialisme). Depuis le milieu des années 70, il se penche de nouveau sur le capitalisme contemporain et ses contradictions, auxquels il a consacré son dernier livre, avec H. Magdoff, *The Irreversible Crisis* (La crise irréversible), 1989. L'extrait ci-contre de l'interview qu'il a donné à la *Monthly Review*, en mai 1999, devrait conduire à reconsidérer les critiques d'Hal Draper.

[3] Max Eastman (1883-1969).



Écrivain états-unien né à New York, il collabore avec John Reed et Emma Goldman. Socialiste de gauche, il soutient la Révolution russe. En 1924, à son retour d'Union Soviétique, il révèle au monde le contenu du fameux Testament de Lénine, qui conseille au parti de démettre Staline de ses fonctions de Secrétaire général. Il soutient dès lors les combats de l'opposition de gauche et contribue à la publication des œuvres de Trotsky aux États-Unis, même s'il refuse de se considérer véritablement comme marxiste. En 1955, il rompt avec le socialisme. Son autobiographie, *Love and Revolution* (L'Amour et la révolution) (1965) est publiée quatre ans avant sa mort.

La substitution du socialisme par le Planisme a une longue histoire, indépendamment de son incarnation dans le mythe soviétique selon lequel *Etatisme = Socialisme*, un article de foi qui, comme nous l'avons déjà vu, avait été tout d'abord systématisé par le réformisme social-démocrate (en particulier par Bernstein et les fabiens). Au cours des années trente, la mystique du «plan», reprise pour part de la propagande soviétique, était devenue prédominante au sein de l'aile droite de la social-démocratie, avec Henri de Man, encensé comme son prophète et comme le successeur de Marx. De Man a été perdu de vue et il est aujourd'hui oublié, parce qu'il a eu la mauvaise idée de pousser ses théories Révisionnistes, d'abord vers le corporatisme, puis vers la collaboration avec les nazis.

Abstraction faite de considérations théoriques, lorsqu'il apparaît dans le mouvement socialiste, le Planisme est porté plus fréquemment par un certain type psychologique de militants radicaux. Rendons à César ce qui est à César : l'une des premières descriptions de celui-ci vise les fabiens et nous la devons à Belloc, dans *L'Etat servile* [1]. Il écrit que ce genre de personnalités «aime l'idéal collectiviste en lui-même [...] parce que c'est une forme sociale ordonnée et standardisée. Il aime contempler l'idéal d'un Etat dans lequel la terre et le capital seront entre les mains de fonctionnaires qui donneront des ordres aux autres hommes, les préservant ainsi des conséquences de leurs vices, de leur ignorance et de leur sottise. [Il écrit plus loin] Pour lui, l'exploitation de l'homme par l'homme ne suscite aucune indignation. L'indignation et toute autre passion vive sont peu familières à ce type de personnalité [...] [Belloc vise ici Sidney Webb] (...) la perspective d'une vaste bureaucratie au sein de laquelle toute la vie sera programmée et réduite à quelques schémas simples (...) remplit son petit estomac d'une satisfaction sans borne».

Des exemples contemporains avec une orientation pro-stalinienne, on peut en trouver à go-go dans les colonnes de la *Monthly Review* de Paul Sweezy. [2]

Dans un article de 1930 sur les «forces motrices du socialisme», qu'il a écrit lorsqu'il se considérait encore comme léniniste, Max Eastmann [3] a caractérisé ainsi ce type de militants: ils sont centrés sur «l'efficacité et une organisation intelligente (...) une véritable passion pour le plan (...) une organisation entrepreneuriale». La Russie de Staline, poursuivait-il, exerce une véritable fascination sur eux: «C'est une région qu'il convient au moins d'excuser dans les autres pays - mais qui ne doit pas pour sûr être dénoncée comme un rêve fou, comme l'émancipation de tous les travailleurs et travailleuses et avec eux de l'humanité toute entière. Pour ceux qui ont construit le mouvement marxiste, comme pour ceux qui ont organisé sa victoire en Russie, ce rêve fou était la motivation principale. Ils étaient, comme certains ont vite fait de l'oublier aujourd'hui, des rebelles extrêmes contre l'oppression.

Lénine, émergera peut-être, quand le tumulte autour de ses idées se sera dissipé, comme le plus grand rebelle de l'histoire. Sa passion majeure était la libération humaine [...] s'il fallait choisir une seule formule pour résumer le but de la lutte des classes, tel qu'il est défini dans les écrits marxistes, et spécialement dans ceux de Lénine, ce serait celui de *liberté humaine* (...).



Lénine en 1897

Sweezy et l'Union Soviétique

En mai 1999, dans une interview publiée par la *Monthly Review*, Paul Sweezy revenait sur la nature de l'URSS:

«Selon moi, le problème des révolutions du XX^e siècle, c'est qu'elles n'ont pas porté au pouvoir le prolétariat organisé en tant que classe. Au lieu de cela, elles ont porté au pouvoir des partis révolutionnaires (...). Ces partis ont exproprié la bourgeoisie traditionnelle, mais ils n'ont pas éliminé le rapport capital-travail en tant que tel. Ils ont remplacé les capitalistes privés par l'Etat, comme fournisseur de travail, unifiant les divers capitaux qui avaient cru indépendamment les uns des



autres au cours de l'histoire du capitalisme. (...) Toutes les directions autonomes ont été soumises à une direction supérieure unique, qui a assumé le

pouvoir de vie et de mort, exercé avant cela par les forces impersonnelles du marché. Ici se pose la question de comment appeler ces Etats: ils n'étaient pas socialistes, mais pouvions-nous les définir comme capitalistes? (...) Bettelheim prétendait que l'URSS devait être définie comme une société capitaliste, mais je pensais que cela aurait introduit des pré-supposés, des at-

tentes et des idées qui auraient inévitablement influencé nos conclusions. (...) Selon moi, le pouvoir, le prestige et les privilèges des dirigeants soviétiques

ne provenaient pas de la propriété privée, mais du contrôle direct de l'appareil d'Etat et, par-là, de la totalité du capital social. L'Union Soviétique, bien qu'étant une société de classe, et non pas une société socialiste, comme elle le prétendait, ne présentait aucun comportement économique semblable à ceux du capitalisme. Par exemple, il n'y avait rien qui puisse ressembler au chômage chronique de l'Occident. L'exacte terminologie ne faisait pas, selon moi, une grande différence pratique. C'est pourquoi, je définissais l'Union Soviétique, de manière plutôt indéterminée, comme une société post-révolutionnaire» (notre trad.).

On pourrait ajouter que plus d'une fois Lénine a décrié la pression en faveur d'une planification totale comme une «utopie bureaucratique».

Il y a une sous-catégorie du Planisme qui mérite d'être qualifiée également: appelons-la le Productionnisme. Bien entendu, tout le monde est «pour» la production, comme chacun est pour la Vertu et une Vie Agréable; mais pour ses tenants, la production est présentée à la fois comme le principal test et la principale finalité de toute société. Le collectivisme bureaucratique soviétique est ainsi «progressiste», au vu des statistiques de production de fonte brute (les mêmes ignorent généralement les données impressionnantes relatives à l'accroissement de la production sous le capitalisme nazi ou japonais). Il est ainsi acceptable que Nasser, Castro, Sukarno ou Nkrumah brisent ou interdisent le syndicalisme indépendant, parce que quelque chose que l'on dénomme «développement économique» prendrait le pas sur les droits humains. Ce point de vue «dur à cuire» n'a bien sûr pas été inventé par ces «radicaux», mais par les exploités sauvages du travail pendant la révolution industrielle capitaliste; et le mouvement socialiste est né en combattant becs et ongles contre ces théoriciens de l'exploitation pour le progrès. Sur ce plan également, les apologistes modernes des régimes autoritaires «de gauche» tendent à considérer cette doctrine éculée comme la toute dernière révélation de la sociologie.

4. Le «Communionisme»

Dans son article de 1930, Max Eastman évoquait le «modèle de la fraternité unie» des «socialistes grégaires ou de la solidarité-humaine» - «ceux qui aspirent à la solidarité humaine en mélangeant mysticisme religieux et grégarité animale». Il ne faudrait pas confondre cela avec l'esprit de solidarité au sein d'une grève, etc., ni nécessairement l'identifier avec ce que l'on qualifie ordinairement de camaraderie au sein du mouvement socialiste ou de «sens de communauté» ailleurs. Son contenu spécifique - comme le dit Eastmann - c'est la «quête de l'immersion dans un Tout, la volonté de se perdre soi-même au sein d'un substitut de Dieu».

Eastman montre ici du doigt l'écrivain du parti communiste Mike Gold [4]. Un autre exemple excellent est offert par Harry F. Ward [5], le compagnon de route très clérical du PC, dont les livres théorisent ce genre d'aspiration «océanique» au dépouillement de sa propre individualité. Les cahiers de notes de Bellamy [6] en constituent aussi un cas classique: il y décrit son désir «d'absorption dans la grande omnipotence de l'Univers». Sa *Religion of Solidarity (Religion de la solidarité)* rend compte de sa méfiance face à l'individualisation de la personnalité, son besoin aigu de dissoudre son Moi dans une communion avec Quelque Chose de Plus Grand.

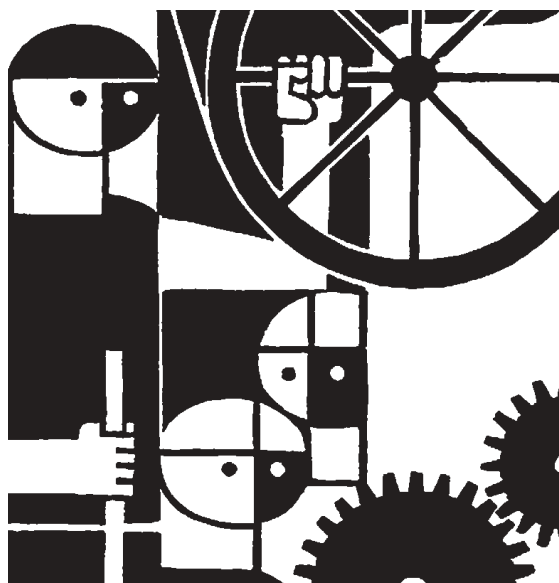
Cette tendance est très prononcée dans certains des *socialismes par en haut* les plus autoritaires, mais il n'est pas rare de la retrouver dans des cas plus bénins, par exemple parmi les philanthropes élitistes, partisans du socialisme chrétien. Naturellement, ce genre de socialisme «communionniste» est toujours salué comme un «socialisme éthique» et loué pour son horreur de la lutte des classes; car il ne doit y avoir aucun conflit au sein de la ruche. Il tend à mettre platement en opposition «collectivisme» et «individualisme» (une fausse opposition d'un point de vue humaniste), mais ce qu'il récuse vraiment c'est l'*individualité*.

5. L'imprégnation

Le *socialisme par en haut* se manifeste sous plusieurs formes pour la simple raison qu'il existe toujours de nombreuses alternatives à la mobilisation autonome des masses; cependant, les cas de figures tendent à se regrouper en deux catégories.

La première a le projet de *renverser* l'actuelle société capitaliste hiérarchisée, afin de la remplacer par un nouveau modèle non capitaliste de société hiérarchisée, fondée sur une nouvelle sorte de classe dirigeante élitaire. Ses variantes reçoivent habituellement l'étiquette de «révolutionnaire» dans les histoires du socialisme. La seconde se propose d'infiltrer les centres de pouvoir de la société existante pour la transformer - graduellement, inexorablement - en un collectivisme étatisé, un peu à la manière du processus par lequel, molécule par molécule peut-être, le bois se pétrifie et devient agate. Voilà le trait caractéristique des variétés réformistes sociales-démocrates du *socialisme par en haut*.

L'imprégnation, comme expression même, a été inventée à des fins d'auto-représentation par le fabianisme de Sidney Webb [7], que nous avons déjà qualifié de variété «la plus pure» de réformisme jamais rencontrée. La logique de l'imprégnation sociale-démocrate repose sur un postulat de *nécessité* mécanique: l'inévitable auto-collectivisation par en haut du capitalisme est identifiée au socialisme. La pression par en bas (lorsqu'elle est considérée comme acceptable) peut hâter et renforcer le processus, pour autant qu'elle demeure sous contrôle, de manière à ne pas effrayer les auto-collectiviseurs. D'où non seulement la volonté, mais le désir anxieux des adeptes sociaux-démocrates de l'imprégnation de «rallier les rangs de l'Establishment», quelle que soit la position concédée, que ce soit comme mousse ou comme ministre, plutôt que de le combattre. En règle générale, la fonction première de leur mouvement par en bas vise essentiellement à exercer un chantage sur les détenteurs du pouvoir, afin qu'ils les cooptent en leur offrant des occasions d'entrer dans leur cercle.



[4] Michael Gold (1893-1967).

Né à New York, il est l'auteur du roman *Jews Without Money (Juifs sans argent)* (1930).

Il a publié de nombreux articles dans les journaux de gauche de cette période, plus particulièrement dans la presse du Parti communiste.

[5] Harry F. Ward (1873-1966).

Pasteur méthodiste et professeur d'Éthique Chrétienne à l'Union Theological Seminary, de New York.

[6] Voir chapitre 8.

[7] Voir chapitre 7.

[8] C. Anthony R. Crosland (1918-1977).

Formé au sein de la Fabian Society, il écrit en 1941: «Je suis engagé dans une grande révision du marxisme et je deviendrai certainement le Bernstein moderne» (cité par Kevin Jefferys, Anthony Crosland, Londres, 2000, p. 16). Il est élu député travailliste à la Chambre des Communes, en 1950, avant de devenir membre de différents gouvernements travaillistes, entre 1964 et 1977. Auteur de *The Future of Socialism* (Le futur du socialisme) (1956).

[9] Arthur Henderson (1863-1935).

D'origine écossaise. Fils d'un ouvrier de l'industrie cotonnière, il commence à travailler à l'âge de 12 ans. Permanent syndical dans la métallurgie dès 1892, il participe à la décision de constituer un seul groupe travailliste au Parlement, en 1900. Dès 1908, il préside le nouveau Labour Party. En 1915-1916, il entre pour la première fois dans un gouvernement de coalition, comme Président du Bureau de l'éducation. Il retournera au pouvoir en 1924 et en 1929-1931. De 1932 à 1935, il préside la Conférence de Genève pour le désarmement. Il reçoit le Prix Nobel de la paix en 1934.

[10] Lyndon B. Johnson (1908-1973).

Il accède à la présidence des États-Unis après l'assassinat de John F. Kennedy, le 22 novembre 1963. En 1964, il est élu Président contre le républicain texan d'extrême droite, Barry Goldwater. Il se présente comme le champion des droits civils, de la lutte contre la pauvreté et de l'élargissement de l'Etat social (*The Great Society*), faisant appel à la collaboration du leader noir Martin Luther King. En réalité, il sera le principal artisan de l'escalade de la guerre au Vietnam et le responsable de la répression des ghettos.

[11] James Harold Wilson (1916-1995).

Professeur d'économie à Oxford, dès 1937, il est élu au Parlement sur les listes travaillistes en 1945. Membre du Gouvernement depuis 1947, il démissionne en 1951. Devenu Premier ministre en 1964, il est battu en 1970.

[12] Politique de l'Internationale Communiste (1928-1939).

• «Troisième Période»

Nom donné à la politique de l'Internationale Communiste, du V^e au VI^e Congrès, de l'été 1928 à l'été 1934, marquée notamment par la dénonciation des sociaux-démocrates comme «social-fascistes».

• «Front Populaire».

Il marque une rupture avec la «Troisième Période». Désormais, l'I.C. propose une grande alliance anti-fasciste, non seulement aux socialistes, mais aussi aux partis de droite démocratiques. Cette politique est amorcée à l'été 1934 et ratifiée par le VI^e Congrès, à l'été 1935.

• «Pacte Hitler-Staline» (23 août 1939). Voir chap. 6.

[13] Conflit sino-soviétique.

En 1959, l'URSS dénonce la politique maoïste volontariste du «Grand Bond en avant», initiée en 1958. L'année suivante, le PC chinois réplique en critiquant Krouchtchev au nom du léninisme. L'URSS rappelle alors ses experts et techniciens. En 1962, elle fournit des armes à l'Inde, pourtant en conflit avec la Chine. Cette dernière critique l'«aventurisme» de l'URSS dans la crise des fusées à Cuba. Désormais, la guerre des mots fait rage entre les deux grands du «socialisme réellement existant»

La tendance à la collectivisation du capitalisme est pourtant une réalité: comme nous l'avons vu, elle implique la collectivisation bureaucratique du capitalisme. A mesure que ce processus avançait, la social-démocratie contemporaine se métamorphosait. Aujourd'hui, le principal théoricien de ce néo-réformisme, C. A. R. Crosland [8], dénonce comme «extrémiste» la déclaration pourtant bénigne en faveur des nationalisations, rédigée à l'origine pour le programme du Parti travailliste britannique par Sidney Webb en personne (avec Arthur Henderson [9])! Le nombre élevé de sections sociales-démocrates européennes qui ont purgé leur programme de tout contenu spécifiquement anti-capitaliste - un phénomène complètement nouveau dans l'histoire du socialisme - ne fait que refléter le degré d'acceptation du processus de collectivisation bureaucratique en cours comme la première étape d'un «socialisme» pétrié.

Voilà ce que donne l'imprégnation comme grande stratégie. Celle-ci mène, bien sûr, à l'imprégnation comme tactique politique, un sujet que nous ne pouvons poursuivre sans en signaler ici la forme la plus achevée aux Etats-Unis: la politique de soutien au Parti démocrate et à la coalition libérale-travailliste formée autour du «Consensus Johnson» [10], ainsi que celles qui l'ont précédée et lui ont succédé.

La distinction entre ces deux «familles» de *socialisme par en haut* est valable pour le socialisme d'origine locale, de Babeuf à Harold Wilson [11], c'est-à-dire là où la base sociale du courant socialiste se situe à l'intérieur du système national, qu'il s'agisse de l'aristocratie ouvrière, d'éléments déclassés ou autres. Le cas est un peu différent pour ces «socialismes d'importation» que représentent les partis communistes contemporains, dont la stratégie et la tactique dépendent en dernière instance d'un pouvoir établi étranger à toute couche sociale de la nation, c'est-à-dire des classes dominantes collectivistes bureaucratiques de l'Est.

Là où les partis communistes se sont montrés notoirement différents de tous les autres mouvements politiques d'origine locale, c'est dans leur capacité à *alterner ou à combiner les deux* tactiques «révolutionnaire - oppositionnelle» et d'imprégnation, selon leur convenance. C'est ainsi que le Parti communiste américain a pu passer d'un aventurisme gauchiste durant la «Troisième Période» (1928-1934), à une tactique d'ultra-imprégnation au cours de la phase du Front populaire, pour revenir à un «radicalisme révolutionnaire» incendiaire au temps du pacte Hitler-Staline [12], pour combiner enfin à des degrés divers ces deux éléments durant les hauts et les bas de la Guerre froide. Avec l'actuelle division du monde communiste entre Pékin et Moscou [13], les «krouchtchéviens» et les maoïstes tendent les uns et les autres à s'identifier à l'une de ces deux tactiques, qui auparavant alternaient.

C'est pourquoi, dans le domaine de la politique intérieure, le parti communiste officiel et les sociaux-démocrates tendent fréquemment à converger vers une politique d'imprégnation, même si elle est induite par une vision du *socialisme par en haut* différente.

6. Socialisme par l'extérieur

Les formes de *socialisme par en haut* que nous avons passées en revue s'intéressent au pouvoir des sommets de la société; venons-en maintenant à l'attente d'une aide extérieure.

Le culte des soucoupes volantes en est une variété pathologique, le messianisme en est une autre, plus traditionnelle, aux yeux de laquelle «l'extérieur» renvoie à un autre monde; dans

le cas qui nous occupe, «l'extérieur» veut dire à *hors de la lutte sociale intérieure*. Pour les communistes de l'Europe orientale, après la Deuxième guerre mondiale, l'Ordre Nouveau avait dû être importé à la pointe des baïonnettes russes; pour les sociaux-démocrates allemands en exil, la libération de leur propre peuple n'a pu finalement être imaginée que par la grâce d'une victoire militaire étrangère.

En temps de paix, cette forme s'appelle le socialisme inspiré par un modèle. Ce fut bien sûr la méthode des utopistes du passé, qui bâtissaient des colonies idéales dans les forêts américaines, de manière à faire la démonstration de la supériorité de leur système et à convertir les incrédules. Aujourd'hui, c'est ce substitut à la lutte sociale chez soi qui devient de plus en plus l'espoir essentiel du mouvement communiste à l'Ouest.

Le modèle type est fourni par la Russie (ou par la Chine, pour les maoïstes); et comme il est difficile de rendre un peu attractive la condition des prolétaires russes aux yeux des travailleuses et travailleurs occidentaux, même avec une bonne dose de mensonge, on peut attendre plus de succès de deux autres approches:

a. La position relativement privilégiée des *managers*, des bureaucrates et des intellectuels aux ordres dans le système collectiviste russe peut être comparée de façon éloquent à leur situation en Occident, où ils sont subordonnés aux possesseurs du capital et aux dépositaires de la richesse. A ce stade, l'attrait du système soviétique d'économie étatisée coïncide avec l'attrait historique des socialismes petits-bourgeois pour les intellectuels mécontents, les techniciens, les scientifiques et leurs employés, les bureaucrates de l'administration et les organisateurs de tous poils, qui peuvent très facilement s'identifier à une nouvelle élite, fondée sur le pouvoir étatique plutôt que sur celui de l'argent et de la propriété, et ainsi s'envisager comme les nouveaux maîtres d'un système non capitaliste, mais élitiste.

Le peuple contre les PC

Berlin (juin 1953)

Mouvement ouvrier de protestation contre l'augmentation «voluménaire» des normes de travail décidée par la direction du SED (Parti communiste). Au cours de la lutte, qui prend l'allure d'un soulèvement, les participant-e-s développent des formes d'auto-organisation et défendent des revendications démocratiques. Le mouvement est réprimé avec l'aide de l'armée soviétique.



b. Tandis que les partis communistes officiels sont priés de défendre la façade de l'orthodoxie par rapport à ce qui a été appelé le «marxisme-léninisme», les théoriciens sérieux du néo-stalinisme, qui ne sont pas liés au parti, s'affranchissent le plus généralement d'une telle prétention. La conséquence de cette attitude n'est autre que l'abandon déclaré de toute perspective de victoire au travers d'une lutte sociale interne aux pays capitalistes. La «révolution mondiale» se réduit à la démonstration, opérée par les Etats communistes, que leur système est supérieur. Cette idée a été formalisée par les deux théoriciens principaux du néo-stalinisme, Paul Sweezy et Isaac Deutscher. [14]

Le capitalisme monopolistique (Monopoly Capitalism) de Baran [15] et Sweezy (1966) rejette catégoriquement «la réponse de l'orthodoxie marxiste traditionnelle, à savoir que le prolétariat industriel doit finalement faire la révolution contre ses oppresseurs capitalistes». Leur constat est le même pour tous les autres groupes «en marge» de la société: chômeurs, ouvriers agricoles, foules des ghettos, etc.; «ils ne peuvent constituer une force cohérente dans la société». Il n'y a plus d'adversaire; le capitalisme ne peut être défié efficacement de l'intérieur. Alors, quelle alternative? Les auteurs expliquent à la dernière page, qu'un jour «peut-être pas dans le siècle en cours», les gens perdront leurs illusions à propos du capitalisme «tandis que s'étendra la révolution mondiale et que *les pays socialistes montreront par l'exemple* qu'il est possible» de bâtir une société rationnelle. C'est tout. Ainsi, la phraséologie

marxiste qui remplit les 366 pages de cet essai relève de l'incantation pure, comparable à la lecture du Sermon sur la montagne à la cathédrale Saint-Patrick.

La même perspective est présentée de façon moins carrée par un auteur qui use de plus de circonvolutions; nous voulons parler de l'ouvrage de Deutscher, *The Great Contest (Le grand combat)*. Deutscher véhicule la nouvelle théorie soviétique selon laquelle «le capitalisme occidental ne succombera pas - ou pas directement - du fait de ses propres crises et contradictions, mais en raison de son incapacité à rivaliser avec les réalisations du socialisme [c'est-à-dire des Etats communistes]»; et d'ajouter: «On peut dire, dans une certaine mesure, que cela a remplacé la perspective marxiste d'une révolution sociale permanente». Nous avons ici une justification théorique de ce qui a été longtemps la fonction du mouvement communiste en Occident: agir comme un garde frontière et un compare au service des élites dirigeantes rivales de l'Est. Avant tout, la notion même de *socialisme par en bas* devient aussi étrangère à ces professeurs de collectivisme bureaucratique qu'à ceux qui font l'apologie du capitalisme dans les universités américaines.

Les idéologues néo-staliniens de ce genre sont souvent critiques à l'égard du régime soviétique actuel. Un bon exemple est fourni par Deutscher, qui est très loin de se livrer, à la manière des communistes officiels, à une apologie aveugle de Moscou. Ces idéologues peuvent être perçus comme des *tenants de l'infiltration qui respectent le collectivisme bureaucratique*. Ce qui apparaît comme un «socialisme par l'extérieur», quand on le regarde depuis le monde capitaliste, devient une sorte de fabianisme, vu de l'intérieur de la structure du système communiste. Dans un tel contexte, le changement seulement par le haut constitue un principe aussi intangible pour ces théoriciens, qu'il l'était pour Sidney Webb. On en a eu l'illustration, entre autres, avec la réaction hostile de Deutscher à la révolte est-allemande de 1953 et à la révolution hongroise de 1956, fondée sur l'argument classique, que de tels soulèvements par en bas pourraient effrayer l'establishment soviétique et le détourner de son cours «libéral», pourvu du caractère inexorable d'un processus Graduel. ●●●

Budapest (oct.-nov. 1956).

1956, c'est la déstalinisation, marquée par la publication du Rapport Khrouchtchev. A Budapest, à l'initiative d'intellectuels majoritairement communistes, une manifestation pour la démocratie, l'indépendance nationale et le retour d'Imre Nagy au pouvoir est convoquée pour le 23 octobre. Après la mort de Staline, Nagy avait annoncé des mesures de libéralisation, avant d'être limogé en avril 1956. Plus de 300 000 personnes participent à cette manifestation. La police politique ouvre le feu.

Réhabilité sous la pression de la rue, Nagy prend la tête du gouvernement. C'est alors, que les troupes du Pacte de Varsovie pénètrent en Hongrie, donnant au mouvement de résistance un caractère aussi national. Du 4 au 8 novembre, l'insurrection est matée. Malgré la grève générale du 21 novembre, appelée par les conseils ouvriers, Nagy est enlevé avec quarante-huit

responsables, puis déporté en Russie. Condamné à mort, il sera pendu en 1958, en Roumanie.

Le 9 décembre, la loi martiale est décrétée et les conseils ouvriers interdits. La répression fait des milliers de morts, des dizaines de milliers de prisonniers et des centaines de milliers de réfugié-e-s.



Prague (août 1968)



[14] Isaac Deutscher (1907-1967).



Originaire de Pologne, il adhère au Parti communiste en 1926. Il devient membre de l'opposition de gauche, liée à Trotsky et sera exclu du PC en 1932.

Il s'installe en Angleterre au début de la guerre, où il collabore à *The Observer* et à *The Economist*.

Son *Staline* paraît en 1949 [en français, en 1953].

Sa biographie politique de Trotsky est publiée en trois volumes: *Le prophète armé, 1979-1921* (1954), *Le Prophète désarmé, 1921-1929* (1959) et *Le Prophète hors-la-loi, l'exil* (1963) [en français, en 1962-1965]. «*The Great Contest*» (*Le Grand combat*) est publié en 1960.

A notre avis, le fait que Deutscher ait cru possible, après la mort de Staline, une évolution de l'URSS vers le socialisme par la voie des réformes, n'en fait pas pour autant un néo-stalinien.

[15] Paul Baran (1910-1964).



Economiste marxiste. Ses travaux portent avant tout sur les mécanismes de la croissance, sur le développement et le sous-développement.

DANS QUEL CAMP ÊTES-VOUS ?

Le socialisme souffre apparemment d'un vice de forme. Comment la civilisation humaine la plus élevée pourrait-elle être construite par les femmes et les hommes qui en ont été jusqu'ici largement exclus? C'est pourquoi, l'auto-émancipation des opprimé-e-s est considérée comme un conte à dormir debout par tous les experts ès progrès social. Les masses pauvres en seraient bien incapables et si, d'aventure, elles s'y risquaient, il faudrait immédiatement les en empêcher. N'est-ce pas exactement ce qui s'est passé en URSS, en Chine, à Cuba et ailleurs... D'ailleurs, il y a bien assez de candidats timoniers, dont les talents ne demandent qu'à être révélés. Ce sont aussi les mieux placés pour exiger de celles et ceux d'en bas les sacrifices «indispensables au progrès»! En réalité, il n'y a qu'une manière de prouver le contraire: choisir le camp de l'organisation démocratique et de la lutte collective...(réd.)

[1] La «Loi d'Airain de l'Oligarchie»

Elle est énoncée par le sociologue italien, d'origine allemande, Roberto Michels (1876-1936). Il théorise la concentration du pouvoir au sein des grandes organisations politiques (Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties, 1911 rééd. Flammarion, 1971).

[2] L'admirable Crichton.

D'après James Hrichton (1560-1582), un courtisan hors pair, humaniste et homme de lettres. Considéré comme le modèle du gentilhomme écossais. Parlant une dizaine de langues, il fait parler de lui à St-Andrews, à Paris et dans plusieurs villes italiennes, avant d'entrer au service du duc de Mantoue. Il meurt assassiné à l'âge de vingt-deux ans.

Aux yeux des intellectuel-le-s qui ont le choix du rôle qu'ils entendent jouer dans la lutte sociale, la perspective du *socialisme par en bas* n'a eu historiquement que peu d'attrait. Même dans le cadre du mouvement socialiste il n'a bénéficié que de peu de défenseurs consistants et guère plus d'inconsistants. Hors du mouvement socialiste, bien entendu, la position dominante est que de telles vues sont illusoires, impraticables, «utopiques»; idéalistes peut-être, mais don-quistesques. La masse du peuple est congénitalement stupide, corrompue, apathique et généralement désespérante; le changement pour le progrès doit donc venir de Gens Supérieurs, du même type (comme par hasard) que les intellectuel-le-s qui expriment ces sentiments. Ceci se traduit théoriquement par la Loi d'Airain de l'Oligarchie [1], ou par la loi d'argile de l'élitisme qui, d'une manière ou d'une autre, implique une théorie grossièrement fataliste - le fatalisme d'un changement uniquement par en haut.

Sans prétendre rendre compte en quelques mots des arguments en faveur ou contre ce point de vue répandu, on relèvera le rôle social qu'il assume, en tant que rite d'auto-justification de l'élite. En temps «ordinaires», quand les masses sont immobiles, la théorie adopte une posture méprisante, rejetant purement et simplement toute l'histoire des révolutions et des soulèvements sociaux comme dépassée. Mais les soulèvements révolutionnaires et les troubles sociaux récurrents, qui se distinguent précisément par l'irruption de masses, jusqu'ici passives, sur la scène de l'histoire, et marquent les périodes où des changements sociaux fondamentaux sont à l'ordre du jour, sont tout aussi normaux que le conservatisme des phases intermédiaires. Lorsque le théoricien élitiste doit donc abandonner sa posture d'observateur scientifique qui se contente de *prédire* que la masse du peuple restera pour toujours passive, quand il doit faire face à la réalité contraire d'une foule révolutionnaire qui menace de subvertir la structure du pouvoir, il est alors généralement le premier à tourner sa veste et à changer fondamentalement de registre pour dénoncer l'intervention des masses par en bas comme mauvaise en soi.

C'est un fait, que pour l'intellectuel, le choix entre le *socialisme par en haut* et le *socialisme par en bas* est fondamentalement un choix *moral*, tandis que pour les masses travailleuses, qui n'ont pas d'alternative sociale, c'est une question de nécessité. L'intellectuel-le peut avoir l'option de «rallier l'establishment», alors que le travailleur ou la travailleuse ne l'a pas. Il en va de même des leaders ouvriers qui, à mesure qu'ils s'élèvent au-dessus de leur classe, sont eux aussi confrontés à des choix qu'ils n'avaient pas auparavant. La pression à se

conformer aux moeurs de la classe dominante, à s'embourgeoiser, est d'autant plus forte que les liens personnels et organisationnels avec les couches inférieures se distendent. Il n'est pas difficile pour un intellectuel ou un bureaucrate de se convaincre que l'infiltration du pouvoir en place et l'adaptation à celui-ci est la façon la plus habile d'arriver à ses fins, lorsque (comme c'est le cas) cela permet aussi de partager les avantages de l'influence et de l'opulence.

Ainsi, l'ironie de l'histoire veut que la «Loi d'Airain de l'Oligarchie» offre une armure principalement aux éléments intellectuels à partir desquels elle se développe. En tant que couche sociale (hormis des individus exceptionnels), on n'a jamais vu les intellectuels se dresser contre l'ordre établi, comme la classe ouvrière moderne l'a fait à plusieurs reprises au fil de son histoire relativement brève. Les travailleuses et travailleurs intellectuels des classes moyennes non possédantes fonctionnent de façon caractéristique comme serviteurs idéologiques de l'ordre dominant tout en étant condamnés au mécontentement et à la frustration par une telle relation. Comme bien d'autres serviteurs, cet Admirable Crichton [2] se dit: «Je vaud mieux que mon maître, et si les temps étaient différents, on verrait bien qui devrait s'incliner devant l'autre». Plus que jamais, de nos jours, tandis que la crédibilité du système capitaliste s'érode partout dans le monde, il se met à rêver d'une forme de société dans laquelle il pourrait arriver par lui-même, dans laquelle le Cerveau et non la Bourse ou l'Épée auraient le dessus; dans laquelle lui et ses semblables seraient délivrés de l'emprise de la Propriété par la suppression du capitalisme et de la pression des masses plus nombreuses par l'élimination de la démocratie.

Il n'a pas besoin de faire preuve de beaucoup d'imagination, puisque des formes d'une telle société existent déjà sous ses yeux avec les collectivismes de l'Est. Même s'il rejette ces variantes, pour diverses raisons, dont la Guerre Froide, il peut théoriser sa propre conception d'un «bon» type de collectivisme bureaucratique, qu'on appellerait «Méritocratie», «Managérisme», «Industrialisme», ou que sais-je d'autre aux Etats-Unis; ou encore «Socialisme africain» au Ghana et «Socialisme arabe» au Caire; sans exclure d'autres sortes de socialismes pour les autres parties du monde.

La nature du choix entre *socialisme par en haut* et *socialisme par en bas* est éclairée d'une lumière plus vive par une question au sujet de laquelle il y a un degré d'accord considérable entre libéraux, sociaux-démocrates et intellectuels stalinoïdes d'aujourd'hui. Il s'agit de l'inévitabilité supposée de dictatures autoritaires (despotismes éclairés), particulièrement dans les

nouveaux Etats en développement d'Afrique ou d'Asie - cf. Nkrumah, Nasser, Sukarno, etc. - dictatures qui brisent les syndicats indépendants, de même que toute opposition politique, et organisent une exploitation maximale du travail de manière à tirer de la sueur de la classe ouvrière un capital suffisant pour permettre d'accélérer l'industrialisation au tempo voulu par les nouveaux dirigeants. Ainsi, à un degré jamais atteint auparavant, des cercles «progressistes», qui auraient protesté à d'autres moments contre l'injustice d'où qu'elle vienne, se sont mués en apologistes acritiques de tout autoritarisme taxé de non-capitaliste.

A part l'argument du déterminisme économique généralement avancé à l'appui de cette position, deux aspects de la question en éclairent les véritables enjeux :

1. Les justifications économiques de la dictature, qui prétendent démontrer la nécessité d'une industrialisation à tombeau ouvert, constituent sans conteste le principal argument des nouveaux dirigeants bureaucratiques - qui ne dédaignent pas cependant leurs propres profits et avantages. En revanche, cet argument n'est pas de nature à convaincre les travailleuses et travailleurs du rang qu'eux-mêmes et leur famille doivent être ainsi surexploités et suer sans compter pour le bien des générations futures, dans l'intérêt d'une rapide accumulation du capital. En fait, c'est la raison pour laquelle l'industrialisation forcée nécessite un contrôle dictatorial.

Cet argument économique déterministe n'est qu'une rationalisation du point de vue de la classe dominante; il n'a de sens que pour elle, dans la mesure où elle identifie bien sûr toujours sa propre façon de voir avec celle de la «société». Il tombe cependant sous le sens que les travailleuses et travailleurs d'en bas doivent se mobiliser pour combattre cette surexploitation et défendre leur dignité humaine élémentaire, ainsi que leur bien-être. Cela a déjà été le cas au cours de la Révolution Industrielle capitaliste, lorsque les «nouveaux Etats émergents» se trouvaient en Europe.

Ce n'est pas une simple question d'argumentation économique-technique mais de camp dans la lutte des classes. La question est: dans quel camp êtes-vous?

2. On prétend que la masse du peuple de ces pays est trop arriérée pour être à même de contrôler la société et son gouvernement; et ceci est sans doute vrai, non seulement dans ces pays. Mais qu'en conclure? Comment un peuple ou une classe se rendent-ils aptes à assumer le pouvoir en leur propre nom?

Exclusivement en luttant pour y parvenir. Seulement en menant le combat contre l'oppression - oppression du fait de ceux qui les disent inaptes à gouverner. C'est uniquement en militant pour un pouvoir démocratique qu'ils parviendront à s'éduquer eux-mêmes et à s'élever au niveau requis pour devenir aptes à exercer ce pouvoir. Il n'y a jamais eu d'autre voie pour aucune classe.

Bien que nous ayons considéré une ligne spécifique d'argumentation, les deux points que nous avons mis en évidence ont bien une portée universelle, pour chaque pays, avancé ou en développement, capitaliste ou stalinien. Lorsque les manifestations et les boycotts des Noirs des Etats du Sud ont commencé à embarrasser le Président Johnson, à l'approche des élections, la question a été: *dans quel camp êtes-vous?* Lorsque le peuple de Hongrie s'est soulevé contre l'occupant soviétique, la question a été: *dans quel camp êtes-vous?* Lorsque le peuple algérien a engagé la lutte pour sa libération contre le gou-

vernement «socialiste» de Guy Mollet, [3] la question a été: *dans quel camp êtes-vous?* Lorsque Cuba a été envahi par les marionnettes de Washington [4], la question a été: *dans quel camp êtes-vous?* Et lorsque les commissaires de la dictature prennent le contrôle des syndicats cubains la question est aussi: *dans quel camp êtes-vous?*

Depuis l'aube des sociétés humaines, la liste est longue des théories qui «prouvent» que la tyrannie est inévitable et que la liberté est incompatible avec la démocratie. Il n'y a guère d'idéologie plus commode pour la classe dirigeante et ses suppôts intellectuels. Ce sont des prédictions qui s'auto-accomplissent, dans la mesure où elles ne sont vraies que si on les considère comme telles. En dernière analyse, seule la lutte peut démontrer qu'elles sont fausses. Cette lutte par en bas n'a jamais été stoppée par des théories venant d'en haut, et elle a réussi à changer le monde plus d'une fois. Opter pour l'une des formes du *socialisme par en haut*, c'est regarder en arrière, vers le vieux monde, vers les vieilles fadaïses. Choisir la voie du *socialisme par en bas*, c'est affirmer le début d'un monde nouveau. ■

[3] Guy Mollet (1985-1975).

Adhère à la SFIO en 1923.

Il en devient secrétaire général, de 1945 à 1969.

Député du Pas-de-Calais, régulièrement réélu depuis 1945, il est plusieurs fois ministre d'Etat sous la IV^e République.

Le 5 février 1956, il prend la tête du gouvernement, en pleine «Bataille d'Alger».

Le général Massu dispose alors des pleins pouvoirs de police: la répression est sanglante, la torture systématique...

Après le 13 mai 1958, Guy Mollet se rallie à De Gaulle.

En 1965, il est l'un des fondateurs de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS).

[4] Le 2 janvier 1959, Fidel Castro entre à La Havane. Deux ans plus tard, les Etats-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec Cuba. Et le 17 avril 1961, 2000 anticastro cubains et mercenaires américains débarquent dans la baie des Cochons.

Le 19 avril au soir, les milices cubaines ont écrasé l'invasion. Les 1113 rescapés sont échangés par Fidel Castro contre 63 millions de dollars de médicaments.



ABONNEZ-VOUS!

Tél +41 22 740 07 40

Fax +41 22 740 08 87

journal@solidarites.ch

- Abo annuel 20 numéros FS 60.-
- Abo hors de Suisse Euros 40.-
- Abo à prix réduit (étudiant-es, chômeurs/euses, AVS...) FS 30.-
- Abo à l'essai (3 mois) FS 15.-
- Abo de soutien FS150.-

Payement par compte postal

CCP 12-9441-1

solidarités

1211 Genève 2

www.solidarites.ch



J.A.A
1211 Genève 2



Zutreffendes durchkreuzen - Marquer ce qui convient Porre una crocetta secondo il caso	Abgereglist ohne Adressangabe Parti sans laisser d'adresse Partito senza lasciare indirizzo
Weggezogen; Abgereglist abgelaufen A démenagé; Délai de réexpédition expiré Traslocato; Termine di spedizione scaduto	Unbekant Inconnu Sconosciuto scuito
Adresse ungenügend insuffisante Indirizzo insufficiente	

Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

